

Canada Gazette



Gazette du Canada

Part I

Partie I

OTTAWA, SATURDAY, AUGUST 2, 2014

OTTAWA, LE SAMEDI 2 AOÛT 2014

NOTICE TO READERS

The *Canada Gazette* is published under the authority of the *Statutory Instruments Act*. It consists of three parts as described below:

- Part I Material required by federal statute or regulation to be published in the *Canada Gazette* other than items identified for Part II and Part III below — Published every Saturday
- Part II Statutory instruments (regulations) and other classes of statutory instruments and documents — Published January 1, 2014, and at least every second Wednesday thereafter
- Part III Public Acts of Parliament and their enactment proclamations — Published as soon as is reasonably practicable after royal assent

The two electronic versions of the *Canada Gazette* are available free of charge. A Portable Document Format (PDF) version of Part I, Part II and Part III as an official version since April 1, 2003, and a HyperText Mark-up Language (HTML) version of Part I and Part II as an alternate format are available on the *Canada Gazette* Web site at <http://gazette.gc.ca>. The HTML version of the enacted laws published in Part III is available on the Parliament of Canada Web site at <http://www.parl.gc.ca>.

Requests for insertion should be directed to the Canada Gazette Directorate, Public Works and Government Services Canada, 350 Albert Street, 5th Floor, Ottawa, Ontario K1A 0S5, 613-996-2495 (telephone), 613-991-3540 (fax).

Bilingual texts received as late as six working days before the requested Saturday's date of publication will, if time and other resources permit, be scheduled for publication that date.

For information regarding reproduction rights, please contact Public Works and Government Services Canada by email at questions@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

AVIS AU LECTEUR

La *Gazette du Canada* est publiée conformément aux dispositions de la *Loi sur les textes réglementaires*. Elle est composée des trois parties suivantes :

- Partie I Textes devant être publiés dans la *Gazette du Canada* conformément aux exigences d'une loi fédérale ou d'un règlement fédéral et qui ne satisfont pas aux critères de la Partie II et de la Partie III — Publiée le samedi
- Partie II Textes réglementaires (Règlements) et autres catégories de textes réglementaires et de documents — Publiée le 1^{er} janvier 2014 et au moins tous les deux mercredis par la suite
- Partie III Lois d'intérêt public du Parlement et les proclamations énonçant leur entrée en vigueur — Publiée aussitôt que possible après la sanction royale

Les deux versions électroniques de la *Gazette du Canada* sont offertes gratuitement. Le format de document portable (PDF) de la Partie I, de la Partie II et de la Partie III à titre de version officielle depuis le 1^{er} avril 2003 et le format en langage hypertexte (HTML) de la Partie I et de la Partie II comme média substitut sont disponibles sur le site Web de la *Gazette du Canada* à l'adresse <http://gazette.gc.ca>. La version HTML des lois sanctionnées publiées dans la Partie III est disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse <http://www.parl.gc.ca>.

Les demandes d'insertion doivent être envoyées à la Direction de la Gazette du Canada, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada, 350, rue Albert, 5^e étage, Ottawa (Ontario) K1A 0S5, 613-996-2495 (téléphone), 613-991-3540 (télécopieur).

Un texte bilingue reçu au plus tard six jours ouvrables avant la date de parution demandée paraîtra, le temps et autres ressources le permettant, le samedi visé.

Pour obtenir des renseignements sur les droits de reproduction, veuillez communiquer avec Travaux publics et Services gouvernementaux Canada par courriel à l'adresse questions@tpsgc-pwgsc.gc.ca.

TABLE OF CONTENTS

Vol. 148, No. 31 — August 2, 2014

Government notices	1963
Notice of vacancies	2012
Parliament	
House of Commons	2018
Chief Electoral Officer	2018
Commissions	2019
(agencies, boards and commissions)	
Miscellaneous notices	2028
(banks; mortgage, loan, investment, insurance and railway companies; other private sector agents)	
Index	2030

TABLE DES MATIÈRES

Vol. 148, n° 31 — Le 2 août 2014

Avis du gouvernement	1963
Avis de postes vacants	2012
Parlement	
Chambre des communes	2018
Directeur général des élections	2018
Commissions	2019
(organismes, conseils et commissions)	
Avis divers	2028
(banques; sociétés de prêts, de fiducie et d'investissements; compagnies d'assurances et de chemins de fer; autres agents du secteur privé)	
Index	2031

GOVERNMENT NOTICES

DEPARTMENT OF THE ENVIRONMENT

CANADIAN ENVIRONMENTAL PROTECTION ACT, 1999

Waiver of information requirements for living organisms (subsection 106(9) of the Canadian Environmental Protection Act, 1999)

Whereas any person who proposes to import or manufacture a living organism that is not on the *Domestic Substances List* must provide to the Minister of the Environment the information required under subsection 106(1) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*;

Whereas any person who proposes to use, manufacture or import for a significant new activity a living organism that is on the *Domestic Substances List* must provide to the Minister of the Environment the information required under subsection 106(3) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*;

Whereas any person who proposes to use for a significant new activity a living organism that is not on the *Domestic Substances List* must provide to the Minister of the Environment the information required under subsection 106(4) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*;

Whereas a person may, pursuant to subsection 106(8) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*, request any of the requirements to provide information under subsection 106(1), (3) or (4) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999* to be waived; and

Whereas a waiver may be granted by the Minister of the Environment under subsection 106(8) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999* if

- (a) in the opinion of the Ministers, the information is not needed in order to determine whether the living organism is toxic or capable of becoming toxic;
- (b) the living organism is to be used for a prescribed purpose or manufactured at a location where, in the opinion of the Ministers, the person requesting the waiver is able to contain the living organism so as to satisfactorily protect the environment and human health; or
- (c) it is not, in the opinion of the Ministers, practicable or feasible to obtain the test data necessary to generate the information;

Therefore, notice is hereby given, pursuant to subsection 106(9) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*, that the Minister of the Environment waived the requirement to provide information in accordance with the following annex pursuant to subsection 106(8) of that Act.

KAREN L. DODDS
Assistant Deputy Minister
Science and Technology Branch
On behalf of the Minister of the Environment

AVIS DU GOUVERNEMENT

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

LOI CANADIENNE SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (1999)

Exemption à l'obligation de fournir des renseignements concernant les organismes vivants [paragraphe 106(9) de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)]

Attendu que toute personne qui se propose d'importer ou de fabriquer un organisme vivant qui ne figure pas sur la *Liste intérieure* doit fournir au ministre de l'Environnement les renseignements exigés en vertu du paragraphe 106(1) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*;

Attendu que toute personne qui se propose d'utiliser, de fabriquer ou d'importer, en vue d'une nouvelle activité, un organisme vivant qui figure sur la *Liste intérieure* doit fournir au ministre de l'Environnement les renseignements exigés en vertu du paragraphe 106(3) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*;

Attendu que toute personne qui se propose d'utiliser, en vue d'une nouvelle activité, un organisme vivant qui ne figure pas sur la *Liste intérieure* doit fournir au ministre de l'Environnement les renseignements exigés en vertu du paragraphe 106(4) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*;

Attendu qu'une personne peut, en vertu du paragraphe 106(8) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*, demander une exemption à l'une des exigences de fournir les renseignements visés aux paragraphes 106(1), (3) ou (4) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*;

Attendu qu'une exemption peut être accordée en vertu du paragraphe 106(8) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)* par le ministre de l'Environnement si, selon le cas :

- a) les ministres jugent que les renseignements ne sont pas nécessaires pour déterminer si l'organisme vivant est effectivement ou potentiellement toxique;
- b) l'organisme vivant est destiné à une utilisation réglementaire ou doit être fabriqué en un lieu où, selon les ministres, la personne qui demande l'exemption est en mesure de le contenir de façon à assurer une protection satisfaisante de l'environnement et de la santé humaine;
- c) il est impossible, selon les ministres, d'obtenir les résultats des essais nécessaires à l'établissement des renseignements;

Pour ces motifs, avis est par la présente donné, conformément au paragraphe 106(9) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*, que le ministre de l'Environnement a accordé une exemption à l'obligation de fournir des renseignements conformément à l'annexe suivante et en vertu du paragraphe 106(8) de cette loi.

La sous-ministre adjointe
Direction générale des sciences et de la technologie
KAREN L. DODDS
Au nom du ministre de l'Environnement

ANNEX

Waiver of Information Requirements (Subsection 106(9) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*)

Person to whom a waiver is granted	Information in relation to which a waiver is granted ¹
Agriculture and Agri-Food Canada	Data from tests of antibiotic susceptibility (2)

EXPLANATORY NOTE

The decision to grant a waiver is made on a case-by-case basis by Environment Canada in consultation with Health Canada. On average, approximately 100 waivers are granted yearly for chemicals, polymers and organisms for an average of 450 notifications received.

For more information, please see the waivers Web page on the New Substances Web site at www.ec.gc.ca/subsnouvelles-newsubs/default.asp?lang=En&n=7F19FF4B-1.

[31-1-o]

DEPARTMENT OF THE ENVIRONMENT

CANADIAN ENVIRONMENTAL PROTECTION ACT, 1999

Waiver of information requirements for substances (subsection 81(9) of the Canadian Environmental Protection Act, 1999)

Whereas any person who proposes to import or manufacture a substance that is not on the *Domestic Substances List* must provide to the Minister of the Environment the information required under subsection 81(1) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*;

Whereas any person who proposes to use, manufacture or import for a significant new activity a substance that is on the *Domestic Substances List* must provide to the Minister of the Environment the information required under subsection 81(3) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*;

Whereas any person who proposes to use for a significant new activity a substance that is not on the *Domestic Substances List* must provide to the Minister of the Environment the information required under subsection 81(4) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*;

Whereas a person may, pursuant to subsection 81(8) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*, request any of the requirements to provide information under subsections 81(1), (3) or (4) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999* to be waived; and

Whereas a waiver may be granted by the Minister of the Environment under subsection 81(8) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999* if

(a) in the opinion of the Ministers, the information is not needed in order to determine whether the substance is toxic or capable of becoming toxic;

¹ The number of times the information requirement was waived for the company is indicated in brackets.

ANNEXE

Exemption à l'obligation de fournir des renseignements [paragraphe 106(9) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*]

Le nom des bénéficiaires de l'exemption	Renseignements visés par l'exemption ¹
Agriculture et Agroalimentaire Canada	Données des essais de sensibilité aux antibiotiques (2)

NOTE EXPLICATIVE

La décision d'accorder ou non une dérogation est prise par Environnement Canada en fonction de chaque cas, en consultation avec Santé Canada. En moyenne, environ 450 déclarations réglementaires sont reçues chaque année et environ 100 dérogations sont accordées pour des substances chimiques, des polymères et des organismes.

Pour obtenir plus d'information, veuillez consulter la page Web des dérogations sur le site Web des substances nouvelles à l'adresse suivante : www.ec.gc.ca/subsnouvelles-newsubs/default.asp?lang=Fr&n=7F19FF4B-1.

[31-1-o]

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT

LOI CANADIENNE SUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT (1999)

Exemption à l'obligation de fournir des renseignements concernant les substances [paragraphe 81(9) de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)]

Attendu que toute personne qui se propose d'importer ou de fabriquer une substance qui ne figure pas sur la *Liste intérieure* doit fournir au ministre de l'Environnement les renseignements exigés en vertu du paragraphe 81(1) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*;

Attendu que toute personne qui se propose d'utiliser, de fabriquer ou d'importer, en vue d'une nouvelle activité, une substance qui figure sur la *Liste intérieure* doit fournir au ministre de l'Environnement les renseignements exigés en vertu du paragraphe 81(3) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*;

Attendu que toute personne qui se propose d'utiliser, en vue d'une nouvelle activité, une substance qui ne figure pas sur la *Liste intérieure* doit fournir au ministre de l'Environnement les renseignements exigés en vertu du paragraphe 81(4) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*;

Attendu qu'une personne peut, en vertu du paragraphe 81(8) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*, demander une exemption à l'une des exigences de fournir les renseignements visés aux paragraphes 81(1), (3) ou (4) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*;

Attendu qu'une exemption peut être accordée en vertu du paragraphe 81(8) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*, par le ministre de l'Environnement si, selon le cas :

a) les ministres jugent que les renseignements ne sont pas nécessaires pour déterminer si la substance est effectivement ou potentiellement toxique;

¹ Le nombre de fois que l'obligation d'information a été levée pour l'entreprise est indiqué entre parenthèses.

(b) the substance is to be used for a prescribed purpose or manufactured at a location where, in the opinion of the Ministers, the person requesting the waiver is able to contain the substance so as to satisfactorily protect the environment and human health; or
(c) it is not, in the opinion of the Ministers, practicable or feasible to obtain the test data necessary to generate the information;

Therefore, notice is hereby given, pursuant to subsection 81(9) of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*, that the Minister of the Environment waived the requirement to provide information in accordance with the following annex pursuant to subsection 81(8) of that Act.

KAREN L. DODDS
*Assistant Deputy Minister
Science and Technology Branch*
On behalf of the Minister of the Environment

ANNEX

Waiver of Information Requirements (Subsection 81(9)
of the *Canadian Environmental Protection Act, 1999*)

Person to whom a waiver is granted	Information in relation to which a waiver is granted
Bayer Material Science LLC	Data from a water solubility test Data from an octanol-water partition coefficient test
Danisco Canada Inc.	Data from a melting point test Data from a boiling point test Data from a density test Data from a vapour pressure test Data from an octanol-water partition coefficient test
Equistar Chemicals LP	Data from an octanol-water partition coefficient test
Evonik Canada Inc.	Data from an octanol-water partition coefficient test
Huntsman International (Canada) Corporation	Data from an octanol-water partition coefficient test
Lubrizol Canada Ltd.	Data from an octanol-water partition coefficient test Data from a hydrolysis as a function of pH test
Patheon Inc.	Data from a vapour pressure test Data from an acute mammalian toxicity test Data from a skin irritation test Data from a skin sensitization test

EXPLANATORY NOTE

The decision to grant a waiver is made on a case-by-case basis by Environment Canada in consultation with Health Canada. On average, approximately 100 waivers are granted yearly for chemicals, polymers and organisms for an average of 450 notifications received.

b) la substance est destinée à une utilisation réglementaire ou doit être fabriquée en un lieu où, selon les ministres, la personne qui demande l'exemption est en mesure de la contenir de façon à assurer une protection satisfaisante de l'environnement et de la santé humaine;

c) il est impossible, selon les ministres, d'obtenir les résultats des essais nécessaires à l'établissement des renseignements;

Pour ces motifs, avis est par la présente donné, conformément au paragraphe 81(9) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*, que le ministre de l'Environnement a accordé une exemption à l'obligation de fournir des renseignements conformément à l'annexe suivante et en vertu du paragraphe 81(8) de cette loi.

*La sous-ministre adjointe
Direction générale des sciences et de la technologie*
KAREN L. DODDS
Au nom du ministre de l'Environnement

ANNEXE

Exemption à l'obligation de fournir des renseignements
[paragraphe 81(9) de la *Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)*]

Le nom des bénéficiaires de l'exemption	Renseignements visés par l'exemption
Bayer Material Science LLC	Données provenant d'un essai de solubilité dans l'eau Données provenant d'un essai sur le coefficient de partage entre l'octanol et l'eau
Danisco Canada Inc.	Données provenant d'un essai sur le point de fusion Données provenant d'un essai sur le point d'ébullition Données provenant d'un essai sur la densité Données provenant d'un essai sur la tension de vapeur Données provenant d'un essai sur le coefficient de partage entre l'octanol et l'eau
Equistar Chemicals LP	Données provenant d'un essai sur le coefficient de partage entre l'octanol et l'eau
Evonik Canada Inc.	Données provenant d'un essai sur le coefficient de partage entre l'octanol et l'eau
Huntsman International (Canada) Corporation	Données provenant d'un essai sur le coefficient de partage entre l'octanol et l'eau
Lubrizol Canada Ltd.	Données provenant d'un essai sur le coefficient de partage entre l'octanol et l'eau Données provenant d'un essai concernant le taux d'hydrolyse en fonction du pH
Patheon Inc.	Données provenant d'un essai sur la tension de vapeur Données provenant d'essais de toxicité aiguë à l'égard des mammifères Données provenant d'un essai d'irritation de la peau Données provenant d'un essai de sensibilisation de la peau

NOTE EXPLICATIVE

La décision d'accorder ou non une dérogation est prise par Environnement Canada en fonction de chaque cas, en consultation avec Santé Canada. En moyenne, environ 450 déclarations réglementaires sont reçues chaque année et environ 100 dérogations sont accordées pour des substances chimiques, des polymères et des organismes.

For more information, please see the waivers Web page on the New Substances Web site at www.ec.gc.ca/subnouvelles-news/sub/default.asp?lang=En&n=7F19FF4B-1.

[31-1-o]

DEPARTMENT OF THE ENVIRONMENT**FISHERIES ACT**

Notice respecting the Agreement between the Government of New Brunswick and the Government of Canada regarding the administration of the Wastewater Systems Effluent Regulations in New Brunswick

Notice is hereby given that the Minister of the Environment has concluded with New Brunswick the annexed agreement entitled "Administrative Agreement between the Government of New Brunswick and the Government of Canada Regarding the Administration of the *Wastewater Systems Effluent Regulations* in New Brunswick". This agreement is published further to subsection 4.1(4) of the *Fisheries Act*.

For further information, contact James Arnott, Wastewater Program, Department of the Environment, 351 Saint-Joseph Boulevard, Gatineau, Quebec K1A 0H3, ww-eu@ec.gc.ca (email).

Ottawa, June 30, 2014

LEONA AGLUKKAQ
Minister of the Environment

ADMINISTRATIVE AGREEMENT**BETWEEN THE GOVERNMENT OF NEW BRUNSWICK
AND THE GOVERNMENT OF CANADA****REGARDING THE ADMINISTRATION OF THE****WASTEWATER SYSTEMS EFFLUENT REGULATIONS****IN****NEW BRUNSWICK****This Administrative Agreement is made between:**

THE GOVERNMENT OF CANADA as represented by the Minister of the Environment (herein referred to as "Canada"), of the first part

AND

THE GOVERNMENT OF NEW BRUNSWICK as represented by the Minister of Environment and Local Government (herein referred to as "New Brunswick"), of the second part

WHEREAS Canada and New Brunswick are signatories to the *Canada-wide Strategy for the Management of Municipal Wastewater Effluent* that establishes national performance standards for effluent quality from wastewater systems that discharge wastewater effluent to surface water and establishes a one-window

Pour obtenir plus d'information, veuillez consulter la page Web des dérogations sur le site Web des substances nouvelles à l'adresse suivante : www.ec.gc.ca/subnouvelles-news/sub/default.asp?lang=Fr&n=7F19FF4B-1.

[31-1-o]

MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT**LOI SUR LES PÊCHES**

Avis relatif à l'accord entre le gouvernement du Nouveau-Brunswick et le gouvernement du Canada sur l'administration du Règlement sur les effluents des systèmes d'assainissement des eaux usées au Nouveau-Brunswick

Avis est par la présente donné que le ministre de l'Environnement a conclu avec le Nouveau-Brunswick un accord intitulé « Entente administrative entre le gouvernement du Nouveau-Brunswick et le gouvernement du Canada sur l'administration du *Règlement sur les effluents des systèmes d'assainissement des eaux usées* au Nouveau-Brunswick », ci-après. Cet accord est publié conformément au paragraphe 4.1(4) de la *Loi sur les pêches*.

Pour de plus amples renseignements, communiquez avec James Arnott, Programme des eaux usées, ministère de l'Environnement, 351, boulevard Saint-Joseph, Gatineau (Québec) K1A 0H3, ww-eu@ec.gc.ca (courriel).

Ottawa, le 30 juin 2014

La ministre de l'Environnement
LEONA AGLUKKAQ

ENTENTE ADMINISTRATIVE**ENTRE LE GOUVERNEMENT DU
NOUVEAU-BRUNSWICK ET LE
GOUVERNEMENT DU CANADA****SUR L'ADMINISTRATION DU****RÈGLEMENT SUR LES EFFLUENTS DES SYSTÈMES
D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES****AU****NOUVEAU-BRUNSWICK****La présente entente administrative est conclue entre :**

LE GOUVERNEMENT DU CANADA, représenté par le ministre de l'Environnement (ci-après appelé « Canada »), d'une part

ET

LE GOUVERNEMENT DU NOUVEAU-BRUNSWICK, représenté par le ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux (ci-après appelé « Nouveau-Brunswick »), d'autre part

ATTENDU QUE le Canada et le Nouveau-Brunswick sont des signataires de la *Stratégie pancanadienne sur la gestion des effluents d'eaux usées municipales*, qui établit des normes de performance nationales pour la qualité des effluents rejetés dans les eaux de surface par les systèmes d'assainissement, et qui instaure

approach to governance so owners and operators of wastewater systems deal with a single regulatory body;

AND WHEREAS Canada published the *Wastewater Systems Effluent Regulations* as one of the federal government's commitments to implement the *Canada-wide Strategy for the Management of Municipal Wastewater Effluent*;

AND WHEREAS New Brunswick promulgated the *Water Quality Regulation - Clean Environment Act* which aims to protect provincial waters from pollution through, among other measures, the issuance of approvals to construct, modify or operate wastewater works;

AND WHEREAS New Brunswick has in place its *Compliance and Enforcement Policy*, and Canada has in place its *Compliance and Enforcement Policy for the Habitat Protection and Pollution Prevention Provisions of the Fisheries Act*, November 2001, and both policy documents are publicly available;

AND WHEREAS Canada and New Brunswick recognize that there is a benefit to adopting a cooperative and harmonized approach to reduce administrative duplication resulting from comparable legislative and regulatory provisions, and that there is a need to specify the procedures of this approach in an agreement;

AND WHEREAS Canada and New Brunswick agree that New Brunswick, due to its existing relationship with owners and operators of municipally, privately, and provincially owned wastewater systems, is well positioned to act as the point of contact for the administration of the *Wastewater Systems Effluent Regulations*;

AND WHEREAS section 4.1 of the *Fisheries Act* and the *Order Designating the Minister of the Environment as the Minister Responsible for the Administration and Enforcement of Subsections 36(3) to (6) of the Fisheries Act* enable the Minister of the Environment to enter into agreements with a province to further the purposes of the Act, including facilitating joint action in areas of common interest, reducing overlap and harmonizing respective programs;

AND WHEREAS section 15 of the *Clean Environment Act* enables New Brunswick to enter into agreements with the Government of Canada relating to any matter pertaining to the environment;

AND WHEREAS the Government of New Brunswick, pursuant to order 2009-29 dated January 29, 2009, authorized the Minister of Environment and Local Government to enter into the *Canada-wide Strategy for the Management of Municipal Wastewater Effluent* and by extension this Administrative Agreement identified therein;

NOW THEREFORE Canada and New Brunswick (herein referred to as the "Parties", collectively, and "Party" individually) agree as follows:

1. DEFINITIONS AND INTERPRETATION

- 1.1** "Agreement" means this Administrative Agreement and includes annexes A and B and any amendments made to the Agreement.
- 1.2** "Approval to Operate" means an approval or certificate of approval, including any appendices, amendments, or renewals, issued to the owner or operator of a Wastewater Works by the New Brunswick Minister of Environment and Local Government pursuant to section 8 of the New Brunswick

un mode de gouvernance à guichet unique afin que les propriétaires et les exploitants de systèmes d'assainissement ne traitent qu'avec un seul organisme de réglementation;

ATTENDU QUE le Canada a publié le *Règlement sur les effluents des systèmes d'assainissement des eaux usées* à titre d'un des engagements du gouvernement fédéral à mettre en œuvre la *Stratégie pancanadienne sur la gestion des effluents d'eaux usées municipales*;

ATTENDU QUE le Nouveau-Brunswick a promulgué le *Règlement sur la qualité de l'eau - Loi sur l'assainissement de l'environnement* qui vise à protéger les eaux provinciales de la pollution au moyen, entre autres mesures, de l'octroi d'agréments pour effectuer la construction, la modification ou l'exploitation d'un ouvrage d'évacuation des eaux usées;

ATTENDU QUE le Nouveau-Brunswick a mis en place sa *Politique d'observation et d'exécution* et que le Canada a mis en place sa *Politique de conformité et d'application des dispositions de la Loi sur les pêches pour la protection de l'habitat du poisson et la prévention de la pollution* de novembre 2001, et que les deux documents de politique sont accessibles au public;

ATTENDU QUE le Canada et le Nouveau-Brunswick reconnaissent qu'il y a un avantage à adopter une approche coopérative et harmonisée en vue de réduire le chevauchement administratif découlant de dispositions législatives et réglementaires comparables, et qu'il y a un besoin de préciser les procédures de cette approche dans une entente;

ATTENDU QUE le Canada et le Nouveau-Brunswick conviennent que le Nouveau-Brunswick, en raison de sa relation actuelle avec les exploitants et les propriétaires de systèmes d'assainissement privés, municipaux et provinciaux, est bien placé pour agir comme point de contact concernant l'application du *Règlement sur les effluents des systèmes d'assainissement des eaux usées*;

ATTENDU QUE l'article 4.1 de la *Loi sur les pêches* et le *Décret désignant le ministre de l'Environnement pour l'exécution et le contrôle d'application des paragraphes 36(3) à (6) de la Loi sur les pêches* permettent au ministre de l'Environnement de conclure des ententes avec une province visant la réalisation des objectifs de la loi, y compris la facilitation des actions concertées dans les domaines d'intérêt commun, la réduction des chevauchements et l'harmonisation des programmes respectifs;

ATTENDU QUE l'article 15 de la *Loi sur l'assainissement de l'environnement* permet au Nouveau-Brunswick de conclure des ententes avec le gouvernement du Canada au sujet de toute question liée à l'environnement;

ATTENDU QUE le gouvernement du Nouveau-Brunswick, conformément au décret 2009-29 daté du 29 janvier 2009, a autorisé le ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux à signer la *Stratégie pancanadienne sur la gestion des effluents d'eaux usées municipales* et, par extension, la présente entente administrative;

EN FOI DE QUOI, le Canada et le Nouveau-Brunswick (ci-après appelés « les parties » collectivement et « la partie » individuellement) conviennent de ce qui suit :

1. DÉFINITIONS ET INTERPRÉTATION

- 1.1** « entente » signifie la présente entente administrative et comprend les annexes A et B de même que toute modification apportée à l'entente.
- 1.2** « agrément d'exploitation » signifie un agrément ou un certificat d'agrément, y compris tous les appendices, les modifications ou les renouvellements, octroyé au propriétaire ou à l'exploitant d'un ouvrage d'évacuation des eaux usées par le ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux

Water Quality Regulation 82-126 under the *Clean Environment Act*, which sets out the terms and conditions by which a Wastewater Works, as defined in section 1.14 below, may be operated, and which has not expired or been suspended or cancelled.

- 1.3** “Authorization Officer” has the same meaning as that set out in section 1 of the *Wastewater Systems Effluent Regulations*.
- 1.4** “*Clean Environment Act*” means the *Clean Environment Act* R.S.N.B. 1973, c. C-6, as amended.
- 1.5** “Compliance Promotion” means any actions or measures, including site visits, taken by Canada or New Brunswick that promotes conformity with the *Wastewater Systems Effluent Regulations*.
- 1.6** “Enforcement Activities” means the activities and measures undertaken by specifically designated personnel as described in the *Compliance and Enforcement Policy for the Habitat Protection and Pollution Prevention Provisions of the Fisheries Act, 2001*, as amended from time to time, and in the *New Brunswick Environment Compliance and Enforcement Policy*, as amended from time to time.
- 1.7** “Environment Canada” means the Department of the Environment of the Government of Canada.
- 1.8** “ERRIS” means the Effluent Regulatory Reporting Information System, a web-based national reporting system used to collect and store the information reported under the *Wastewater Systems Effluent Regulations*.
- 1.9** “*Fisheries Act*” means the *Fisheries Act*, R.S.C., 1985, c. F-14, as amended.
- 1.10** “Management Committee” means the committee that the Parties agree to establish as described in section 4.6 and in Annex B of this Agreement.
- 1.11** “Manager” means the Manager of the Water and Wastewater Management Section of the New Brunswick Department of Environment and Local Government;
- 1.12** “Wastewater System” has the same meaning as set out in section 1 of the *Wastewater Systems Effluent Regulations*.
- 1.13** “*Wastewater Systems Effluent Regulations*” means the regulations registered as SOR/2012-139 made under the *Fisheries Act* and published in the *Canada Gazette*, Part II, on July 18, 2012, as amended from time to time. They are referred to as the “WSER” throughout this Agreement.
- 1.14** “Wastewater Works” has the same meaning as set out in section 1 of the *Clean Environment Act*.
- 1.15** “*Water Quality Regulation*” means the *Water Quality Regulation - Clean Environment Act*, a New Brunswick Regulation (82-126) made under the *Clean Environment Act*.
- du Nouveau-Brunswick aux termes de l’article 8 du *Règlement sur la qualité de l’eau* du Nouveau-Brunswick 82-126 pris en vertu de la *Loi sur l’assainissement de l’environnement*, qui établit les conditions dans lesquelles un ouvrage d’évacuation des eaux usées, conformément à l’article 1.14 ci-dessous, peut être exploité, et qui n’est pas expiré ou n’a pas été suspendu ou annulé.
- 1.3** « agent d’autorisation » a le même sens que celui énoncé à l’article 1 du *Règlement sur les effluents des systèmes d’assainissement des eaux usées*.
- 1.4** « *Loi sur l’assainissement de l’environnement* » signifie la *Loi sur l’assainissement de l’environnement*, L.R.N.-B. 1973, ch. C-6, ainsi modifiée.
- 1.5** « promotion de la conformité » signifie toute action ou mesure prise par le Canada ou le Nouveau-Brunswick, y compris des visites sur place, qui encourage la conformité au *Règlement sur les effluents des systèmes d’assainissement des eaux usées*.
- 1.6** « activités d’application de la loi » signifie les activités et les mesures entreprises par un personnel expressément désigné tel qu’il est décrit dans la *Politique de conformité et d’application des dispositions de la Loi sur les pêches pour la protection de l’habitat du poisson et la prévention de la pollution* de 2001, avec ses modifications successives, et la *Politique d’observation et d’exécution des lois environnementales du Nouveau-Brunswick*, avec ses modifications successives.
- 1.7** « Environnement Canada » signifie le ministère de l’Environnement du gouvernement du Canada.
- 1.8** « SIRRE » signifie le Système d’information pour les rapports réglementaires sur les effluents. Le SIRRE est un système national de déclaration Web utilisé pour recueillir et stocker les renseignements déclarés en vertu du *Règlement sur les effluents des systèmes d’assainissement des eaux usées*.
- 1.9** « *Loi sur les pêches* » signifie la *Loi sur les pêches* [L.R.C. (1985), ch. F-14] ainsi modifiée.
- 1.10** « Comité de gestion » signifie le comité que les parties s’entendent à établir, conformément à l’article 4.6 et à l’annexe B de la présente entente.
- 1.11** « gestionnaire » signifie le gestionnaire de la Section de la gestion des eaux et des eaux usées du ministère de l’Environnement et des Gouvernements locaux du Nouveau-Brunswick.
- 1.12** « système d’assainissement » a le même sens que celui énoncé à l’article 1 du *Règlement sur les effluents des systèmes d’assainissement des eaux usées*.
- 1.13** « *Règlement sur les effluents des systèmes d’assainissement des eaux usées* » signifie le règlement portant le numéro d’enregistrement DORS/2012-139 qui a été adopté en vertu de la *Loi sur les pêches* et qui a été publié dans la Partie II de la *Gazette du Canada* le 18 juillet 2012, ainsi que ses modifications successives. Il est appelé « RESAEU » dans la présente entente.
- 1.14** « ouvrages d’évacuation des eaux usées » a le même sens que celui figurant à l’article 1 de la *Loi sur l’assainissement de l’environnement*.
- 1.15** « *Règlement sur la qualité de l’eau* » signifie le *Règlement sur la qualité de l’eau - Loi sur l’assainissement de l’environnement*, un règlement du Nouveau-Brunswick (82-126) adopté en vertu de la *Loi sur l’assainissement de l’environnement*.

1.16 “WSER Regulated Community” means the owners and operators of Wastewater Systems in New Brunswick which are municipally, privately or provincially owned or operated and subject to the *Wastewater Systems Effluent Regulations*.

1.17 For the purposes of interpretation, the words in the singular include the plural and vice-versa and words in one gender include all genders.

2. PURPOSE AND OBJECTIVES OF THE AGREEMENT

2.1 Purpose

The purpose of this Agreement is to facilitate cooperation between the Parties with respect to the administration and enforcement of the *Wastewater Systems Effluent Regulations* and to reduce regulatory duplication resulting from comparable federal and provincial legislation with respect to wastewater in New Brunswick.

2.2 Objectives

The objectives of this Agreement are the following:

2.2.1 Identify the holder of the position designated as the Authorization Officer in New Brunswick for Column 3 of Schedule 1 of the WSER and his/her duties as related to the administration of these regulations.

2.2.2 Describe roles and responsibilities for the Parties in order to facilitate cooperation in the administration of the WSER, including recognizing that New Brunswick will be the point of contact for the administration of the WSER for the WSER Regulated Community.

2.2.3 Describe how the Parties will endeavour to cooperate with respect to Enforcement Activities taking place under their respective responsibilities, to help increase the effectiveness and efficiency of each Party’s enforcement efforts, while recognizing that Canada is at all times responsible for the enforcement of the WSER, and that New Brunswick is at all times responsible for the enforcement of the *Water Quality Regulation*.

2.2.4 Describe the procedures for the Parties’ collaboration relative to the ERRIS for the reporting of information in accordance with the requirements in the WSER and in the Approvals to Operate.

2.2.5 Establish a Management Committee to oversee the implementation of this Agreement.

3. PRINCIPLES

3.1 The Parties’ decisions will be based on science and risk management approaches to achieve positive environmental and health results.

3.2 The Parties will act to address environmental matters in ways which respect their jurisdiction and responsibilities. Nothing in this Agreement alters the legislative or other authority of the governments or the rights of any of them with respect to the exercise of their legislative or other authorities under the Constitution of Canada.

3.3 The Parties agree on the importance of timeliness and minimal duplication throughout the implementation of this Agreement.

3.4 The Parties recognize the importance of regular and open communication to ensure effective information sharing and

1.16 « collectivité réglementée par le RESAEU » signifie, collectivement, les propriétaires et les exploitants de systèmes d’assainissement situés au Nouveau-Brunswick qui appartiennent ou qui sont exploités par des entités privées, par des municipalités ou par le gouvernement provincial et qui sont assujettis au *Règlement sur les effluents des systèmes d’assainissement des eaux usées*.

1.17 Dans l’interprétation de la présente entente, les termes utilisés au masculin incluent le féminin et ceux utilisés au singulier comprennent le pluriel et inversement.

2. BUT ET OBJECTIFS DE L’ENTENTE

2.1 But

La présente entente a pour but de faciliter la coopération entre les parties dans le domaine de l’administration et de l’application du *Règlement sur les effluents des systèmes d’assainissement des eaux usées* et de réduire le chevauchement des règlements découlant de lois fédérales et provinciales comparables portant sur les systèmes d’assainissement au Nouveau-Brunswick.

2.2 Objectifs

Les objectifs de la présente entente sont les suivants :

2.2.1 Indiquer le titulaire du poste désigné à titre d’agent d’autorisation au Nouveau-Brunswick pour la colonne 3 de l’annexe 1 du RESAEU et ses fonctions en matière d’application de ce règlement.

2.2.2 Décrire les rôles et les responsabilités des parties afin de faciliter la coopération dans l’application du RESAEU, y compris reconnaître le Nouveau-Brunswick comme le point de contact concernant l’administration du RESAEU pour la collectivité réglementée par le RESAEU.

2.2.3 Décrire comment les parties s’efforceront de coopérer dans le cadre des activités d’application de la loi qui relèvent de leurs responsabilités respectives, afin d’améliorer l’efficacité des efforts d’application de la loi de chaque partie, tout en reconnaissant que le Canada est en tout temps responsable de l’application du RESAEU et que le Nouveau-Brunswick est en tout temps responsable de l’application du *Règlement sur la qualité de l’eau*.

2.2.4 Décrire les procédures de collaboration entre les parties relatives au SIRRE pour la déclaration de renseignements conformément aux exigences du RESAEU et aux agréments d’exploitation.

2.2.5 Mettre sur pied un Comité de gestion pour superviser la mise en œuvre de la présente entente.

3. PRINCIPES

3.1 Les décisions des parties seront fondées sur des principes scientifiques et des approches de gestion des risques afin d’obtenir des résultats positifs en matière de santé et d’environnement.

3.2 Les parties agiront en vue de traiter les questions environnementales d’une façon qui respecte leurs secteurs de compétence et leurs responsabilités. Il n’y a rien dans la présente entente qui modifie le pouvoir législatif ou un autre pouvoir des gouvernements ou leurs droits à l’égard de l’exercice de leurs pouvoirs législatifs ou d’autres pouvoirs en vertu de la Constitution du Canada.

3.3 Les parties conviennent de l’importance de la rapidité d’exécution et de la réduction du chevauchement pendant la mise en œuvre de la présente entente.

3.4 Les parties reconnaissent l’importance de la communication ouverte et périodique pour assurer l’échange d’information

cooperation, and prevent overlapping activities and disputes between the Parties to this Agreement.

4. ACTIVITIES COVERED BY THIS AGREEMENT

The Parties agree to collaborate in carrying out the following activities:

4.1 Authorization Officer for the WSER

4.1.1 The Manager is designated as the Authorization Officer for the purpose of the WSER for the province of New Brunswick as set out in Column 3 of Schedule 1 of the WSER.

4.1.2 Canada will provide, if requested by New Brunswick, training on the WSER to the Manager and his/her officials, either at a face-to-face meeting or through other means, as deemed feasible by Canada.

4.2 Reporting

4.2.1 For the purposes of subsections 18(4), 19(4), and 48(1) of the WSER, the ERRIS is the electronic reporting system specified by Canada to be used by owners and operators of Wastewater Systems for submitting or reporting information set out in sections 18, 19, 20, 25, 35, 40 and 44, and subsection 29(2) of the WSER.

4.2.2 The Parties agree that Canada will provide access to the ERRIS to the owners and operators of municipally, privately, provincially or federally owned or operated Wastewater Systems in New Brunswick operating under Approvals to Operate, for the purpose of reporting the information required under those Approvals to Operate, and will allow New Brunswick to access this information to assess compliance with those Approvals to Operate.

4.2.3 Where the WSER Regulated Community submits, in paper format, information for the purposes of reporting under sections 18, 19, 20, 25, 35, 40 or 44, and subsection 29(2) of the WSER, the Manager will enter said information into the ERRIS.

4.2.4 New Brunswick will keep all WSER-related information submitted or reported in paper format by the WSER Regulated Community for the term of this Agreement. No later than three months following termination or expiry of this Agreement, New Brunswick will provide all of the paper documents to the manager of the wastewater program at Environment Canada.

4.2.5 Canada will provide the Manager with sufficient privileged access to the ERRIS to carry out his/her responsibilities in respect of the WSER. In so doing, Canada grants the Manager the right to use, download, reproduce and distribute WSER-related information in the ERRIS. Canada explicitly does not grant the right to modify or remove WSER-related information from the ERRIS.

4.2.6 Canada will provide the Manager with sufficient privileged access to the ERRIS to carry out his/her responsibilities in respect of the reporting provisions as per the Approvals to Operate. In so doing, Canada grants to the Manager the right to use, download, remove, reproduce or distribute information related to the Approvals to Operate in the ERRIS.

et la coopération efficaces et prévenir le chevauchement des activités et les différends entre les parties à la présente entente.

4. ACTIVITÉS COUVERTES PAR LA PRÉSENTE ENTENTE

Les parties conviennent d'effectuer les activités suivantes en collaboration :

4.1 Agent d'autorisation pour le RESAEU

4.1.1 Le gestionnaire est désigné à titre d'agent d'autorisation aux fins du RESAEU pour la province du Nouveau-Brunswick, conformément à la colonne 3 de l'annexe 1 du RESAEU.

4.1.2 Le Canada offrira, à la demande du Nouveau-Brunswick, une formation sur le RESAEU au gestionnaire et à ses employés, sous forme de réunion en personne ou autre selon ce qui est jugé possible par le Canada.

4.2 Soumission de rapports

4.2.1 Pour les besoins des paragraphes 18(4), 19(4) et 48(1) du RESAEU, le SIRRE est le système de déclaration électronique qui doit, tel qu'il est spécifié par le Canada, être utilisé par les propriétaires et les exploitants de systèmes d'assainissement pour soumettre ou déclarer les renseignements énoncés aux articles 18, 19, 20, 25, 35, 40 et 44 et au paragraphe 29(2) du RESAEU.

4.2.2 Les parties conviennent que le Canada fournira l'accès au SIRRE aux propriétaires et aux exploitants de systèmes d'assainissement municipaux, privés, provinciaux ou fédéraux au Nouveau-Brunswick, dont l'exploitation est autorisée en vertu des agréments d'exploitation, aux fins de la soumission de rapports sur les renseignements requis en vertu de ces autorisations d'exploitation. De plus, le Canada permettra au Nouveau-Brunswick d'accéder à cette information dans le but d'évaluer la conformité avec les agréments d'exploitation.

4.2.3 Lorsque la collectivité réglementée par le RESAEU soumet des renseignements, en format papier, aux fins de déclaration en vertu de l'article 18, 19, 20, 25, 35, 40 ou 44 ou du paragraphe 29(2) du RESAEU, le gestionnaire entrera lesdits renseignements dans le SIRRE.

4.2.4 Le Nouveau-Brunswick conservera, pour la durée de la présente entente, tous les renseignements liés au RESAEU soumis ou déclarés en format papier par la collectivité réglementée par le RESAEU. Au plus tard trois mois après la résiliation ou l'expiration de la présente entente, le Nouveau-Brunswick fournira tous les documents papier au gestionnaire du programme des eaux usées d'Environnement Canada.

4.2.5 Le Canada donnera au gestionnaire un accès privilégié au SIRRE suffisant pour exercer ses responsabilités conformément au RESAEU. Ce faisant, le Canada accorde au gestionnaire le droit d'utiliser, de télécharger, de reproduire et de distribuer les renseignements liés au RESAEU dans le SIRRE. Le Canada interdit explicitement la modification et la suppression des renseignements liés au RESAEU dans le SIRRE.

4.2.6 Le Canada donnera au gestionnaire un accès privilégié au SIRRE suffisant pour exercer ses responsabilités conformément aux dispositions relatives aux rapports des agréments d'exploitation octroyés. Ce faisant, le Canada accorde au gestionnaire le droit d'utiliser, de télécharger, de supprimer, de reproduire et de distribuer les renseignements liés aux agréments d'exploitation dans le SIRRE.

- 4.2.7** Canada will provide guidance materials and training on the ERRIS to the Manager and his/her officials, as required by New Brunswick.
- 4.2.8** The Parties' roles and responsibilities concerning the ERRIS are detailed in Annex A.
- 4.3 Program Administration for the WSER**
- 4.3.1** New Brunswick will be the point of contact for the WSER for the WSER Regulated Community.
- 4.3.2** New Brunswick will review the information submitted by the WSER Regulated Community through the ERRIS.
- 4.3.3** New Brunswick, while providing information and guidance and undertaking measures to encourage compliance with the requirements of the Approvals to Operate issued under the *Water Quality Regulation*, will also provide information and guidance to the WSER Regulated Community as appropriate to promote awareness of WSER requirements.
- 4.3.4** New Brunswick, when identifying Wastewater System owners and operators suspected of non-compliance with the *Water Quality Regulation*, will also identify members of the WSER Regulated Community suspected of non-compliance with the WSER. New Brunswick will inform the manager of the wastewater program, Environment Canada, of the status of the latter, and of the measures undertaken as per section 4.3.3 of this Agreement to promote awareness of WSER requirements among those owners and operators.
- 4.3.5** New Brunswick will inform the manager of the wastewater program, Environment Canada, when initiating enforcement measures regarding a member of the WSER Regulated Community suspected of non-compliance under the *Water Quality Regulation*.
- 4.3.6** New Brunswick will document for each interaction (communications, site visits, etc.) with the WSER Regulated Community, the date, nature of interactions, name and titles of persons contacted, and measures undertaken to promote awareness of WSER requirements, and provide this information to the manager of the wastewater program, Environment Canada, as requested and within the time frame requested.
- 4.3.7** New Brunswick will provide an annual summary to the Management Committee regarding activities under sections 4.3.5 and 4.3.6 of this Agreement on or before April 30 of each year, for the previous calendar year.
- 4.4 Cooperation on Compliance Promotion**
- 4.4.1** The Parties will collaborate in delivering regional presentations to the WSER Regulated Community and the owners and operators of municipally, privately, provincially or federally owned or operated Wastewater Systems in New Brunswick operating under Approvals to Operate on the WSER and the *Water Quality Regulation* including their respective authorizations during the term of this Agreement.
- 4.4.2** The Parties will collaborate on assessing how best to use the wastewater and municipal associations to provide information to the WSER Regulated Community during the term of this Agreement.
- 4.2.7** Le Canada fournira le matériel d'information et une formation sur le SIRRE au gestionnaire et à ses employés, sur demande du Nouveau-Brunswick.
- 4.2.8** Les rôles et les responsabilités des parties concernant le SIRRE sont indiqués en détail dans l'annexe A.
- 4.3 Administration des programmes pour le RESAEU**
- 4.3.1** Le Nouveau-Brunswick constituera le point de contact au sujet du RESAEU pour la collectivité réglementée par le RESAEU.
- 4.3.2** Le Nouveau-Brunswick examinera les renseignements présentés par la collectivité réglementée par le RESAEU au moyen du SIRRE.
- 4.3.3** Le Nouveau-Brunswick, tout en fournissant des renseignements et des lignes directrices et en mettant en œuvre des mesures conçues pour encourager la conformité avec les exigences des agréments d'exploitation octroyés en vertu du *Règlement sur la qualité de l'eau*, fournira aussi des renseignements et des lignes directrices aux collectivités réglementées par le RESAEU, au besoin, pour promouvoir la sensibilisation aux exigences du RESAEU.
- 4.3.4** Le Nouveau-Brunswick, lorsqu'il identifiera des propriétaires et des opérateurs de systèmes d'assainissement possiblement en situation de non-conformité avec le *Règlement sur la qualité de l'eau*, identifiera également les membres de la collectivité réglementée par le RESAEU soupçonnés de non-conformité avec le RESAEU. Le Nouveau-Brunswick informera le gestionnaire du programme des eaux usées d'Environnement Canada de l'état de ces derniers et des mesures prises conformément à l'article 4.3.3 de la présente entente pour promouvoir la sensibilisation de ces propriétaires et exploitants aux exigences du RESAEU.
- 4.3.5** Le Nouveau-Brunswick informera le gestionnaire du programme des eaux usées d'Environnement Canada lorsqu'il amorcera des mesures d'application de la loi pour un membre de la collectivité réglementée par le RESAEU soupçonné de non-conformité avec le *Règlement sur la qualité de l'eau*.
- 4.3.6** Pour chaque interaction (communications, visites sur place, etc.) avec la collectivité réglementée par le RESAEU, le Nouveau-Brunswick prendra en note la date, la nature des interactions, le nom et le titre des personnes contactées et les mesures entreprises pour promouvoir la sensibilisation aux exigences du RESAEU, et il fournira ces renseignements au gestionnaire du programme des eaux usées d'Environnement Canada, sur demande et dans les délais demandés.
- 4.3.7** Le Nouveau-Brunswick fournira au Comité de gestion un résumé annuel des activités énoncées aux articles 4.3.5 et 4.3.6 de la présente entente au plus tard le 30 avril de chaque année pour l'année civile précédente.
- 4.4 Coopération à l'égard de la promotion de la conformité**
- 4.4.1** Les parties collaboreront afin de donner des présentations régionales à la collectivité réglementée par le RESAEU ainsi qu'aux propriétaires et exploitants de systèmes d'assainissement municipaux, privés, provinciaux ou fédéraux au Nouveau-Brunswick, dont l'exploitation est autorisée en vertu des agréments d'exploitation sur le RESAEU et le *Règlement sur la qualité de l'eau*, y compris leurs autorisations respectives pendant la durée de la présente entente.
- 4.4.2** Les parties collaboreront en vue de déterminer la meilleure façon d'utiliser les associations professionnelles des eaux usées et les associations municipales pour fournir des renseignements à la collectivité réglementée par le RESAEU pendant la durée de la présente entente.

4.4.3 Canada is responsible for the development of the Compliance Promotion materials for the WSER.

4.5 Cooperation on Enforcement

4.5.1 The Parties agree to cooperate with respect to Enforcement Activities taking place under their respective responsibilities. This cooperation may include, but is not limited to, planning and coordination of Enforcement Activities, sharing information, undertaking joint inspections, and other activities as deemed appropriate. The means of cooperation will be established by the Management Committee as described in section 2.2 of Annex B to this Agreement.

4.5.2 Canada is the point of contact for the enforcement of the WSER and remains responsible at all times for the enforcement of the WSER and the pollution prevention provisions of the *Fisheries Act*.

4.5.3 New Brunswick is the point of contact for the enforcement of the *Water Quality Regulation* and remains responsible at all times for its enforcement.

4.6 Management Committee for this Agreement

4.6.1 The Parties will establish a Management Committee to oversee the implementation of this Agreement.

4.6.2 The roles and responsibilities of the Management Committee are described in the terms of reference appended to this Agreement as Annex B.

5. ACCOUNTABILITY

5.1 Each Party remains ultimately accountable and legally responsible for the administration and enforcement of their own regulatory and legislative requirements with respect to wastewater effluent.

6. ACCESS TO INFORMATION AND PRIVACY

6.1 The Parties expressly acknowledge that their respective access to information and protection of privacy legislation applies to information gathered by or exchanged between parties for the purpose of complying with this Agreement, and agree to work together to honour and respect each other's legal obligations under that legislation.

6.2 The Parties agree to notify each other through the Management Committee of any application for access to information received relating to this Agreement.

7. FINANCIAL PROVISIONS

7.1 Canada will provide financial compensation to New Brunswick in the total amount of \$61,042, for the term of this Agreement, for the activities set out in this Agreement undertaken by New Brunswick that are above and beyond the New Brunswick commitment to implement the *Canada-wide Strategy for the Management of Municipal Wastewater Effluent*.

7.2 Payment of the total amount will be made as a one-time transfer, following the signature of the Agreement.

7.3 In the event that this Agreement is terminated by either Party prior to the end of the term of this Agreement, New Brunswick will reimburse Canada said amount in section 7.1 of this Agreement on a prorated basis in respect of the time remaining in the prescribed term of this Agreement as set out in section 9.3 of this Agreement.

4.4.3 Le Canada est responsable de l'élaboration des documents de promotion de la conformité pour le RESAEU.

4.5 Coopération à l'égard de l'application de la loi

4.5.1 Les parties conviennent de coopérer dans le cadre des activités d'application de la loi qui relèvent de leurs responsabilités respectives. Cette coopération peut comprendre, sans s'y limiter, la planification et la coordination des activités d'application de la loi, l'échange de renseignements, l'exécution d'inspections conjointes et d'autres activités jugées appropriées. Les moyens de coopération seront établis par le Comité de gestion, conformément à l'article 2.2 de l'annexe B de la présente entente.

4.5.2 Le Canada est le point de contact pour l'application du RESAEU et demeure en tout temps responsable de l'application du RESAEU et des dispositions sur la prévention de la pollution de la *Loi sur les pêches*.

4.5.3 Le Nouveau-Brunswick est le point de contact pour l'application du *Règlement sur la qualité de l'eau* et demeure en tout temps responsable de son application.

4.6 Comité de gestion pour la présente entente

4.6.1 Les parties mettront sur pied un Comité de gestion pour superviser la mise en œuvre de la présente entente.

4.6.2 Les rôles et les responsabilités du Comité de gestion sont décrits dans le mandat annexé à la présente entente sous le titre d'Annexe B.

5. RESPONSABILISATION

5.1 En dernier ressort, chaque partie demeure comptable et légalement responsable de l'administration et de l'application de ses propres exigences législatives et réglementaires à l'égard des effluents des eaux usées.

6. ACCÈS À L'INFORMATION ET PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

6.1 Les parties reconnaissent expressément que leurs lois respectives sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels s'appliquent aux renseignements recueillis ou échangés entre les parties aux fins de conformité avec la présente entente, et elles conviennent de travailler en collaboration pour honorer et respecter les obligations juridiques de l'une et l'autre en vertu de cette loi.

6.2 Chaque partie convient d'aviser l'autre partie, par l'entremise du Comité de gestion, de toute demande d'accès aux renseignements reçue concernant la présente entente.

7. DISPOSITIONS FINANCIÈRES

7.1 Le Canada versera une compensation financière au Nouveau-Brunswick d'un montant total de 61 042 \$, pour la durée de la présente entente, pour les activités énoncées dans la présente entente et effectuées par le Nouveau-Brunswick qui vont au-delà de l'engagement du Nouveau-Brunswick à mettre en œuvre la *Stratégie pancanadienne sur la gestion des effluents d'eaux usées municipales*.

7.2 Le montant total sera payé par transfert unique après la signature de l'entente.

7.3 Dans le cas où la présente entente est résiliée par l'une des parties avant sa date d'échéance, le Nouveau-Brunswick remettra au Canada le remboursement de la compensation financière figurant à l'article 7.1 de la présente entente au prorata de la durée restante de la présente entente, comme le stipule l'article 9.3 de la présente entente.

8. AMENDMENT AND REVIEW OF THIS AGREEMENT

- 8.1** This Agreement may be amended from time to time by mutual written consent of the Ministers.
- 8.2** Canada will conduct a review of this Agreement six months before its expiry. The review will, at minimum, determine whether the objectives, roles and responsibilities, and activities undertaken have been met, and identify any corrective action that may be required. The review report will be made available to the Management Committee. Canada will retain the intellectual property rights and interests in the review report. In the event that New Brunswick wishes to contribute to the review or to conduct a joint review of the Agreement with Canada, the Parties will collaborate to establish how the review will be carried out, addressing at minimum the requirements described above, and managed, and adequately deal with the question of intellectual property rights and interests in the review report.

9. EXECUTION, DURATION AND TERMINATION OF THE AGREEMENT

- 9.1** This Agreement may be signed in several counterparts and each counterpart shall constitute an original document; these counterparts taken together shall constitute one and the same Agreement. The Parties agree that executed counterparts may be transmitted by facsimile machine and that such counterparts shall be treated as originally executed instruments. Each Party undertakes to provide the other Party with an original copy of the Agreement bearing their respective actual original signatures within a reasonable period of time following execution of this Agreement.
- 9.2** This Agreement becomes effective as of the date of the last signature affixed to this Agreement.
- 9.3** This Agreement terminates three years after the date on which it comes into effect.
- 9.4** This Agreement may be terminated earlier by either Party giving the other Party at least six months written notice of termination through the co-chairperson of the Management Committee of the other Party.

10. SURVIVAL FOLLOWING TERMINATION OF THIS AGREEMENT

- 10.1** New Brunswick may request continued access to the ERRIS for a period beyond the term of this Agreement for the Manager, sufficient to carry out his/her responsibilities in respect of the reporting provisions as per the Approvals to Operate, in accordance with section 4.2.6 of this Agreement, and for the owners and operators of municipally, privately, provincially, and federally owned or operated Wastewater Systems operating under Approvals to Operate, for the purposes of reporting the information required under the Approvals to Operate in accordance with section 4.2.2 of this Agreement. Such a request must be submitted to Canada in writing to the co-chairperson of the Management Committee for Canada no later than three months before the termination of this Agreement.
- 10.2** Where New Brunswick submits a written request for continued access to the ERRIS as per section 10.1 of this Agreement, sections 4.2.2 and 4.2.6 of this Agreement, and sections 2.4, 2.5, 2.6, 2.7, 2.8, 2.9, 2.11, 2.12, 2.13, 3, and 4.3 of Annex A to this Agreement will survive the term of this Agreement for a period of two years or a period otherwise agreed upon in writing by the Parties.

8. MODIFICATION ET EXAMEN DE LA PRÉSENTE ENTENTE

- 8.1** La présente entente peut être modifiée de temps à autre avec le consentement mutuel écrit des ministres.
- 8.2** Le Canada effectuera une évaluation de la présente entente six mois avant son expiration. L'évaluation permettra au minimum de déterminer si les objectifs, les rôles, les responsabilités et les activités entreprises ont été réalisés et de déterminer les mesures correctives qui pourraient être requises. L'évaluation sera accessible au Comité de gestion. Le Canada conservera les droits de propriété intellectuelle et les intérêts de l'évaluation. Dans l'éventualité où le Nouveau-Brunswick souhaite contribuer à l'évaluation ou mener une évaluation conjointe de l'entente avec le Canada, les parties collaboreront pour établir la façon dont celle-ci sera effectuée de façon à traiter au minimum des exigences décrites ci-dessus, ainsi qu'à gérer et traiter efficacement de la question des droits de propriété intellectuelle et des intérêts du Canada.

9. EXÉCUTION, DURÉE ET RÉSILIATION DE L'ENTENTE

- 9.1** La présente entente peut être signée en plusieurs exemplaires; chaque exemplaire est considéré comme une copie originale et l'ensemble des copies constituent une seule et même entente. Les parties conviennent que les exemplaires signés peuvent être transmis par télécopieur et qu'ils doivent être traités comme des exemplaires signés à l'origine. Chaque partie s'engage à fournir à l'autre partie une copie originale de l'entente portant ses signatures originales respectives dans un délai raisonnable après l'exécution de la présente entente.
- 9.2** La présente entente entrera en vigueur à la date où la dernière signature y est apposée.
- 9.3** La présente entente est résiliée trois ans après sa date d'entrée en vigueur.
- 9.4** La présente entente peut être résiliée plus tôt par l'une des parties suivant un préavis écrit d'au moins six mois donné à l'autre partie par l'entremise du coprésident de son Comité de gestion.

10. PROROGATION APRÈS LA RÉSILIATION DE LA PRÉSENTE ENTENTE

- 10.1** Le Nouveau-Brunswick peut demander, pour une période au-delà de la durée de la présente entente, un accès continu au SIRRE pour le gestionnaire, suffisant pour exercer ses responsabilités conformément aux dispositions relatives aux rapports des agréments d'exploitation, conformément à l'article 4.2.6 de la présente entente, et pour les propriétaires et les exploitants de systèmes d'assainissement municipaux, privés, provinciaux ou fédéraux, dont l'exploitation est autorisée en vertu des agréments d'exploitation, aux fins de la soumission de rapports sur les renseignements requis en vertu de ces autorisations d'exploitation, conformément à l'article 4.2.2 de la présente entente. Une telle demande doit être soumise par écrit au Canada, par l'entremise du coprésident du Comité de gestion pour le Canada, au plus tard trois mois avant la résiliation de la présente entente.
- 10.2** Dans le cas où le Nouveau-Brunswick soumet une demande écrite d'accès continu au SIRRE conformément à l'article 10.1 de la présente entente, les articles 4.2.2 et 4.2.6 de la présente entente et les articles 2.4, 2.5, 2.6, 2.7, 2.8, 2.9, 2.11, 2.12, 2.13, 3 et 4.3 de l'annexe A de la présente entente demeureront en vigueur pour une période de deux ans après la date d'échéance de la présente entente ou une autre période approuvée par les parties par écrit.

11. DISPUTE RESOLUTION

11.1 The Parties agree that any dispute between them with respect to the interpretation, implementation and administration of this Agreement is to be resolved by the co-chairpersons of the Management Committee within 20 business days of the dispute being brought to the attention of the co-chairpersons.

11.2 Nothing in this Agreement precludes either of the Parties from fulfilling their respective mandates and obligations pursuant to their respective jurisdictions while the Parties reach a resolution or from taking such actions as may be deemed necessary in the event the Parties fail to reach a resolution.

12. OFFICIAL LANGUAGES

12.1 This Agreement is prepared in the English and French languages, and both versions are equally authoritative.

13. ENTIRE AGREEMENT

13.1 This Agreement shall constitute the entire and sole agreement between the Parties and shall supersede all other communications, negotiations and agreements between the Parties in relation to the purpose and subject matter of this Agreement.

IN WITNESS WHEREOF this Agreement has been executed on behalf of Canada by the federal Minister of the Environment, and on behalf of New Brunswick by the New Brunswick Minister of Environment and Local Government.

FOR THE GOVERNMENT OF CANADA

The Honourable Leona Aglukkaq
Minister of the Environment
June 30, 2014

FOR THE GOVERNMENT OF NEW BRUNSWICK

The Honourable Danny Soucy
Minister of Environment and Local Government
July 10, 2014

ANNEX A**THE PARTIES' ROLES AND RESPONSIBILITIES CONCERNING THE EFFLUENT REGULATORY REPORTING INFORMATION SYSTEM (ERRIS)****1. Roles and Responsibilities**

- Working together, the Parties will

1.1 coordinate activities related to the ERRIS, such as the training of New Brunswick officials on the use and function of the system, and assign responsibility for carrying out those activities agreed to by the Parties;

1.2 exchange the information from their respective databases necessary to allow accurate transfers of regulatory information from the ERRIS into the New Brunswick wastewater database; and

11. RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS

11.1 Les parties conviennent que tout différend entre elles au sujet de l'interprétation, de la mise en œuvre et de l'administration de la présente entente doit être réglé par les coprésidents du Comité de gestion dans un délai de 20 jours ouvrables après avoir été signalé aux coprésidents.

11.2 Il n'y a rien dans la présente entente qui empêche l'une ou l'autre des parties de remplir son mandat et ses obligations juridiques en vertu de sa compétence respective pendant que les parties parviennent à une résolution du différend ou de prendre les mesures jugées nécessaires dans le cas où les parties ne parviennent pas à une résolution.

12. LANGUES OFFICIELLES

12.1 La présente entente est rédigée en anglais et en français, les deux versions ayant la même valeur.

13. ENTENTE INTÉGRALE

13.1 La présente entente constitue la seule entente intégrale entre les parties et remplace toute autre communication, négociation et entente entre elles relativement à l'objet et au sujet de la présente entente.

EN FOI DE QUOI, la présente entente a été signée au nom du Canada par le ministre fédéral de l'Environnement et au nom du Nouveau-Brunswick par le ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux du Nouveau-Brunswick.

POUR LE GOUVERNEMENT DU CANADA

L'honorable Leona Aglukkaq
Ministre de l'Environnement
Le 30 juin 2014

POUR LE GOUVERNEMENT DU NOUVEAU-BRUNSWICK

L'honorable Danny Soucy
Ministre de l'Environnement et des Gouvernements locaux
Le 10 juillet 2014

ANNEXE A**RÔLES ET RESPONSABILITÉS DES PARTIES À L'ÉGARD DU SYSTÈME D'INFORMATION POUR LES RAPPORTS RÉGLEMENTAIRES SUR LES EFFLUENTS (SIRRE)****1. Rôles et responsabilités**

- En travaillant en collaboration, les parties accompliront les tâches suivantes :

1.1 coordonner les activités liées au SIRRE, comme la formation des employés du Nouveau-Brunswick sur l'utilisation et la fonction du système, et attribuer la responsabilité pour l'exécution des activités convenues par les parties;

1.2 échanger, depuis leurs bases de données respectives, les renseignements nécessaires pour permettre le transfert exact des renseignements réglementaires à partir du SIRRE vers la base de données sur les eaux usées du Nouveau-Brunswick;

- | | |
|---|---|
| <p>1.3 jointly review the ERRIS once a year and propose improvements as necessary.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Canada will <p>1.4 build, operate, modify and maintain the ERRIS to collect and store the information required to be reported under the WSER and the Approvals to Operate. Priority will be given to building the ERRIS modules necessary to enable WSER reporting requirements;</p> <p>1.5 provide New Brunswick with training material for the ERRIS that outlines the requirements and specifications supporting the WSER reporting requirements; and</p> <p>1.6 ensure the secure handling, storage and real-time access by the Parties of information submitted to the ERRIS.</p> <p>2. Proposed Schedule for Development of the ERRIS</p> <ul style="list-style-type: none"> • As of June 2014, Canada is providing through the ERRIS <p>2.1 the use of the Environment Canada single window information management system as the point of access to the ERRIS for the establishment of ERRIS user accounts and user roles;</p> <p>2.2 the online modules and associated interfaces necessary to complete the identification report, as per section 18 of the WSER; to complete the monitoring reports, as per section 19 of the WSER; to complete the combined sewer overflow reports as per section 20 of the WSER; to complete an application for a transitional authorization, as per section 25 and subsection 48(1) of the WSER; and to complete an application for a temporary authorization to deposit un-ionized ammonia as per section 35 and subsection 48(1) of the WSER;</p> <p>2.3 the ability for the Manager to generate reports stored within the ERRIS to assess compliance of the WSER Regulated Community with WSER requirements; and</p> <p>2.4 the ability for owners and operators of municipally, privately, provincially or federally owned or operated Wastewater Systems in New Brunswick operating under Approvals to Operate, to report identification report information as per the Approvals to Operate requirements.</p> <ul style="list-style-type: none"> • By September 30, 2014, Canada will endeavor to provide through the ERRIS <p>2.5 the ability for the Manager to enter the reporting requirements as established for each Wastewater System in the Approval to Operate. The list of wastewater substances of concern that can be collected by the ERRIS is presented in section 3;</p> <p>2.6 the ability for Canada to maintain a list of wastewater substances of concern;</p> <p>2.7 the ability for the owners and operators of municipally, privately, provincially or federally owned or operated Wastewater Systems in New Brunswick operating under Approvals to Operate to enter information online for requirements stipulated by the Approvals to Operate;</p> <p>2.8 the ability to upload information into the ERRIS that is required under an Approval to Operate. The structure of the</p> | <p>1.3 examiner conjointement le SIRRE une fois par année et proposer des améliorations, au besoin.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le Canada fera ce qui suit : <p>1.4 élaborer, exploiter, modifier et tenir à jour le SIRRE de façon à recueillir et à stocker les renseignements qui doivent être déclarés en vertu du RESAEU et des agréments d'exploitation. La priorité sera donnée à l'élaboration des modules du SIRRE qui sont nécessaires en vue de faciliter les exigences en matière de déclaration du RESAEU;</p> <p>1.5 fournir au Nouveau-Brunswick le matériel de formation sur le SIRRE qui décrit les exigences et les spécifications en appui aux exigences en matière de déclaration du RESAEU;</p> <p>1.6 s'assurer de la manipulation sécuritaire et du stockage des renseignements présentés au SIRRE et de l'accès en temps réel à ces renseignements par les parties.</p> <p>2. Calendrier proposé pour le développement du SIRRE</p> <ul style="list-style-type: none"> • En date de juin 2014, le Canada fournit ce qui suit au moyen du SIRRE : <p>2.1 l'utilisation du système du Gestionnaire d'information du Guichet unique (GIGU) d'Environnement Canada à titre de point d'accès au SIRRE pour y permettre l'établissement de comptes et de rôles d'utilisateur;</p> <p>2.2 les modules en ligne et les interfaces connexes nécessaires pour remplir ce qui suit : le rapport d'identification, conformément à l'article 18 du RESAEU; les rapports de surveillance, conformément à l'article 19 du Règlement; les rapports de surverses des égouts unitaires, conformément à l'article 20 du Règlement; le formulaire de demande d'autorisation transitoire, conformément à l'article 25 et au paragraphe 48(1) du RESAEU; et les demandes d'autorisation temporaire de rejeter de l'ammoniac non ionisé conformément à l'article 35 et au paragraphe 48(1) du RESAEU;</p> <p>2.3 la capacité pour le gestionnaire de produire des rapports stockés dans le SIRRE pour évaluer la conformité de la collectivité réglementée par le RESAEU aux exigences du RESAEU;</p> <p>2.4 la capacité pour les propriétaires et les exploitants de systèmes d'assainissement d'eaux usées au Nouveau-Brunswick qui appartiennent ou sont exploités par des entités privées, des municipalités, le gouvernement provincial ou le gouvernement fédéral en vertu des agréments d'exploitation, de déclarer les renseignements du rapport d'identification conformément aux exigences de ces agréments.</p> <ul style="list-style-type: none"> • D'ici le 30 septembre 2014, le Canada s'efforcera de fournir ce qui suit au moyen du SIRRE : <p>2.5 la capacité pour le gestionnaire d'entrer les exigences en matière de déclaration qui sont établies pour chaque système d'assainissement des eaux usées dans l'agrément d'exploitation. La liste des substances préoccupantes dans les eaux usées qui peuvent être recueillies par le SIRRE est présentée à la section 3;</p> <p>2.6 la capacité pour le Canada de tenir à jour une liste des substances préoccupantes dans les eaux usées;</p> <p>2.7 la capacité pour les propriétaires et les exploitants de systèmes d'assainissement des eaux usées au Nouveau-Brunswick qui appartiennent ou sont exploités par des entités privées, des municipalités, le gouvernement provincial ou le gouvernement fédéral en vertu des agréments d'exploitation, d'entrer les renseignements en ligne concernant les exigences prévues par ces agréments;</p> <p>2.8 la capacité de télécharger dans le SIRRE les renseignements requis en vertu d'un agrément d'exploitation. La structure</p> |
|---|---|

information upload will be determined by Canada in consultation with New Brunswick;

- 2.9** a method where the ERRIS would calculate the average concentrations for carbonaceous biochemical oxygen demand (CBOD) and suspended solids for the WSER monitoring report information required as per section 19 of the WSER from the multiple records of wastewater sampling test results that would be entered either online (as per section 2.7 of this Annex) or uploaded (as per section 2.8 of this Annex);
- 2.10** the ability to complete WSER monitoring reports, in addition to calculated average concentrations for CBOD and suspended solids as per section 2.9 of this Annex, by entering volume of effluent information, number of days effluent was deposited and months that effluent was not deposited for each reporting period, to complete the reporting requirements under section 19 of the WSER. The ERRIS will display the values calculated for CBOD and suspended solids (as per section 2.9 of this Annex) for each Wastewater System owner and operator to review and validate with an electronic signature, as per the requirements under section 19 of the WSER;
- 2.11** the ability for New Brunswick and the owners and operators of municipally, privately, provincially or federally owned or operated Wastewater Systems in New Brunswick operating under Approvals to Operate to access and view the information required by the Approvals to Operate that was entered or uploaded into the ERRIS;
- 2.12** the ability to download the information stored in the ERRIS required by the Approvals to Operate to a New Brunswick information management system. This download would be necessary if New Brunswick desires to process or analyze the information. The software format for this download will be agreed upon by the Parties;
- 2.13** the ability for New Brunswick to generate reports within the ERRIS that will assist New Brunswick in assessing compliance with the Approvals to Operate; and
- 2.14** the ability for applications for temporary bypass authorizations to be submitted as per section 44 and subsection 48(1) of the WSER.
 - Beginning in January 2015, Canada will endeavor to provide through the ERRIS:
- 2.15** the ability for the results of testing for acute lethality and un-ionized ammonia to be submitted as per subparagraphs 19(1)(b)(vii) and (viii) of the WSER.
- 3. List of substances for which data can be collected by the ERRIS as per the Approvals to Operate**

Test Group	Substances
General Chemistry / Nutrients	Fluoride
	Nitrate
	Nitrate + Nitrite
	Total Ammonia Nitrogen
	Total Nitrogen
	Total Kjeldahl Nitrogen (TKN)
	Total Phosphorus (TP)

des données téléchargées sera déterminée par le Canada en consultation avec le Nouveau-Brunswick;

- 2.9** une méthode selon laquelle le SIRRE calculerait les concentrations moyennes pour la demande biochimique en oxygène de la partie carbonée (DBOC) et les matières en suspension aux fins d'inclusion dans le rapport de surveillance du RESAEU, renseignements requis en vertu de l'article 19 du Règlement à partir des nombreux résultats provenant de tests d'échantillonnage des eaux usées entrés en ligne (conformément à l'article 2.7 de la présente annexe) ou téléchargés (conformément à l'article 2.8 de la présente annexe);
- 2.10** la capacité à remplir les rapports de surveillance du RESAEU, en plus de calculer les concentrations moyennes pour la DBOC et les matières en suspension, conformément à l'article 2.9 de la présente annexe, en entrant les renseignements sur le volume d'effluents, le nombre de jours où des effluents ont été déposés et le nombre de mois où des effluents n'ont pas été déposés pour chaque période de déclaration, afin de satisfaire aux exigences en matière de déclaration en vertu de l'article 19 du RESAEU. Le SIRRE affichera les valeurs calculées pour la DBOC et les matières en suspension (conformément à l'article 2.9 de la présente annexe) pour chaque propriétaire et exploitant de système d'assainissement aux fins d'examen et de validation à l'aide d'une signature électronique, conformément aux exigences en vertu de l'article 19 du RESAEU;
- 2.11** la capacité pour le Nouveau-Brunswick et les propriétaires et les exploitants de systèmes d'assainissement des eaux usées du Nouveau-Brunswick qui appartiennent ou sont exploités par des entités privées, des municipalités, le gouvernement provincial ou le gouvernement fédéral en vertu des agréments d'exploitation, d'accéder aux renseignements requis par les autorisations d'exploitation qui sont entrés ou téléchargés dans le SIRRE;
- 2.12** la capacité de télécharger, dans un système de gestion de l'information du Nouveau-Brunswick, des renseignements stockés dans le SIRRE et requis par les agréments d'exploitation. Ce téléchargement serait nécessaire si le Nouveau-Brunswick souhaitait traiter ou analyser les renseignements. Les parties conviendront du format du logiciel pour ce téléchargement;
- 2.13** la capacité pour le Nouveau-Brunswick de produire des rapports dans le SIRRE qui aidera le Nouveau-Brunswick à évaluer la conformité aux agréments d'exploitation;
- 2.14** la capacité à soumettre des demandes d'autorisation temporaire visant les dérivations conformément à l'article 44 et au paragraphe 48(1) du RESAEU.
 - À compter de janvier 2015, le Canada s'efforcera de fournir ce qui suit au moyen du SIRRE :
- 2.15** la capacité à soumettre les résultats de tests sur la létalité aiguë et l'ammoniac non ionisé, conformément aux sous-alinéas 19(1)(b)(vii) et (viii) du RESAEU.
- 3. Liste des substances pour lesquelles des données peuvent être recueillies par le SIRRE, conformément aux autorisations d'exploitation**

Groupe témoin	Substances
Chimie générale et nutriments	Fluorure
	Nitrate
	Nitrate + Nitrite
	Azote ammoniacal total
	Azote total
	Azote total Kjeldahl (ATK)
	Phosphore total (PT)

3. List of substances for which data can be collected by the ERRIS as per the Approvals to Operate — *Continued*

Test Group	Substances
General Chemistry / Nutrients — Continued	Suspended Solids Carbonaceous Biochemical Oxygen Demand (CBOD ₅) Biochemical Oxygen Demand (BOD ₅) Total Ammonia Un-ionized Ammonia (calculated) Total Residual Chlorine (TRC) Chemical Oxygen Demand (COD) Cyanide (total) pH Temperature Conductivity at 25°C Salinity Alkalinity Bicarbonate Calcium Carbonate Chloride Chlorophyll-a Dissolved Organic Carbon Dissolved Oxygen Magnesium Ortho Phosphorus Phenols Phosphates Potassium Sodium Sulfate Total Hardness Total Dissolved Solids
Metals	Aluminum Antimony Arsenic Barium Beryllium Boron Cadmium Chromium Cobalt Copper Iron Lead Manganese Mercury Molybdenum Nickel Selenium Silver Strontium Thallium Tin Titanium Uranium Vanadium Zinc
Pathogens	<i>E. coli</i> Total Coliform Bacteria Fecal Coliform Bacteria Fecal Streptococci Bacteria

3. Liste des substances pour lesquelles des données peuvent être recueillies par le SIRRE, conformément aux autorisations d'exploitation (*suite*)

Groupe témoin	Substances
Chimie générale et nutriments (<i>suite</i>)	Matières en suspension Demande biochimique en oxygène de la partie carbonée (DBOC ₅) Demande biochimique en oxygène (DBO ₅) Ammoniac total Ammoniac non ionisé (calculé) Chlore résiduel total (CRT) Demande chimique en oxygène (DCO) Cyanure (total) pH Température Conductivité à 25 °C Salinité Alcalinité Bicarbonate Calcium Carbonate Chlorure Chlorophylle-a Carbone organique dissous Oxygène dissous Magnésium Orthophosphore Phénols Phosphates Potassium Sodium Sulfate Dureté totale Matières dissoutes totales
Métaux	Aluminium Antimoine Arsenic Baryum Béryllium Bore Cadmium Chrome Cobalt Cuivre Fer Plomb Manganèse Mercure Molybdène Nickel Sélénium Argent Strontium Thallium Étain Titane Uranium Vanadium Zinc
Pathogènes	<i>E. coli</i> Coliformes totaux Coliformes fécaux Streptocoques fécaux

3. List of substances for which data can be collected by the ERRIS as per the Approvals to Operate — *Continued*

Test Group	Substances
Organochlorine Pesticides	Alpha-BHC Endosulfan (I and II) Endrin Heptachlor epoxide Lindane (gamma-BHC) Mirex DDT Methoxychlor Aldrin Dieldrin Heptachlor alpha-Chlordane gamma-Chlordane Toxaphene
Polychlorinated Biphenyls (PCBs)	Total PCBs
Polycyclic Aromatic Hydrocarbons (PAHs)	Acenaphthene Acenaphthylene Anthracene Benzo(a)anthracene Benzo(a)pyrene Benzo(b)fluoranthene Benzo(g,h,i)perylene Benzo(k)fluoranthene Chrysene Dibenz(a,h)anthracene Fluoranthene Fluorine Indeno(1,2,3-cd)pyrene Methylnaphthalene Naphthalene Phenanthrene Pyrene
Volatile Organic Compounds (VOCs)	Benzene Bromodichloromethane Bromoform Carbon tetrachloride Chlorobenzene Chlorodibromomethane Chloroform 1,2-Dichlorobenzene 1,4-Dichlorobenzene 1,2-Dichloroethane 1,1-Dichloroethene Dichloromethane Ethylbenzene 1,1,1,2-Tetrachloroethane 1,1,2,2-Tetrachloroethane Tetrachloroethene Toluene Trichloroethene Vinyl chloride m/p-xylene o-Xylene
Phenolic Compounds	2,3,4,6-Tetrachlorophenol 2,4,6-Trichlorophenol 2,4-Dichlorophenol Pentachlorophenol
Surfactants	Non-ionic surfactants and anionic surfactants

3. Liste des substances pour lesquelles des données peuvent être recueillies par le SIRRE, conformément aux autorisations d'exploitation (*suite*)

Groupe témoin	Substances
Pesticides organochlorés	Alpha-BHC Endosulfan (I et II) Endrine Heptachlor époxyde Lindane (gamma-BHC) Mirex DDT Méthoxychlore Aldrine Dieldrine Heptachlore alpha-Chlordane gamma-Chlordane Toxaphène
Biphényles polychlorés (BPC)	BPC totaux
Hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP)	Acénaphtène Acénaphtylène Anthracène Benzo(a)anthracène Benzo(a)pyrène Benzo(b)fluoranthène Benzo(g,h,i)pérylène Benzo(k)fluoranthène Chrysène Dibenz(a,h)anthracène Fluoranthène Fluor Indeno(1,2,3-cd)pyrène Méthylnaphtalène Naphtalène Phénanthrène Pyrène
Composés organiques volatils (COV)	Benzène Bromodichlorométhane Bromoforme Tétrachlorure de carbone Chlorobenzène Chlorodibromométhane Chloroforme 1,2-Dichlorobenzène 1,4-Dichlorobenzène 1,2-Dichloroéthane 1,1-Dichloroéthène Dichlorométhane Éthylbenzène 1,1,1,2-Tétrachloroéthane 1,1,2,2-Tétrachloroéthane Tétrachloroéthène Toluène Trichloroéthène m/p-xylène de chlorure de vinyle o-Xylène
Composés phénoliques	2,3,4,6-Tétrachlorophénol 2,4,6-Trichlorophénol 2,4-Dichlorophénol Pentachlorophénol
Surfactants	Surfactants non ioniques et anioniques

4. Costs and Expenditures

- 4.1** Canada will be responsible for all costs of building, operating, modifying and maintaining the ERRIS modules that are or would be required for the collection of the information required to be reported under the WSER and the Approvals to Operate during the term of this Agreement.
- 4.2** New Brunswick will be responsible for all costs related to the management of the WSER-related information collected through the ERRIS, once this information is downloaded to the New Brunswick information management system.
- 4.3** New Brunswick will be responsible for all costs related to the management of the Approvals to Operate information collected through the ERRIS, once this information is downloaded to the New Brunswick information management system.

4. Coûts et dépenses

- 4.1** Le Canada sera responsable de tous les coûts associés à l'élaboration, à l'exploitation, à la modification et à l'entretien des modules du SIRRE qui sont ou qui seraient requis pour recueillir les renseignements qui doivent être déclarés en vertu du RESAEU et des agréments d'exploitation pendant la durée de la présente entente.
- 4.2** Le Nouveau-Brunswick sera responsable de tous les coûts associés à la gestion des renseignements liés au RESAEU qui sont recueillis au moyen du SIRRE, une fois que ces renseignements sont téléchargés dans le système de gestion des données du Nouveau-Brunswick.
- 4.3** Le Nouveau-Brunswick sera responsable de tous les coûts associés à la gestion des renseignements sur les agréments d'exploitation qui sont recueillis au moyen du SIRRE, une fois que ces renseignements sont téléchargés dans le système de gestion des données du Nouveau-Brunswick.

ANNEX B

**TERMS OF REFERENCE FOR THE
MANAGEMENT COMMITTEE FOR THE
ADMINISTRATIVE AGREEMENT BETWEEN
THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE
GOVERNMENT OF NEW BRUNSWICK REGARDING
THE ADMINISTRATION OF THE WASTEWATER
SYSTEMS EFFLUENT REGULATIONS**

1. Members

- 1.1** The Management Committee will be jointly chaired by a representative of the wastewater program, Environment Canada, for Canada and by the Manager for New Brunswick.
- 1.2** The Management Committee will include an equal number of representatives from Canada and New Brunswick, and include one representative from the enforcement office of Environment Canada for Canada and one representative from the enforcement office of the New Brunswick Department of Environment and Local Government for New Brunswick, appointed respectively by the Parties.
- 1.3** A Party may appoint alternates as per section 5.2 of this Annex.
- 1.4** Co-chairpersons, representatives and alternates will be considered members of the Management Committee.

2. Responsibilities

The Management Committee is responsible for

- 2.1** overseeing the implementation of this Agreement;
- 2.2** establishing all procedures required to effectively administer this Agreement, including, but not exclusively, those pertaining to cooperation on enforcement and those ensuring that all relevant information is requested and provided appropriately to meet the timing requirements of both Parties in accordance with this Agreement;
- 2.3** facilitating the complete and timely exchange of information relevant to this Agreement in accordance with relevant sections of this Agreement;
- 2.4** administering and adhering to the financial provisions of this Agreement;

ANNEXE B

**MANDAT DU COMITÉ DE GESTION DE
L'ENTENTE ADMINISTRATIVE ENTRE LE
GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE
GOUVERNEMENT DU NOUVEAU-BRUNSWICK
CONCERNANT L'ADMINISTRATION
DU RÈGLEMENT SUR LES EFFLUENTS DES
SYSTÈMES D'ASSAINISSEMENT DES EAUX USÉES**

1. Membres

- 1.1** Le Comité de gestion sera présidé conjointement par un représentant du programme des eaux usées d'Environnement Canada pour le Canada et le gestionnaire pour le Nouveau-Brunswick.
- 1.2** Le Comité de gestion sera composé d'un nombre égal de représentants du Canada et du Nouveau-Brunswick, incluant un représentant du bureau d'application de la loi d'Environnement Canada pour le Canada et un représentant du bureau d'application de la loi du ministère de l'Environnement et des Gouvernements locaux pour le Nouveau-Brunswick, respectivement nommés par les parties.
- 1.3** Une partie peut nommer des remplaçants conformément à l'article 5.2 de la présente annexe.
- 1.4** Les coprésidents, les représentants et les remplaçants seront considérés comme les membres du Comité de gestion.

2. Responsabilités

Le Comité de gestion est responsable de ce qui suit :

- 2.1** Superviser la mise en œuvre de la présente entente.
- 2.2** Établir toutes les procédures requises pour administrer efficacement la présente entente, y compris, entre autres, celles qui portent sur la coopération sur l'application de la loi et celles qui veillent à ce que l'ensemble des renseignements pertinents soit demandé et fourni de façon appropriée pour satisfaire aux exigences relatives au calendrier des deux parties, conformément à la présente entente.
- 2.3** Faciliter l'échange complet et opportun de renseignements liés à la présente entente, conformément aux sections pertinentes de la présente entente.
- 2.4** Appliquer et respecter les dispositions financières de la présente entente.

- 2.5** making recommendations to the Parties regarding any amendments to this Agreement that may be required;
- 2.6** establishing a concerted approach to the communication of information to the public and responses to media inquiries regarding this Agreement;
- 2.7** providing written recommendations to the Parties, taking into consideration the report referred to in section 8.2 of this Agreement, for any future potential agreement; and
- 2.8** resolving disputes which may arise between the Parties as described in section 11.1 of this Agreement.
- 3. Operation of the Committee**
- 3.1** The Management Committee may create joint federal-provincial working groups that report to the Management Committee to assist it in the effective implementation and management of this Agreement.
- 3.2** All decisions of the Management Committee will be made on a consensus basis.
- 3.3** Notwithstanding the expiry or termination of this Agreement, the Management Committee will have six months to complete its activities following the expiry or termination of this Agreement.
- 3.4** Canada will hold the secretariat function for the Management Committee.
- 3.5** The Management Committee is to record in writing all items discussed during its meetings and all decisions taken.
- 3.6** Within the two weeks following every Management Committee meeting, the Secretariat will prepare minutes and transmit these minutes to the members of the Management Committee.
- 4. Public Communications**
- 4.1** Where possible, public communications and media inquiries arising from the activities undertaken pursuant to this Agreement are to be co-ordinated by the co-chairpersons.
- 4.2** Where one co-chairperson responds to public communications and public inquiries without prior consultation with the other co-chairperson, the responding co-chairperson is to inform the other co-chairperson and other Committee members, as soon as possible.
- 5. Meetings**
- 5.1** The Management Committee is to meet a minimum of two times per year to implement this Agreement, or upon the request of one of the Parties, at a place and time mutually agreed to by the co-chairpersons.
- 5.2** The Party who appointed the members to the Management Committee may authorize an alternate to replace a member at Management Committee meetings on an *ad hoc* basis.
- 2.5** Présenter aux parties des recommandations concernant des modifications à la présente entente qui pourraient être requises.
- 2.6** Établir une approche concertée relative à la communication de renseignements au public et aux réponses aux demandes de renseignements des médias au sujet de la présente entente.
- 2.7** Fournir des recommandations écrites aux parties, en tenant compte du rapport prévu à l'article 8.2 de la présente entente, pour toute entente future éventuelle.
- 2.8** Régler les différends qui pourraient survenir entre les parties, conformément à l'article 11.1 de la présente entente.
- 3. Fonctionnement du Comité de gestion**
- 3.1** Le Comité de gestion peut créer des groupes de travail fédéraux-provinciaux qui relèvent du Comité de gestion pour l'aider à mettre en œuvre et à gérer efficacement la présente entente.
- 3.2** Toutes les décisions du Comité de gestion seront prises par voie de consensus.
- 3.3** Indépendamment de l'expiration ou de la résiliation de la présente entente, le Comité de gestion aura six mois pour terminer ses activités après l'expiration ou la résiliation de la présente entente.
- 3.4** Le Canada occupera la fonction de secrétariat pour le Comité de gestion.
- 3.5** Le Comité de gestion doit consigner par écrit tous les sujets qui ont été discutés et toutes les décisions prises au cours de ses réunions.
- 3.6** Dans les deux semaines suivant chaque réunion du Comité de gestion, le secrétariat préparera le compte rendu de la réunion et le transmettra aux membres du Comité de gestion.
- 4. Communications publiques**
- 4.1** Dans la mesure du possible, les communications publiques et les demandes de renseignements provenant des médias qui découlent des activités entreprises en vertu de la présente entente doivent être coordonnées par les coprésidents.
- 4.2** Lorsqu'un coprésident répond aux communications publiques et aux demandes de renseignements du public sans consulter l'autre coprésident au préalable, le coprésident qui répond doit informer l'autre coprésident et les autres membres du Comité de gestion dès que possible.
- 5. Réunions**
- 5.1** Le Comité de gestion doit se réunir au moins deux fois par année pour mettre en œuvre la présente entente, ou à la demande d'une des parties, à un endroit et à une date convenus par les coprésidents.
- 5.2** La partie qui a nommé les membres au Comité de gestion peut autoriser une personne à remplacer un membre aux réunions du Comité de gestion de façon ponctuelle.

[31-1-o]

[31-1-o]

DEPARTMENT OF HEALTH**HAZARDOUS MATERIALS INFORMATION REVIEW ACT***Decisions, undertakings and orders on claims for exemption*

Pursuant to paragraph 18(1)(a) of the *Hazardous Materials Information Review Act*, the Chief Screening Officer of the

MINISTÈRE DE LA SANTÉ**LOI SUR LE CONTRÔLE DES RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX MATIÈRES DANGEREUSES***Décisions, engagements et ordres rendus relativement aux demandes de dérogation*

En vertu de l'alinéa 18(1)a) de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, l'agente de contrôle

Workplace Hazardous Materials Directorate hereby gives notice of the decisions of the screening officer, respecting each claim for exemption and the relevant material safety data sheet (MSDS) and (where applicable) the label, listed below.

In accordance with section 20 of the *Hazardous Materials Information Review Act*, a claimant or any affected party may appeal a decision or order of a screening officer. An affected party may also appeal an undertaking in respect of which a notice has been published in the *Canada Gazette*. "Affected party" means a person who is not a competitor of the claimant and who uses, supplies or is otherwise involved in the use or supply of the controlled product at a work place, and includes

- (a) a supplier of the controlled product;
- (b) an employee at the work place;
- (c) an employer at the work place;
- (d) a safety and health professional for the work place;
- (e) a safety and health representative or a member of a safety and health committee for the work place; and
- (f) a person who is authorized in writing to represent
 - (i) a supplier referred to in paragraph (a) or an employer referred to in paragraph (c), or
 - (ii) an employee referred to in paragraph (b), except where that person is an official or a representative of a trade union that is not certified or recognized in respect of the work place.

To initiate the appeal process, a Statement of Appeal (Form 1) as prescribed by the *Hazardous Materials Information Review Act Appeal Board Procedures Regulations* must be completed and delivered, along with the fee prescribed by section 12 of the *Hazardous Materials Information Review Regulations*, within 45 days of the publication of this notice in the *Canada Gazette*, Part I, to the Chief Appeals Officer at the following address: Workplace Hazardous Materials Directorate, 427 Laurier Avenue West, 7th Floor, Ottawa, Ontario K1A 0K9.

STEPHANIE REID
Chief Screening Officer

en chef de la Direction des matières dangereuses utilisées au travail donne, par les présentes, avis des décisions rendues par l'agent de contrôle, au sujet de chaque demande de dérogation, de la fiche signalétique (FS) et de l'étiquette, le cas échéant, énumérées ci-dessous.

Conformément à l'article 20 de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, un demandeur ou une partie touchée peut appeler d'une décision ou d'un ordre émis par un agent de contrôle. Une partie touchée peut également appeler d'un engagement à l'égard duquel un avis a été publié dans la *Gazette du Canada*. « Partie touchée » s'entend de la personne qui n'est pas un concurrent du demandeur et qui utilise ou fournit le produit contrôlé dans un lieu de travail ou qui participe d'une façon ou d'une autre à l'utilisation ou à la fourniture du produit contrôlé dans ce lieu. Sont inclus dans la présente définition :

- a) le fournisseur du produit contrôlé;
- b) l'employé au lieu de travail;
- c) l'employeur au lieu de travail;
- d) le professionnel de l'hygiène et de la sécurité du travail pour le lieu de travail;
- e) le représentant à l'hygiène et à la sécurité ou un membre du comité d'hygiène et de sécurité pour le lieu de travail;
- f) la personne autorisée par écrit à représenter :
 - (i) soit le fournisseur ou l'employeur visé à l'alinéa a) ou c),
 - (ii) soit l'employé visé à l'alinéa b), sauf si cette personne est l'agent ou le représentant d'un syndicat qui n'est pas accrédité ou reconnu pour le lieu de travail.

Pour ce faire, il faut remplir une Déclaration d'appel (Formule 1) prescrite par le *Règlement sur les procédures des commissions d'appel constituées en vertu de la Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses* et la livrer, ainsi que les droits exigés par l'article 12 du *Règlement sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, dans les 45 jours suivant la date de publication du présent avis dans la Partie I de la *Gazette du Canada*, au directeur de la Section d'appel, à l'adresse suivante : Direction des matières dangereuses utilisées au travail, 427, avenue Laurier Ouest, 7^e étage, Ottawa (Ontario) K1A 0K9.

L'agente de contrôle en chef
STEPHANIE REID

Claimant/ Demandeur	Product Identifier (As shown on the MSDS)/ Identificateur du produit (tel qu'indiqué sur la FS)	Registry Number/ Numéro d'enregistrement	Date of Decision/ Date de la décision
Power Service Products Inc., Weatherford, Texas	DIESEL 9-1-1	8371	2014-01-31
Afton Chemical Corporation, Richmond, Virginia	HiTEC 6597 Gasoline Fuel Additive	8464	2014-02-04
Chevron Oronite Company LLC, Bellaire, Texas	OLOA 9730D	8481	2014-03-27
3M Canada Company, London, Ontario	3M™ Super Weatherstrip and Gasket Adhesive - Black, P.N. 08008	8486	2014-01-28
Chevron Oronite Company LLC, Bellaire, Texas	OLOA 275JD	8493	2014-02-13
Schlumberger Canada Limited, Calgary, Alberta	Anti-Sludge Agent W58	8505	2014-02-20
Chemfax Products Ltd., Calgary, Alberta	MF SIL-SOAP	8508	2014-03-31
Momentive Performance Materials, Markham, Ontario	Niax® catalyst A-200	8551	2014-02-04
Momentive Performance Materials, Markham, Ontario	Silwet® 800	8554	2014-01-15
Momentive Performance Materials, Markham, Ontario	Niax® silicone Y-10900	8556	2014-02-05

Claimant/ Demandeur	Product Identifier (As shown on the MSDS)/ Identificateur du produit (tel qu'indiqué sur la FS)	Registry Number/ Numéro d'enregistrement	Date of Decision/ Date de la décision
Momentive Performance Materials, Markham, Ontario	Niax* silicone L-620	8580	2014-02-26
Ferro Corporation, Mayfield Heights, Ohio	Therm-Chek® 837 40 Lb Pail	8583	2014-02-12
3M Canada Company, London, Ontario	Scotchcast Electrical Resin 275	8584	2014-02-05
3M Canada Company, London, Ontario	3M™ AUTOMIX™ PANEL BONDING ADHESIVE, PART A (P.N. 08115)	8590	2014-02-12
Momentive Performance Materials, Markham, Ontario	Niax ® catalyst A-330	8595	2014-02-28
Akzo Nobel Surface Chemistry LLC, Chicago, Illinois	REDICOTE® C-3082	8610	2014-03-03
Akzo Nobel Surface Chemistry LLC, Chicago, Illinois	REDISET® LQ-1102C	8611	2014-03-03
3M Canada Company, London, Ontario	3M™ Dynatron Liquid Hardener 609	8620	2014-03-27
3M Canada Company, London, Ontario	3M™ Bondo Traffic MEKP Hardener 5, 7	8621	2014-03-27
Abressa Canada Inc., Saint-Sébastien-de-Fontenac, Québec	SYNTER	8633	2014-03-19
Rohm and Haas Canada LP, West Hill, Ontario	PARALOID™ KM-4400	8640	2014-02-26
MeadWestvaco Corporation - Specialty Chemicals Division, North Charleston, South Carolina	POLYFAC™ E-660	8642	2014-01-15
MeadWestvaco Corporation - Specialty Chemicals Division, North Charleston, South Carolina	PAVE BOND® LITE	8659	2014-02-05
Kop-Coat, St. Louis, Missouri	ENHANCE™ ACTIVATOR	8660	2014-03-24
Nalco Canada Co., Burlington, Ontario	NALCO® EC2670A	8662	2014-01-29
Akzo Nobel Surface Chemistry LLC, Chicago, Illinois	BEROL® 226 SA	8666	2014-03-24
GE Water & Process Technologies Canada, Oakville, Ontario	SPEC-AID BIO9101	8672	2014-02-14
GE Water & Process Technologies Canada, Oakville, Ontario	SPEC-AID BIO9400	8673	2014-02-14
Calfrac Well Services Ltd., Calgary, Alberta	DAP-111	8676	2014-02-05
Schlumberger Canada Limited, Calgary, Alberta	Iron Reducing Agent L073	8681	2014-03-13
Nalco Canada Co., Burlington, Ontario	BREAXIT® EC6048A	8687	2014-02-25
3M Canada Company, London, Ontario	3M™ SMC/Fiberglass Repair Adhesive-1 PN08270, Part A	8688	2014-03-31
3M Canada Company, London, Ontario	3M™ SMC/Fiberglass Repair Adhesive-1 PN08270, Part B	8689	2014-03-31
Calfrac Well Services Ltd., Calgary, Alberta	DWP-713	8694	2014-03-04
Baker Petrolite Corp., Sugar Land, Texas	RE7154RBW	8697	2014-01-13
Akzo Nobel Surface Chemistry LLC, Chicago, Illinois	Redicote® C-2914	8698	2014-02-21
Akzo Nobel Surface Chemistry LLC, Chicago, Illinois	Armeen® PF53W	8699	2014-02-12
Akzo Nobel Surface Chemistry LLC, Chicago, Illinois	Armeen® PF-52H°	8700	2014-02-12

Claimant/ Demandeur	Product Identifier (As shown on the MSDS)/ Identificateur du produit (tel qu'indiqué sur la FS)	Registry Number/ Numéro d'enregistrement	Date of Decision/ Date de la décision
Akzo Nobel Surface Chemistry LLC, Chicago, Illinois	Redicote® E-64R E	8701	2014-03-04
Akzo Nobel Surface Chemistry LLC, Chicago, Illinois	Berol® 508 SA	8702	2014-01-31
Akzo Nobel Surface Chemistry LLC, Chicago, Illinois	Petro® BAF Powder	8703	2014-02-05
Akzo Nobel Surface Chemistry LLC, Chicago, Illinois	Redicote® C-404	8704	2014-03-28
Akzo Nobel Surface Chemistry LLC, Chicago, Illinois	Redicote® E-6945	8705	2014-01-31
Akzo Nobel Surface Chemistry LLC, Chicago, Illinois	Redicote® RM-007A	8706	2014-02-21
Akzo Nobel Surface Chemistry LLC, Chicago, Illinois	Redicote® E-7000	8708	2014-02-12
Akzo Nobel Surface Chemistry LLC, Chicago, Illinois	Petro® 11 Powder	8709	2014-02-05
Akzo Nobel Surface Chemistry LLC, Chicago, Illinois	Petro® BA Powder	8710	2014-02-05
Akzo Nobel Surface Chemistry LLC, Chicago, Illinois	Armeen® PF-1	8711	2014-02-12
Akzo Nobel Surface Chemistry LLC, Chicago, Illinois	Armeen® PF-3	8712	2014-02-12
Akzo Nobel Surface Chemistry LLC, Chicago, Illinois	Witconate™ 1100	8713	2014-03-04
Akzo Nobel Surface Chemistry LLC, Chicago, Illinois	Redicote® E-15	8714	2014-03-13
DuPont Electronic Technologies-MCM, Raleigh, North Carolina	5025	8718	2014-01-15
DuPont Electronic Technologies-MCM, Raleigh, North Carolina	7102	8719	2014-01-16
DuPont Electronic Technologies-MCM, Raleigh, North Carolina	5524	8720	2014-01-15
DuPont Electronic Technologies-MCM, Raleigh, North Carolina	CB028	8721	2014-01-20
DuPont Electronic Technologies-MCM, Raleigh, North Carolina	7082	8722	2014-01-13
DuPont Electronic Technologies-MCM, Raleigh, North Carolina	7164	8723	2014-01-13
DuPont Electronic Technologies-MCM, Raleigh, North Carolina	5042	8724	2014-01-30
Nalco Canada Co., Burlington, Ontario	3D TRASAR® 3DT200	8726	2014-01-22
Baker Petrolite Corp., Sugar Land, Texas	PAO2349 PARAFFIN INHIBITOR	8728	2014-01-06
Baker Petrolite Corp., Sugar Land, Texas	CGW3361 CORROSION INHIBITOR	8729	2014-01-06
ClearTech Industries Inc., Saskatoon, Saskatchewan	FilterClean F	8733	2014-01-23
Baker Petrolite Corp., Sugar Land, Texas	CRO9141U CORROSION INHIBITOR	8737	2014-03-28
MeadWestvaco Corporation - Specialty Chemicals Division, North Charleston, South Carolina	EnvMul™ 1802	8738	2014-03-12
MeadWestvaco Corporation - Specialty Chemicals Division, North Charleston, South Carolina	EnvCor™ 653 HA	8739	2014-03-12
MeadWestvaco Corporation - Specialty Chemicals Division, North Charleston, South Carolina	EnvCor™ 653	8740	2014-03-12

Claimant/ Demandeur	Product Identifier (As shown on the MSDS)/ Identificateur du produit (tel qu'indiqué sur la FS)	Registry Number/ Numéro d'enregistrement	Date of Decision/ Date de la décision
MeadWestvaco Corporation - Specialty Chemicals Division,	EnvaCor™ 703	8741	2014-03-12
Trican Well Service Ltd., Calgary, Alberta	S-9	8743	2014-03-05
MeadWestvaco Corporation - Specialty Chemicals Division, North Charleston, South Carolina	EnvaWet™ 653	8745	2014-03-12
Baker Petrolite Corp., Sugar Land, Texas	SULFIX™ 9200 SCAVENGER	8749	2014-01-29
Rohm and Haas Canada LP, West Hill, Ontario	PARALOID™ BTA-751ER Impact Modifier	8750	2014-02-28
3M Canada Company, London, Ontario	3M™ Panel Bonding Adhesive PN 38315, 58115 - Part A	8751	2014-01-24
Nalco Canada Co., Burlington, Ontario	EC9382A Emulsion Breaker	8752	2014-02-03
Graffiti Solutions Canada, Ottawa, Ontario	Porous Surface Blaster Graffiti Remover	8760	2014-03-21
CRI/Criterion Inc., Houston, Texas	CRITERION CENTERA™ DN-3636 CATALYST	8761	2014-03-11
CRI/Criterion Inc., Houston, Texas	CRITERION CENTERA™ DC-Shell CATALYST	8762	2014-03-11
CRI/Criterion Inc., Houston, Texas	CRITERION CENTERA™ DN-3651A CATALYST	8763	2014-03-11
CRI/Criterion Inc., Houston, Texas	CRITERION CENTERA™ DC-2635 CATALYST	8764	2014-03-11
Baker Petrolite Corp., Sugar Land, Texas	PETROSWEET™ HSW31170 H2S SCAVENGER	8766	2014-01-28
Baker Petrolite Corp., Sugar Land, Texas	PETROSWEET™ HSW31250 H2S SCAVENGER	8767	2014-01-28
Suncor Energy Inc., Mississauga, Ontario	HYUNDAI GEARLUBE 75W85 GL-4	8768	2014-03-04
Suncor Energy Inc., Mississauga, Ontario	KIA 75W85 GEAROIL PART#99998-0777585	8769	2014-03-04
Nalco Canada Co., Burlington, Ontario	EC3261A ANTIFOULANT	8773	2014-02-03
INEOS Oxide LLC, Houston, Texas	GAS/SPEC* CS-2000* Additive	8774	2014-01-07
INEOS Oxide LLC, Houston, Texas	GAS/SPEC* CS-2010* Solvent	8775	2014-01-07
INEOS Oxide LLC, Houston, Texas	GAS/SPEC* CS-Plus* Solvent	8776	2014-01-07
Baker Petrolite Corp., Sugar Land, Texas	M2612	8777	2014-01-28
FC PRO, LLC, Waller, Texas	FCPRO Surfactant 400	8786	2014-03-04
Baker Petrolite Corp., Sugar Land, Texas	SCW2600 SCALE INHIBITOR	8794	2014-01-28
GE Water & Process Technologies Canada, Oakville, Ontario	MAX-AMINE GT741C	8795	2014-02-28
GE Water & Process Technologies Canada, Oakville, Ontario	DIMETALLIC 00U85	8796	2014-01-28
Baker Petrolite Corp., Sugar Land, Texas	TOLAD™ 9715 ADDITIVE	8801	2014-02-13
BYK USA Inc., Wallingford, Connecticut	Disperbyk-2150	8804	2014-03-13
Baker Petrolite Corp., Sugar Land, Texas	BPR 34363 ASPHALTENE DISPERSANT	8808	2014-02-12

Claimant/ Demandeur	Product Identifier (As shown on the MSDS)/ Identificateur du produit (tel qu'indiqué sur la FS)	Registry Number/ Numéro d'enregistrement	Date of Decision/ Date de la décision
Baker Petrolite Corp., Sugar Land, Texas	PAO2349X PARAFFIN INHIBITOR	8814	2014-02-25
3M Canada Company, London, Ontario	AHS-1517 bulk spray adhesive	8818	2014-03-26
Rohm and Haas Canada LP, West Hill, Ontario	PARALOID™ KM-5450 IMPACT MODIFIER	8822	2014-03-21
Stepan Company, Northfield, Illinois	AGENT 2517-74N	8824	2014-02-26
Engenium Chemicals Corporation, Calgary, Alberta	CAN-2062	8826	2014-01-31
Engenium Chemicals Corporation, Calgary, Alberta	INTERPHON SODA	8827	2014-01-31
Engenium Chemicals Corporation, Calgary, Alberta	Blackstone Onyxmulx S	8828	2014-01-31
MeadWestvaco Corporation - Specialty Chemicals Division, North Charleston, South Carolina	EVOTHERM™ R1	8829	2014-03-12
MeadWestvaco Corporation - Specialty Chemicals Division, North Charleston, South Carolina	PERAL® 417	8830	2014-03-13
3M Canada Company, London, Ontario	3M™ FAST TACK WATER BASED ADHESIVE 1000NF, PURPLE	8833	2014-03-26
3M Canada Company, London, Ontario	3M™ FAST TACK WATER BASED ADHESIVE 1000NF, NEUTRAL	8834	2014-03-26
Univar Canada Ltd., Richmond, British Columbia	VANFROTH 820	8835	2014-02-14
MeadWestvaco Corporation - Specialty Chemicals Division, North Charleston, South Carolina	EVOTHERM™ Q1	8843	2014-03-13
Stepan Company, Northfield, Illinois	AGENT 3130-22	8847	2014-02-25
Stepan Company, Northfield, Illinois	PETROSTEP S-13D HA	8852	2014-02-14
3M Canada Company, London, Ontario	3M™ HEAVY DUTY MULTI-SURFACE CLEANER Concentrate (Twist 'n Fill™ Product No. 2)	8870	2014-03-10
Engenium Chemicals Corporation, Calgary, Alberta	ZX-102	8875	2014-03-27
Calfrac Well Services Ltd., Calgary, Alberta	DWP-124	8879	2014-03-24
BASF Canada Inc., Mississauga, Ontario	Plurafac® SLF 180	8909	2014-03-31

NOTES: 1. The Notice of Filing published in the *Canada Gazette*, Part I, on December 3, 2011, listed the subject of the claim bearing Registry Number 8371 to be the chemical identity of three ingredients. The subject of the claim on which the screening officer issued the decision is the chemical identity of five ingredients.

2. The Notice of Filing published in the *Canada Gazette*, Part I, on April 28, 2012, listed the subject of the claim bearing Registry Number 8556 to be the chemical identity of three ingredients. The subject of the claim on which the screening officer issued the decision was the chemical identity of two ingredients.

3. The Notice of Filing published in the *Canada Gazette*, Part I, on June 30, 2012, listed the subject of the claim bearing Registry Number 8640 to be the chemical identity and concentration of three ingredients. The subject of the claim on which the screening officer issued the decision is the chemical identity of three ingredients.

NOTA : 1. L'avis de dépôt publié dans la Partie I de la *Gazette du Canada* le 3 décembre 2011 mentionne que la demande de dérogation portant le numéro d'enregistrement 8371 vise la dénomination chimique de trois ingrédients. L'objet de la demande sur lequel l'agent de contrôle a rendu la décision est la dénomination chimique de cinq ingrédients.

2. L'avis de dépôt publié dans la Partie I de la *Gazette du Canada* le 28 avril 2012 mentionne que la demande de dérogation portant le numéro d'enregistrement 8556 vise la dénomination chimique de trois ingrédients. L'objet de la demande sur lequel l'agent de contrôle a rendu la décision est la dénomination chimique de deux ingrédients.

3. L'avis de dépôt publié dans la Partie I de la *Gazette du Canada* le 30 juin 2012 mentionne que la demande de dérogation portant le numéro d'enregistrement 8640 vise la dénomination chimique et la concentration de trois ingrédients. L'objet de la demande sur lequel l'agent de contrôle a rendu la décision est la dénomination chimique de trois ingrédients.

4. The Notice of Filing published in the *Canada Gazette*, Part I, on September 22, 2012, for the product bearing Registry Number 8659, listed the product identifier to be PAVEBOND® LITE and the subject of the claim to be the chemical identity of one ingredient. The product identifier and the subject of the claim for the product on which the screening officer issued the decision are PAVE BOND® LITE and the chemical identity of three ingredients, respectively.

5. The Notice of Filing published in the *Canada Gazette*, Part I, on September 22, 2012, for the product bearing Registry Number 8660, listed the location of the claimant to be Pittsburgh, Pennsylvania, and the subject of the claim to be the chemical identity of six ingredients. The location of the claimant and the subject of the claim for the product on which the screening officer issued the decision are St. Louis, Missouri, and the chemical identity of four ingredients, respectively.

6. The Notice of Filing published in the *Canada Gazette*, Part I, on December 1, 2012, for the products bearing Registry Numbers 8718, 8719, 8720 and 8722, listed the location of the claimant to be Raleigh, North Carolina. The location of the claimant on which the screening officer issued the decision is Research Triangle Park, North Carolina.

7. The Notice of Filing published in the *Canada Gazette*, Part I, on December 1, 2012, listed the subject of the claim bearing Registry Number 8733 to be the chemical identity and concentration of six ingredients. The subject of the claim on which the screening officer issued the decision is the chemical identity and concentration of five ingredients.

8. The Notice of Filing published in the *Canada Gazette*, Part I, on December 1, 2012, listed the subject of the claim bearing Registry Number 8738 to be the chemical identity and concentration of one ingredient. The subject of the claim on which the screening officer issued the decision is the chemical identity of five ingredients.

9. The Notice of Filing published in the *Canada Gazette*, Part I, on December 1, 2012, listed the subject of the claim bearing Registry Number 8761 to be the chemical identity of two ingredients. The subject of the claim on which the screening officer issued the decision is the chemical identity of one ingredient.

10. The Notice of Filing published in the *Canada Gazette*, Part I, on December 1, 2012, for the product bearing Registry Number 8762, listed the product identifier to be Criterion Centera™ DC-Shell Catalyst and the subject of the claim to be the chemical identity of two ingredients. The product identifier and the subject of the claim for the product on which the screening officer issued the decision are Centera™ DC-Shell Catalyst and the chemical identity of one ingredient, respectively.

11. The Notice of Filing published in the *Canada Gazette*, Part I, on February 23, 2013, listed the product identifier for the product bearing Registry Number 8827 to be INTERPHONE SODA. The product identifier for the product on which the screening officer issued the decision is INTERPHON SODA.

12. The Notice of Filing published in the *Canada Gazette*, Part I, on February 23, 2013, listed the subject of the claim bearing Registry Number 8829 to be the chemical identity and concentration of three ingredients. The subject of the claim on which the screening officer issued the decision is the chemical identity of three ingredients.

13. The Notice of Filing published in the *Canada Gazette*, Part I, on February 23, 2013, for the product bearing Registry Number 8830, listed the product identifier to be PERAL™ 417 and the subject of the claim to be the chemical identity and concentration of

4. L'avis de dépôt publié dans la Partie I de la *Gazette du Canada* le 22 septembre 2012 mentionne que l'identificateur du produit portant le numéro d'enregistrement 8659 est PAVEBOND® LITE et que la demande de dérogation vise la dénomination chimique d'un ingrédient. L'identificateur du produit et l'objet de la demande sur lesquels l'agent de contrôle a rendu la décision sont PAVE BOND® LITE et la dénomination chimique de trois ingrédients, respectivement.

5. L'avis de dépôt publié dans la Partie I de la *Gazette du Canada* le 22 septembre 2012 mentionne que l'emplacement du demandeur portant le numéro d'enregistrement 8660 est Pittsburgh, Pennsylvanie, et que la demande de dérogation vise la dénomination chimique de six ingrédients. L'emplacement du demandeur et l'objet de la demande sur lesquels l'agent de contrôle a rendu la décision sont St. Louis, Missouri, et la dénomination chimique de quatre ingrédients, respectivement.

6. L'avis de dépôt publié dans la Partie I de la *Gazette du Canada* le 1^{er} décembre 2012 mentionne que l'emplacement du demandeur portant les numéros d'enregistrement 8718, 8719, 8720 et 8722 est Raleigh, Caroline du Nord. L'emplacement du demandeur sur lequel l'agent de contrôle a rendu la décision est Research Triangle Park, Caroline du Nord.

7. L'avis de dépôt publié dans la Partie I de la *Gazette du Canada* le 1^{er} décembre 2012 mentionne que la demande de dérogation portant le numéro d'enregistrement 8733 vise la dénomination chimique et la concentration de six ingrédients. L'objet de la demande sur lequel l'agent de contrôle a rendu la décision est la dénomination chimique et la concentration de cinq ingrédients.

8. L'avis de dépôt publié dans la Partie I de la *Gazette du Canada* le 1^{er} décembre 2012 mentionne que la demande de dérogation portant le numéro d'enregistrement 8738 vise la dénomination chimique et la concentration d'un ingrédient. L'objet de la demande sur lequel l'agent de contrôle a rendu la décision est la dénomination chimique de cinq ingrédients.

9. L'avis de dépôt publié dans la Partie I de la *Gazette du Canada* le 1^{er} décembre 2012 mentionne que la demande de dérogation portant le numéro d'enregistrement 8761 vise la dénomination chimique de deux ingrédients. L'objet de la demande sur lequel l'agent de contrôle a rendu la décision est la dénomination chimique d'un ingrédient.

10. L'avis de dépôt publié dans la Partie I de la *Gazette du Canada* le 1^{er} décembre 2012 mentionne que l'identificateur du produit portant le numéro d'enregistrement 8762 est Criterion Centera™ DC-Shell Catalyst et que la demande de dérogation vise la dénomination chimique de deux ingrédients. L'identificateur du produit et l'objet de la demande sur lesquels l'agent de contrôle a rendu la décision sont Centera™ DC-Shell Catalyst et la dénomination chimique d'un ingrédient, respectivement.

11. L'avis de dépôt publié dans la Partie I de la *Gazette du Canada* le 23 février 2013 mentionne que l'identificateur du produit portant le numéro d'enregistrement 8827 est INTERPHONE SODA. L'identificateur du produit sur lequel l'agent de contrôle a rendu la décision est INTERPHON SODA.

12. L'avis de dépôt publié dans la Partie I de la *Gazette du Canada* le 23 février 2013 mentionne que la demande de dérogation portant le numéro d'enregistrement 8829 vise la dénomination chimique et la concentration de trois ingrédients. L'objet de la demande sur lequel l'agent de contrôle a rendu la décision est la dénomination chimique de trois ingrédients.

13. L'avis de dépôt publié dans la Partie I de la *Gazette du Canada* le 23 février 2013 mentionne que l'identificateur du produit portant le numéro d'enregistrement 8830 est PERAL™ 417 et que la demande de dérogation vise la dénomination chimique et la

one ingredient. The product identifier and the subject of the claim for the product on which the screening officer issued the decision are PERAL® 417 and the chemical identity of one ingredient, respectively.

There were no written representations from affected parties to the screening officer with respect to any of the above-mentioned claims for exemption and related MSDSs or labels.

Each of the claims for exemption listed above was found to be valid. The screening officer reached this decision after reviewing the information in support of the claim, having regard exclusively to the criteria found in section 3 of the *Hazardous Materials Information Review Regulations*.

Having regard for the various data readily available in the literature and any information provided by the claimant, the screening officer found that the respective MSDSs in respect of the claims bearing Registry Numbers 8493, 8697, 8702, 8703, 8704, 8705, 8709, 8721, 8723, 8724, 8750, 8760, 8768, 8769, 8774, 8775, 8776, 8796, 8801, 8808, 8814, 8822, 8847, 8870, 8879 complied with the applicable requirements of the *Hazardous Products Act* and the *Controlled Products Regulations*.

In the case of the claims bearing Registry Numbers 8505 and 8681, being claims from an employer with operations in the province of Alberta, the screening officer found that the MSDSs and labels in respect of which the claims were filed did not comply with the applicable disclosure requirements of the *Occupational Health and Safety Code 2009* of the Province of Alberta.

In all cases where the MSDS or the label was determined not to be in compliance with the relevant legislation, the screening officer offered the claimant the possibility of entering into an undertaking whereby the claimant would voluntarily make the changes necessary to bring the MSDS or the label into compliance. Pursuant to subsection 16.1(1) of the *Hazardous Materials Information Review Act*, the claimant was given 30 days to provide the screening officer with a signed undertaking accompanied by the MSDS or the label amended as necessary.

In the case of the following claims, the claimant supplied the screening officer with a signed undertaking accompanied by the MSDS or label amended as necessary within the time frame specified. The screening officer was satisfied that the claimant had taken the measures set out in the undertaking in the manner and within the period specified therein.

CLAIMS FOR WHICH THE SCREENING OFFICER WAS SATISFIED THAT THE CLAIMANT HAD TAKEN THE MEASURES SET OUT IN THE UNDERTAKING

Pursuant to paragraph 18(1)(b) of the *Hazardous Materials Information Review Act*, the Chief Screening Officer of the Workplace Hazardous Materials Directorate hereby gives notice of information that has been disclosed on the relevant MSDS or label in compliance with an undertaking.

Registry Number 8371

Date of notice confirming acceptance: March 3, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content and format of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose the percent concentration for two of the confidential hazardous ingredients in the controlled product, in an acceptable manner.

concentration d'un ingrédient. L'identificateur du produit et l'objet de la demande sur lesquels l'agent de contrôle a rendu la décision sont PERAL® 417 et la dénomination chimique d'un ingrédient, respectivement.

Les parties concernées n'ont présenté aucune observation auprès de l'agent de contrôle, relativement à l'une ou l'autre des demandes de dérogation précitées et aux FS ou aux étiquettes s'y rapportant.

Chacune des demandes de dérogation susmentionnées a été jugée fondée. L'agent de contrôle a rendu cette décision après avoir étudié l'information présentée à l'appui de la demande, eu égard exclusivement aux critères figurant à l'article 3 du *Règlement sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*.

Compte tenu des diverses données facilement disponibles dans les documents et de l'information fournie par le demandeur, l'agent de contrôle a déterminé que les FS établies relativement aux demandes portant les numéros d'enregistrement 8493, 8697, 8702, 8703, 8704, 8705, 8709, 8721, 8723, 8724, 8750, 8760, 8768, 8769, 8774, 8775, 8776, 8796, 8801, 8808, 8814, 8822, 8847, 8870, 8879 étaient conformes aux exigences applicables en vertu de la *Loi sur les produits dangereux* et du *Règlement sur les produits contrôlés*.

Dans le cas des demandes de dérogation portant les numéros d'enregistrement 8505 et 8681 présentées par un employeur ayant des activités dans la province d'Alberta, l'agent de contrôle a déterminé que les FS et les étiquettes établies relativement aux demandes susmentionnées n'étaient pas conformes aux exigences de divulgation applicables en vertu de l'*Occupational Health and Safety Code 2009* de la province d'Alberta.

Dans tous les cas où la FS ou l'étiquette a été jugée non conforme à la législation applicable, l'agent de contrôle a offert au demandeur l'option d'un engagement à faire volontairement les modifications requises pour rendre la FS ou l'étiquette conforme. En vertu du paragraphe 16.1(1) de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, un délai de 30 jours a été accordé au demandeur pour renvoyer à l'agent de contrôle l'engagement signé, accompagné de la FS ou de l'étiquette modifiée selon les exigences.

Dans les cas des demandes suivantes, le demandeur a transmis à l'agent de contrôle un engagement signé, accompagné de la FS ou de l'étiquette modifiée selon les exigences, dans le délai imparti. De plus, l'agent de contrôle était convaincu que le demandeur avait pris les mesures indiquées dans l'engagement selon les modalités de forme et de temps qui y étaient précisées.

DEMANDES POUR LESQUELLES L'AGENT DE CONTRÔLE ÉTAIT CONVAINCU QUE LE DEMANDEUR AVAIT RESPECTÉ L'ENGAGEMENT

En vertu de l'alinéa 18(1)(b) de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, l'agente de contrôle en chef de la Direction des matières dangereuses utilisées au travail donne, par les présentes, avis de renseignements qui ont été divulgués sur la FS ou l'étiquette pertinente en exécution d'un engagement.

Numéro d'enregistrement 8371

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 3 mars 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu et du format de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer d'une manière acceptable la concentration en pourcentage de deux ingrédients dangereux confidentiels du produit contrôlé.

2. Disclose the percent concentration for hazardous ingredients “*n*-butanol” and “xylenes” in the controlled product, in an acceptable manner.

3. In relation to the first aid information shown on the MSDS for skin contact, disclose an approximate flush time of 15–20 minutes or until the chemical is removed, and a statement to the effect that contaminated clothing, shoes and leather goods should be removed.

4. In relation to the first aid information shown on the MSDS for ingestion, disclose a statement to the effect that trained personnel should immediately administer artificial respiration or cardiopulmonary resuscitation if breathing has stopped or the heart has stopped.

5. In relation to the personal protective equipment information shown on the MSDS, disclose that chemical / oil resistant clothing and gloves should be worn at all times when handling the product.

6. Disclose an LD₅₀ (dermal, rabbit) value of >1 g/kg for the ingredient “aliphatic hydrocarbon 4”.

7. Disclose that exposure to ingredients in the controlled product has been shown to cause teratogenic and embryotoxic effects in the presence of maternal toxicity in laboratory animals.

Registry Number 8481

Date of notice confirming acceptance: April 22, 2014

The claimant had been advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose the presence of two additional hazardous ingredients in the controlled product together with their chemical identities, percent concentration and CAS registry numbers, in an acceptable manner.

Registry Number 8486

Date of notice confirming acceptance: March 3, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose the presence of two additional hazardous ingredients in the controlled product together with their chemical identities, percent concentration and CAS registry numbers, in an acceptable manner.

2. In relation to the first aid information shown on the MSDS for eye contact, disclose an approximate flush time of 20 minutes or until the chemical is removed.

3. In relation to the first aid information shown on the MSDS for inhalation and ingestion, disclose a statement to the effect that trained personnel should immediately administer artificial respiration or cardiopulmonary resuscitation if breathing has stopped or the heart has stopped.

4. Add hydrogen chloride to the list of hazardous combustion products.

5. Disclose a statement to the effect that the product should be stored in a cool and dry location.

6. Disclose an ACGIH TLV–TWA Exposure Limit of 3 mg/m³ for the hazardous ingredient “carbon black”.

2. Divulguer d’une manière acceptable la concentration en pourcentage des ingrédients dangereux « *n*-butanol » et « xylènes » du produit contrôlé.

3. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour le contact cutané, divulguer qu’il faut laver la peau environ 15 à 20 minutes ou jusqu’à ce qu’il ne reste plus de produit chimique et divulguer un énoncé précisant qu’il faut retirer ses vêtements, chaussures et articles en cuir contaminés.

4. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour l’ingestion, divulguer un énoncé précisant que le personnel qualifié devrait immédiatement pratiquer la respiration artificielle ou la réanimation cardiorespiratoire si la personne a cessé de respirer ou si son cœur ne bat plus.

5. En ce qui concerne l’information des équipements de protection individuelle indiqués sur la FS, divulguer que les vêtements et gants résistant aux produits chimiques / huile doivent être portés en tout temps lors de la manipulation du produit.

6. Divulguer une DL₅₀ (voie cutanée, lapin) de > 1 g/kg pour l’ingrédient « hydrocarbure aliphatique 4 ».

7. Divulguer qu’il a été établi que l’exposition à des ingrédients du produit contrôlé provoque des effets tératogènes et des effets embryotoxiques en présence d’une toxicité maternelle chez des animaux de laboratoire.

Numéro d’enregistrement 8481

Date de l’avis confirmant l’exécution : le 22 avril 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer d’une manière acceptable la présence de deux autres ingrédients dangereux du produit contrôlé ainsi que leurs identités chimiques, leur concentration en pourcentage et leur numéro d’enregistrement CAS.

Numéro d’enregistrement 8486

Date de l’avis confirmant l’exécution : le 3 mars 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer d’une manière acceptable la présence de deux autres ingrédients dangereux du produit contrôlé ainsi que leurs identités chimiques, leur concentration en pourcentage et leur numéro d’enregistrement CAS.

2. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour le contact oculaire, divulguer qu’il faut laver les yeux environ 20 minutes ou jusqu’à ce qu’il ne reste plus de produit chimique.

3. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour l’inhalation et l’ingestion, divulguer un énoncé précisant que le personnel qualifié devrait immédiatement pratiquer la respiration artificielle ou la réanimation cardiorespiratoire si la personne a cessé de respirer ou si son cœur ne bat plus.

4. Ajouter le chlorure d’hydrogène à la liste des produits de combustion dangereux.

5. Divulguer un énoncé précisant que le produit doit être stocké dans un endroit frais et sec.

6. Divulguer une limite d’exposition ACGIH TLV–TWA de 3 mg/m³ pour l’ingrédient dangereux « noir de carbone ».

Registry Number 8505

Date of notice confirming acceptance: April 3, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content of the MSDS.

Registry Number 8551

Date of notice confirming acceptance: March 5, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content and wording of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. If the WHMIS classifications are stated on the MSDS, disclose that the controlled product is also in class E.
2. Disclose that an ingredient in the controlled product has been shown to cause skin corrosion.
3. Disclose inhalation as a route of exposure.
4. In relation to the first aid information shown on the MSDS for ingestion, disclose advice such as the following: do not induce vomiting, but if vomiting should occur naturally, have the casualty lie on their side, in the recovery position, and obtain medical attention immediately.
5. In relation to the first aid information shown on the MSDS for skin contact, disclose a statement to the effect that contaminated clothing, shoes and leather goods should be removed under running water and that medical attention must be obtained immediately.
6. In relation to the first aid information shown on the MSDS for eye contact, disclose an approximate flush time of 30 minutes.
7. Disclose an LD₅₀ (oral, rat) value for the confidential hazardous ingredients "Tertiary amines #1" and "Tertiary amines #2", in an acceptable manner.
8. Disclose an LD₅₀ (dermal, rabbit) value of 1.41 mL/kg for the confidential hazardous ingredient "Tertiary amines #1".

Registry Number 8554

Date of notice confirming acceptance: February 19, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content and wording of the MSDS.

Registry Number 8556

Date of notice confirming acceptance: March 10, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the wording of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. In relation to the first aid information shown on the MSDS for ingestion, disclose advice such as the following: should vomiting occur naturally, have casualty lean forward in order to reduce the risk of aspiration, and obtain medical attention immediately.

Registry Number 8580

Date of notice confirming acceptance: April 8, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content and format of the MSDS.

Numéro d'enregistrement 8505

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 3 avril 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu de la FS.

Numéro d'enregistrement 8551

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 5 mars 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu et du libellé de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Si les classifications du SIMDUT sont précisées sur la FS, divulguer que le produit contrôlé appartient aussi à la classe E.
2. Divulguer qu'il a été établi qu'un ingrédient du produit contrôlé peut être corrosif pour la peau.
3. Divulguer l'inhalation comme voie d'exposition.
4. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour l'ingestion, ajouter des conseils tels que les suivants : il ne faut pas faire vomir la victime, mais en cas de vomissement spontané, il faut la mettre sur le côté, en position de récupération, et il faut consulter immédiatement un médecin.
5. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour le contact cutané, divulguer un énoncé précisant qu'il faut se tenir sous la douche et retirer ses vêtements, chaussures et articles en cuir contaminés et qu'il faut consulter immédiatement un médecin.
6. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour le contact oculaire, divulguer qu'il faut laver les yeux environ 30 minutes.
7. Divulguer d'une manière acceptable une DL₅₀ (voie orale, rat) pour les ingrédients dangereux confidentiels « amines tertiaires #1 » et « amines tertiaires #2 ».
8. Divulguer une DL₅₀ (voie cutanée, lapin) de 1,41 mL/kg pour l'ingrédient dangereux confidentiel « amines tertiaires #1 ».

Numéro d'enregistrement 8554

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 19 février 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu et du libellé de la FS.

Numéro d'enregistrement 8556

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 10 mars 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du libellé de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour l'ingestion, ajouter qu'en cas de vomissement spontané, il faut faire pencher en avant la personne exposée pour réduire les risques d'aspiration des vomissures et qu'il faut consulter immédiatement un médecin.

Numéro d'enregistrement 8580

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 8 avril 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu et du format de la FS.

Registry Number 8583

Date of notice confirming acceptance: March 18, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose that an ingredient in the controlled product has been shown to cause eye corrosion in laboratory animals.
2. In relation to the first aid information shown on the MSDS for skin contact, disclose an approximate flush time of 30 minutes and that medical attention must be obtained immediately.
3. In relation to the first aid information shown on the MSDS for ingestion, remove the statement to give plenty of water to drink.

Registry Number 8584

Date of notice confirming acceptance: March 12, 2014

The claimant had been advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose the International Agency for Research on Cancer (IARC) Group 2B classification for hazardous ingredient "2-methylimidazole".
2. In relation to the first aid information shown on the MSDS for eye contact, disclose an approximate flush time of 20 minutes.
3. Disclose that chronic inhalation of an ingredient in the controlled product has been shown to cause lung effects in laboratory animals.
4. Disclose that an ingredient in the controlled product has been shown to cause mutagenic effects, *in vitro*.

Registry Number 8590

Date of notice confirming acceptance: March 25, 2014

The claimant had been advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose an LD₅₀ (dermal, rabbit) value of 0.88 mL/kg for the hazardous ingredient "N-aminoethylpiperazine".

Registry Number 8595

Date of notice confirming acceptance: March 26, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content, format and wording of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. In relation to the first aid information shown on the MSDS for ingestion, remove the statement to give plenty of water to drink.
2. Disclose an LD₅₀ (oral, rat) value of 700 mg/kg for the hazardous ingredient "triethylenediamine".

Registry Number 8620

Date of notice confirming acceptance: April 28, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose the percent concentration of hazardous ingredient "methyl ethyl ketone" in the controlled product, in an acceptable manner.

Numéro d'enregistrement 8583

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 18 mars 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer qu'il a été établi qu'un ingrédient du produit contrôlé peut être corrosif pour les yeux chez les animaux de laboratoire.
2. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour le contact cutané, divulguer qu'il faut laver la peau environ 30 minutes et qu'il faut consulter immédiatement un médecin.
3. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour l'ingestion, supprimer l'énoncé précisant qu'il faut faire boire beaucoup d'eau.

Numéro d'enregistrement 8584

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 12 mars 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer que l'ingrédient dangereux « 2-méthylimidazole » est classé dans le groupe 2B du Centre international de recherche sur le cancer (CIRC).
2. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour le contact oculaire, divulguer qu'il faut laver les yeux environ 20 minutes.
3. Divulguer qu'il a été établi que l'inhalation chronique d'un ingrédient du produit contrôlé provoque des effets pulmonaires chez des animaux de laboratoire.
4. Divulguer qu'il a été établi qu'un ingrédient du produit contrôlé provoque des effets mutagènes, *in vitro*.

Numéro d'enregistrement 8590

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 25 mars 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer une DL₅₀ (voie cutanée, lapin) de 0,88 mL/kg pour l'ingrédient dangereux « N-aminoéthylpipérazine ».

Numéro d'enregistrement 8595

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 26 mars 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu, du format et du libellé de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour l'ingestion, supprimer l'énoncé précisant qu'il faut faire boire beaucoup d'eau.
2. Divulguer une DL₅₀ (voie orale, rat) de 700 mg/kg pour l'ingrédient dangereux « triéthylènediamine ».

Numéro d'enregistrement 8620

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 28 avril 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer d'une manière acceptable la concentration en pourcentage pour l'ingrédient dangereux du produit contrôlé « méthyl éthyl cétone ».

2. In relation to the first aid information shown on the MSDS for ingestion, disclose a statement to the effect that trained personnel should immediately administer artificial respiration or cardiopulmonary resuscitation if breathing has stopped or the heart has stopped.

3. Disclose an LD₅₀ (oral, rat) value of 484 mg/kg for the hazardous ingredient "methyl ethyl ketone".

4. Disclose an LD₅₀ (oral, rat) value for the confidential hazardous ingredient "benzoic acid derivative", in an acceptable manner.

5. Disclose that an ingredient in the controlled product has been shown to cause mutagenic effects, *in vitro*.

6. Disclose that hazardous ingredients in the controlled product have been shown to cause reproductive, fetotoxic and teratogenic effects in laboratory animals.

Registry Number 8621

Date of notice confirming acceptance: April 28, 2014

The claimant had been advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose the percent concentration of the hazardous ingredient "methyl ethyl ketone" in the controlled product, in an acceptable manner.

2. In relation to the first aid information shown on the MSDS for ingestion, disclose a statement to the effect that trained personnel should immediately administer artificial respiration or cardiopulmonary resuscitation if breathing has stopped or the heart has stopped.

3. Disclose an LD₅₀ (oral, rat) value of 484 mg/kg for the hazardous ingredient "methyl ethyl ketone".

4. Disclose an LD₅₀ (oral, rat) value for the confidential hazardous ingredient "benzoic acid derivative", in an acceptable manner.

5. Disclose that an ingredient in the controlled product has been shown to cause mutagenic effects, *in vitro*.

6. Disclose that hazardous ingredients in the controlled product have been shown to cause reproductive, fetotoxic and teratogenic effects in laboratory animals.

Registry Number 8633

Date of notice confirming acceptance: April 4, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content and wording of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose that ingestion of an ingredient in the controlled product has been shown to cause kidney effects in laboratory animals.

2. Disclose that an ingredient in the controlled product has been shown to cause mutagenic effects in mammalian cells, *in vitro*.

3. Disclose that exposure to an ingredient in the controlled product has been shown to cause teratogenic effects in the presence of maternal toxicity in laboratory animals.

4. In relation to the first aid information shown on the MSDS for eye contact, disclose an approximate flush time of 20 minutes or until the chemical is removed.

2. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour l'ingestion, divulguer un énoncé précisant que le personnel qualifié devrait immédiatement pratiquer la respiration artificielle ou la réanimation cardiorespiratoire si la personne a cessé de respirer ou si son cœur ne bat plus.

3. Divulguer une DL₅₀ (voie orale, rat) de 484 mg/kg pour l'ingrédient dangereux « méthyl éthyl cétone ».

4. Divulguer d'une manière acceptable une valeur DL₅₀ (voie orale, rat) pour l'ingrédient dangereux confidentiel « dérivé d'acide benzoïque ».

5. Divulguer qu'il a été établi qu'un ingrédient du produit contrôlé provoque des effets mutagènes, *in vitro*.

6. Divulguer qu'il a été établi que des ingrédients dangereux du produit contrôlé provoquent des effets sur la reproduction, des effets fœtotoxiques et des effets tératogènes chez des animaux de laboratoire.

Numéro d'enregistrement 8621

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 28 avril 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer d'une manière acceptable la concentration en pourcentage de l'ingrédient dangereux du produit contrôlé « méthyl éthyl cétone ».

2. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour l'ingestion, divulguer un énoncé précisant que le personnel qualifié devrait immédiatement pratiquer la respiration artificielle ou la réanimation cardiorespiratoire si la personne a cessé de respirer ou si son cœur ne bat plus.

3. Divulguer une DL₅₀ (voie orale, rat) de 484 mg/kg pour l'ingrédient dangereux « méthyl éthyl cétone ».

4. Divulguer d'une manière acceptable une valeur DL₅₀ (voie orale, rat) pour l'ingrédient dangereux confidentiel « dérivé d'acide benzoïque ».

5. Divulguer qu'il a été établi qu'un ingrédient du produit contrôlé provoque des effets mutagènes, *in vitro*.

6. Divulguer qu'il a été établi que des ingrédients dangereux du produit contrôlé provoquent des effets sur la reproduction, des effets fœtotoxiques et des effets tératogènes chez des animaux de laboratoire.

Numéro d'enregistrement 8633

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 4 avril 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu et du libellé de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer qu'il a été établi que l'ingestion d'un ingrédient du produit contrôlé provoque des effets rénaux chez des animaux de laboratoire.

2. Divulguer qu'il a été établi qu'un ingrédient du produit contrôlé provoque des effets mutagènes dans les cellules mammaires lors de tests *in vitro*.

3. Divulguer qu'il a été établi que l'exposition à un ingrédient du produit contrôlé provoque des effets tératogènes en présence d'une toxicité maternelle chez des animaux de laboratoire.

4. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour le contact oculaire, divulguer qu'il faut laver les yeux environ 20 minutes ou jusqu'à ce qu'il ne reste plus de produit chimique.

5. In relation to the first aid information shown on the MSDS for ingestion, disclose a statement to the effect that trained personnel should immediately administer artificial respiration or cardio-pulmonary resuscitation if breathing has stopped or the heart has stopped.

6. In relation to the first aid information shown on the MSDS for ingestion, remove the statement to give one to two glasses of water to drink.

7. Disclose an ACGIH TVL–TWA Exposure Limit of 5 ppm, with a skin notation, for the confidential hazardous ingredient “aromatic hydrocarbon hydroxyl”.

8. Disclose an LD₅₀ (oral, rat) value of 340 mg/kg and an LD₅₀ (dermal, rabbit) value of 630 mg/kg for the confidential hazardous ingredient “aromatic hydrocarbon hydroxyl”.

9. If the WHMIS classifications are stated on the MSDS, disclose that the controlled product is also in class D1A.

Registry Number 8640

Date of notice confirming acceptance: March 21, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content of the MSDS.

Registry Number 8642

Date of notice confirming acceptance: February 24, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content of the MSDS.

Registry Number 8659

Date of notice confirming acceptance: February 28, 2014

The claimant had been advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose the presence of two additional confidential hazardous ingredients in the controlled product, together with their percent concentration, in an acceptable manner.

Registry Number 8660

Date of notice confirming acceptance: April 3, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content, format and wording of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose an LD₅₀ (oral, rat) value of 1 320 mg/kg for the confidential hazardous ingredient “methyl amine 1”.

2. Disclose the AIHA WEEL–TWA Exposure Limit value of 250 ppm for the hazardous ingredient “dimethyl sulfoxide”.

Registry Number 8662

Date of notice confirming acceptance: March 10, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content and wording of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose that ingestion of an ingredient in the controlled product has been shown to cause central nervous system (CNS) effects in humans.

2. Disclose an LD₅₀ (oral, rat) value of >1 000 mg/kg for the confidential hazardous ingredients “organic sulfonic acid salt” and “oxyalkylated alcohol A”.

5. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour l’ingestion, divulguer un énoncé précisant que le personnel qualifié devrait immédiatement pratiquer la respiration artificielle ou la réanimation cardiorespiratoire si la personne a cessé de respirer ou si son cœur ne bat plus.

6. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour l’ingestion, supprimer l’énoncé précisant qu’il faut faire boire un ou deux verres d’eau.

7. Divulguer la limite d’exposition ACGIH TVL–TWA de 5 ppm en incluant la mention « peau » pour l’ingrédient dangereux confidentiel « hydroxyle hydrocarboné aromatique ».

8. Divulguer une DL₅₀ (voie orale, rat) de 340 mg/kg et une DL₅₀ (voie cutanée, lapin) de 630 mg/kg pour l’ingrédient dangereux confidentiel « hydroxyle hydrocarboné aromatique ».

9. Si les classifications du SIMDUT sont précisées sur la FS, divulguer que le produit contrôlé appartient aussi à la classe D1A.

Numéro d’enregistrement 8640

Date de l’avis confirmant l’exécution : le 21 mars 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu de la FS.

Numéro d’enregistrement 8642

Date de l’avis confirmant l’exécution : le 24 février 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu de la FS.

Numéro d’enregistrement 8659

Date de l’avis confirmant l’exécution : le 28 février 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer d’une manière acceptable la présence de deux autres ingrédients dangereux confidentiels du produit contrôlé ainsi que leur concentration en pourcentage.

Numéro d’enregistrement 8660

Date de l’avis confirmant l’exécution : le 3 avril 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu, du format et du libellé de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer une DL₅₀ (voie orale, rat) de 1 320 mg/kg pour l’ingrédient dangereux confidentiel « amine méthyl 1 ».

2. Divulguer la limite d’exposition AIHA WEEL–TWA de 250 ppm pour l’ingrédient dangereux « diméthylsulfoxyde ».

Numéro d’enregistrement 8662

Date de l’avis confirmant l’exécution : le 10 mars 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu et du libellé de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer qu’il a été établi que l’ingestion d’un ingrédient du produit contrôlé provoque des effets touchant le système nerveux central (SNC) chez des humains.

2. Divulguer une DL₅₀ (voie orale, rat) de > 1 000 mg/kg pour les ingrédients dangereux confidentiels « sel d’acide sulfonique organique » et « alcool oxyalkylé A ».

3. In relation to the first aid information shown on the MSDS for ingestion, disclose a statement to the effect that trained personnel should immediately administer artificial respiration or cardiopulmonary resuscitation if breathing has stopped or the heart has stopped.

4. Add oxides of sulphur and hydrogen chloride to the list of hazardous combustion products.

Registry Number 8672

Date of notice confirming acceptance: March 11, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content and wording of the MSDS.

Registry Number 8673

Date of notice confirming acceptance: March 11, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose an LD₅₀ (oral, female rat) value of 272 mg/kg for the hazardous ingredient “*N,N*-Dimethylcyclohexylamine”.

2. If the WHMIS classifications are stated on the MSDS, disclose that the controlled product is also in class D1A.

Registry Number 8676

Date of notice confirming acceptance: February 19, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. In relation to the first aid information shown on the MSDS for eye and skin contact, disclose an approximate flush time of 30 minutes.

2. In relation to the first aid information shown on the MSDS for ingestion, disclose advice such as the following: should vomiting occur naturally, have casualty lean forward in order to reduce the risk of aspiration and never give anything by mouth.

3. Disclose an LD₅₀ (oral, rat) value for one of the confidential hazardous ingredients, in an acceptable manner.

Registry Number 8687

Date of notice confirming acceptance: April 2, 2014

The claimant had been advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose the presence of an additional confidential hazardous ingredient in the controlled product, in an acceptable manner.

2. Disclose an LD₅₀ (oral, female rat) value and an LD₅₀ (dermal, female rabbit) value for the confidential hazardous ingredient “glycol ether”, in an acceptable manner.

3. In relation to the first aid information shown on the MSDS for ingestion, disclose a statement to the effect that medical attention must be obtained immediately.

4. If the WHMIS classifications are stated on the MSDS, disclose that the controlled product is also in class B3.

3. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour l’ingestion, divulguer un énoncé précisant que le personnel qualifié devrait immédiatement pratiquer la respiration artificielle ou la réanimation cardiorespiratoire si la personne a cessé de respirer ou si son cœur ne bat plus.

4. Ajouter les oxydes de soufre et le chlorure d’hydrogène à la liste des produits de combustion dangereux.

Numéro d’enregistrement 8672

Date de l’avis confirmant l’exécution : le 11 mars 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu et du libellé de la FS.

Numéro d’enregistrement 8673

Date de l’avis confirmant l’exécution : le 11 mars 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer une DL₅₀ (voie orale, rat femelle) de 272 mg/kg pour l’ingrédient dangereux « *N,N*-diméthylcyclohexylamine ».

2. Si les classifications du SIMDUT sont précisées sur la FS, divulguer que le produit contrôlé appartient aussi à la classe D1A.

Numéro d’enregistrement 8676

Date de l’avis confirmant l’exécution : le 19 février 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour le contact oculaire et le contact cutané, divulguer qu’il faut laver les yeux et la peau environ 30 minutes.

2. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour l’ingestion, ajouter qu’en cas de vomissement spontané, il faut faire pencher en avant la personne exposée pour réduire les risques d’aspiration des vomissures et ne jamais rien donner par la bouche.

3. Divulguer de manière acceptable une DL₅₀ (voie orale, rat) pour l’un des ingrédients dangereux confidentiels.

Numéro d’enregistrement 8687

Date de l’avis confirmant l’exécution : le 2 avril 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer d’une manière acceptable la présence d’un autre ingrédient dangereux confidentiel du produit contrôlé.

2. Divulguer de manière acceptable une DL₅₀ (voie orale, rat femelle) et une DL₅₀ (voie cutanée, lapin femelle) pour l’ingrédient dangereux « éther de glycol ».

3. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour l’ingestion, divulguer un énoncé précisant qu’il faut consulter immédiatement un médecin.

4. Si les classifications du SIMDUT sont précisées sur la FS, divulguer que le produit contrôlé appartient aussi à la classe B3.

Registry Number 8688

Date of notice confirming acceptance: May 2, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose the presence of an additional confidential hazardous ingredient in the controlled product, in an acceptable manner.
2. Disclose the percent concentration for the confidential hazardous ingredients "methylene phenylene isocyanate" and "diisocyanate polymer" in the controlled product, in an acceptable manner.

Registry Number 8689

Date of notice confirming acceptance: May 2, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content and wording of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose the percent concentration for the hazardous ingredient "piperazine" in the controlled product, in an acceptable manner.

Registry Number 8694

Date of notice confirming acceptance: March 31, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. In relation to the first aid information shown on the MSDS for eye and skin contact, disclose an approximate flush time of 60 minutes.
2. In relation to the first aid information shown on the MSDS for ingestion, disclose advice such as the following: if vomiting should occur naturally have the casualty lie on their side, in the recovery position.
3. Disclose an LD₅₀ (oral, rat) value of 1 145 mg/kg for the controlled product.

Registry Number 8726

Date of notice confirming acceptance: February 25, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose that the controlled product may cause eye and skin corrosion.
2. In relation to the first aid information shown on the MSDS for eye and skin contact, disclose an approximate flush time of 30 minutes.
3. In relation to the first aid information shown on the MSDS for ingestion, disclose advice such as the following: should vomiting occur naturally, have casualty lean forward in order to reduce the risk of aspiration; if the casualty is rapidly losing consciousness, convulsing or is unconscious, vomiting should not be induced and fluids should not be offered to drink.
4. If the WHMIS classifications are stated on the MSDS, disclose that the controlled product is also in class E.

Numéro d'enregistrement 8688

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 2 mai 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer d'une manière acceptable la présence d'un autre ingrédient dangereux confidentiel du produit contrôlé.
2. Divulguer d'une manière acceptable la concentration en pourcentage des ingrédients dangereux confidentiels du produit contrôlé « méthylène phénylène isocyanate » et « polymère de diisocyanate ».

Numéro d'enregistrement 8689

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 2 mai 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu et du libellé de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer d'une manière acceptable la concentration en pourcentage pour l'ingrédient dangereux du produit contrôlé « pipérazine ».

Numéro d'enregistrement 8694

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 31 mars 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour le contact oculaire et le contact cutané, divulguer qu'il faut laver les yeux et la peau environ 60 minutes.
2. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour l'ingestion, ajouter qu'en cas de vomissement spontané, il faut mettre la personne exposée sur le côté, en position de récupération.
3. Divulguer une DL₅₀ (voie orale, rat) de 1 145 mg/kg pour le produit contrôlé.

Numéro d'enregistrement 8726

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 25 février 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer qu'il a été établi que le produit contrôlé peut être corrosif pour les yeux et la peau.
2. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour le contact oculaire et le contact cutané, divulguer qu'il faut laver les yeux et la peau environ 30 minutes.
3. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour l'ingestion, ajouter qu'en cas de vomissement spontané, il faut faire pencher en avant la personne exposée pour réduire les risques d'aspiration des vomissements; si la personne exposée perd rapidement conscience, a des convulsions ou est inconsciente, il ne faut pas la faire vomir ou lui faire boire de liquides.
4. Si les classifications du SIMDUT sont précisées sur la FS, divulguer que le produit contrôlé appartient aussi à la classe E.

Registry Number 8728

Date of notice confirming acceptance: January 20, 2014

The claimant had been advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose that an ingredient in the controlled product has been shown to cause teratogenic effects in the absence of maternal toxicity in laboratory animals.

Registry Number 8729

Date of notice confirming acceptance: January 6, 2014

The claimant had been advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose ingestion as a route of entry.
2. Disclose that an ingredient in the controlled product has been shown to cause eye corrosion.
3. In relation to the first aid information shown on the MSDS for eye contact, disclose an approximate flush time of 30 minutes.
4. Add hydrogen chloride to the list of hazardous combustion products.

Registry Number 8733

Date of notice confirming acceptance: February 26, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content and wording of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose an ACGIH TLV–TWA Exposure Limit of 1 mg/m³ and an ACGIH TLV–STEL Exposure Limit of 3 mg/m³ for the confidential hazardous ingredient “acid D”.
2. Disclose an ACGIH TLV–C Exposure Limit of 2 ppm for the confidential hazardous ingredient “acid E”.
3. In relation to the first aid information shown on the MSDS for skin contact, disclose an approximate flush time of 30 minutes or until the chemical is removed and that medical attention must be obtained immediately.
4. In relation to the first aid information shown on the MSDS for eye contact, disclose an approximate flush time of 30 minutes.
5. Add oxides of carbon, oxides of sulphur and hydrogen chloride to the list of hazardous decomposition products.
6. Disclose an LD₅₀ (oral, mouse) value of 5 400 mg/kg for the confidential hazardous ingredient “acid B”.
7. Disclose an LD₅₀ (oral, rat) value of 1 938 mg/kg and an LC₅₀ (aerosol, male rat, 4 hours) value of 3.6 mg/L for the confidential hazardous ingredient “acid C”.
8. Disclose an LD₅₀ (oral, rat) value of 4 400 mg/kg for the confidential hazardous ingredient “acid D”.
9. Disclose an LD₅₀ (oral, female rat) value of 238–277 mg/kg, an LC₅₀ (aerosol, rat, 4 hours) value of 8.3 mg/L or 1 040 mg/m³, and an LC₅₀ (aerosol, mouse, 4 hours) value of 3.2 mg/L or 400 mg/m³ for the confidential hazardous ingredient “acid E”.
10. Disclose that exposure to an ingredient in the controlled product has been shown to cause developmental toxicity in the presence of maternal toxicity in laboratory animals.

Numéro d'enregistrement 8728

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 20 janvier 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer qu'il a été établi qu'un ingrédient du produit contrôlé provoque des effets tératogènes en l'absence d'une toxicité maternelle chez des animaux de laboratoire.

Numéro d'enregistrement 8729

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 6 janvier 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Ajouter l'ingestion comme voie d'exposition.
2. Divulguer qu'il a été établi qu'un ingrédient du produit contrôlé peut être corrosif pour les yeux.
3. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour le contact oculaire, divulguer qu'il faut laver les yeux environ 30 minutes.
4. Ajouter le chlorure d'hydrogène à la liste des produits de combustion dangereux.

Numéro d'enregistrement 8733

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 26 février 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu et du libellé de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer une limite d'exposition ACGIH TLV–TWA de 1 mg/m³ et une limite d'exposition ACGIH TLV–STEL de 3 mg/m³ pour l'ingrédient dangereux confidentiel « acide D ».
2. Divulguer une limite d'exposition ACGIH TLV–C de 2 ppm pour l'ingrédient dangereux confidentiel « acide E ».
3. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour le contact cutané, divulguer qu'il faut laver les yeux environ 30 minutes ou jusqu'à ce qu'il ne reste plus de produit chimique et qu'il faut consulter immédiatement un médecin.
4. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour le contact oculaire, divulguer qu'il faut laver les yeux environ 30 minutes.
5. Ajouter les oxydes de carbone, oxydes de soufre et le chlorure d'hydrogène à la liste des produits de décomposition dangereux.
6. Divulguer une DL₅₀ (voie orale, souris) de 5 400 mg/kg pour l'ingrédient dangereux confidentiel « acide B ».
7. Divulguer une DL₅₀ (voie orale, rat) de 1 938 mg/kg et une CL₅₀ (aérosol, rat mâle, 4 heures) de 3,6 mg/L pour l'ingrédient dangereux confidentiel « acide C ».
8. Divulguer une DL₅₀ (voie orale, rat) de 4 400 mg/kg pour l'ingrédient dangereux confidentiel « acide D ».
9. Divulguer une DL₅₀ (voie orale, rat femelle) de 238–277 mg/kg, une CL₅₀ (aérosol, rat, 4 heures) de 8,3 mg/L ou 1 040 mg/m³ et une CL₅₀ (aérosol, souris, 4 heures) de 3,2 mg/L ou 400 mg/m³ pour l'ingrédient dangereux confidentiel « acide E ».
10. Divulguer qu'il a été établi que l'exposition à un ingrédient, du produit contrôlé, provoque des effets toxiques sur le développement en présence d'une toxicité maternelle chez des animaux de laboratoire.

Registry Number 8737

Date of notice confirming acceptance: April 22, 2014

The claimant had been advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose that an ingredient in the controlled product has been shown to cause eye corrosion in laboratory animals.
2. Disclose ingestion as a route of entry.
3. In relation to the first aid information shown on the MSDS for eye contact, disclose an approximate flush time of 30 minutes.
4. In relation to the first aid information shown on the MSDS for ingestion, disclose a statement to the effect that trained personnel should immediately administer artificial respiration or cardio-pulmonary resuscitation if breathing has stopped or the heart has stopped.
5. Add hydrogen chloride to the list of hazardous combustion products.
6. Disclose an ACGIH TVL-TWA Exposure Limit of 200 mg/m³, with a skin notation, for the hazardous ingredient "kerosene".
7. Disclose an LD₅₀ (oral, rat) value of 239 mg/kg for the hazardous ingredient "pyridinium, 1-(phenylmethyl)-, alkyl derivs., chlorides".

Registry Number 8738

Date of notice confirming acceptance: April 24, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content and wording of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose that the hazardous ingredients "fatty amidoamine" and "proprietary fatty acid" in the controlled product have been shown to cause skin sensitization in laboratory animals.
2. Disclose the presence of four additional confidential hazardous ingredients in the controlled product together with their chemical identity and percent concentration, in an acceptable manner.
3. Disclose an LD₅₀ (oral, rat) and (dermal, rabbit) value for the hazardous ingredient "glycol monoalkyl ether", in an acceptable manner.

Registry Numbers 8739, 8740, 8741 and 8745

Date of notice confirming acceptance: April 24, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content and wording of the MSDS.

Registry Number 8743

Date of notice confirming acceptance: March 28, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the format of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose that ingestion of an ingredient in the controlled product has been shown to cause renal failure in humans.
2. Disclose an LD₅₀ (oral, rat) value of >500 mg/kg for the confidential hazardous ingredients "quaternary ammonium compound 1" and "quaternary ammonium compound 2".

Numéro d'enregistrement 8737

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 22 avril 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer qu'il a été établi qu'un ingrédient du produit contrôlé peut être corrosif pour les yeux chez les animaux de laboratoire.
2. Ajouter l'ingestion comme voie d'exposition.
3. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour le contact oculaire, divulguer qu'il faut laver les yeux environ 30 minutes.
4. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour l'ingestion, divulguer un énoncé précisant que le personnel qualifié devrait immédiatement pratiquer la respiration artificielle ou la réanimation cardiorespiratoire si la personne a cessé de respirer ou si son cœur ne bat plus.
5. Ajouter le chlorure d'hydrogène à la liste des produits de combustion dangereux.
6. Divulguer la limite d'exposition ACGIH TVL-TWA de 200 mg/m³ en incluant la mention « peau » pour l'ingrédient dangereux « kérosène ».
7. Divulguer une DL₅₀ (voie orale, rat) de 239 mg/kg pour l'ingrédient dangereux « chlorures de 1-(phenylmethyl)-, dérivés alkyles, pyridinium ».

Numéro d'enregistrement 8738

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 24 avril 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu et du libellé de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer qu'il a été établi que les ingrédients dangereux « gras amidoamine » et « acide gras exclusif » du produit contrôlé provoquent une sensibilisation cutanée chez les animaux de laboratoire.
2. Divulguer d'une manière acceptable la présence de quatre autres ingrédients dangereux confidentiels du produit contrôlé ainsi que leur identité chimique et leur concentration en pourcentage.
3. Divulguer d'une manière acceptable une DL₅₀ (voie orale, rat) et (voie cutanée, lapin) pour l'ingrédient dangereux « glycol monoalkyle éther ».

Numéros d'enregistrement 8739, 8740, 8741 et 8745

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 24 avril 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu et du libellé de la FS.

Numéro d'enregistrement 8743

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 28 mars 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du format de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer qu'il a été établi que l'ingestion d'un ingrédient du produit contrôlé provoque des effets rénaux chez des humains.
2. Divulguer une DL₅₀ (voie orale, rat) de > 500 mg/kg pour les ingrédients dangereux confidentiels « composé d'ammonium quaternaire 1 » et « composé d'ammonium quaternaire 2 ».

Registry Number 8749

Date of notice confirming acceptance: February 19, 2014

The claimant had been advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose ingestion as a route of entry.
2. Disclose that an ingredient in the controlled product has been shown to cause mutagenic effects in bacteria, *in vitro*.

Registry Number 8751

Date of notice confirming acceptance: February 24, 2014

The claimant had been advised to amend the MSDS as indicated below.

1. In relation to the first aid information shown on the MSDS for skin contact, disclose an approximate flush time of 30 minutes and that medical attention must be obtained immediately.
2. In relation to the first aid information shown on the MSDS for ingestion, disclose advice such as the following: should vomiting occur naturally, have casualty lean forward in order to reduce the risk of aspiration and obtain medical attention immediately.
3. Add oxides of nitrogen to the list of hazardous combustion products.
4. Disclose an LD₅₀ (dermal, rabbit) value for the confidential hazardous ingredient "*N*-aminoethylpiperazine", in an acceptable manner.

Registry Number 8761

Date of notice confirming acceptance: April 23, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content, format and wording of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose the percent concentration for the hazardous ingredients "aluminum oxide", "phosphorus pentoxide", "nickel oxide" and "glycol derivative" in the controlled product, in an acceptable manner.
2. Disclose an ACGIH TLV-TWA Exposure Limit of 0.5 mg/m³ (respirable) for the hazardous ingredient "molybdenum oxide" and that the hazardous ingredient "molybdenum oxide" has been classified as a suspected human carcinogen (A3) by the American Conference of Governmental Industrial Hygienists (ACGIH).
3. Disclose an LD₅₀ (oral, rat) value for the confidential hazardous ingredient "glycol derivative", in an acceptable manner.
4. Disclose that an ingredient in the controlled product is an eye irritant in laboratory animals.
5. Disclose that acute ingestion of an ingredient in the controlled product has been shown to cause central nervous system (CNS) effects in laboratory animals.
6. Disclose that chronic inhalation of an ingredient in the controlled product has been shown to cause alveolar/bronchiolar adenoma or carcinoma in laboratory animals.
7. If the WHMIS classifications are stated on the MSDS, disclose that the controlled product is also in class D2B.

Numéro d'enregistrement 8749

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 19 février 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Ajouter l'ingestion comme voie d'exposition.
2. Divulguer qu'il a été établi qu'un ingrédient du produit contrôlé provoque des effets mutagènes dans les bactéries, *in vitro*.

Numéro d'enregistrement 8751

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 24 février 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour le contact cutané, divulguer qu'il faut laver la peau environ 30 minutes et qu'il faut consulter immédiatement un médecin.
2. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour l'ingestion, ajouter qu'en cas de vomissement spontané, il faut faire pencher en avant la personne exposée pour réduire les risques d'aspiration des vomissements et qu'il faut consulter immédiatement un médecin.
3. Ajouter les oxydes d'azote à la liste des produits de combustion dangereux.
4. Divulguer d'une manière acceptable une DL₅₀ (voie cutanée, lapin) pour l'ingrédient dangereux confidentiel « *N*-aminoéthylpiperazine ».

Numéro d'enregistrement 8761

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 23 avril 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu, du format et du libellé de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer d'une manière acceptable la concentration en pourcentage des ingrédients dangereux « oxyde d'aluminium », « pentoxyde de phosphore », « oxyde de nickel » et « dérivé de glycol » du produit contrôlé.
2. Divulguer une limite d'exposition ACGIH TLV-TWA de 0,5 mg/m³ (respirable) pour l'ingrédient dangereux « oxyde de molybdène » et que l'ingrédient dangereux « oxyde de molybdène » a été classé par l'American Conference of Governmental Industrial Hygienists (ACGIH) comme étant un cancérigène présumé chez l'humain (A3).
3. Divulguer d'une manière acceptable une DL₅₀ (voie orale, rat) pour l'ingrédient dangereux confidentiel « dérivé de glycol ».
4. Divulguer qu'un ingrédient du produit contrôlé est un irritant oculaire chez des animaux de laboratoire.
5. Divulguer qu'il a été établi que l'exposition aiguë par ingestion d'un ingrédient du produit contrôlé provoque des effets touchant le système nerveux central (SNC) chez des animaux de laboratoire.
6. Divulguer qu'il a été établi que l'inhalation chronique d'un ingrédient du produit contrôlé provoque des adénomes alvéolaires/bronchiolaires ou des carcinomes chez des animaux de laboratoire.
7. Si les classifications du SIMDUT sont précisées sur la FS, divulguer que le produit contrôlé appartient aussi à la classe D2B.

Registry Number 8762

Date of notice confirming acceptance: April 23, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content, format and wording of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose the percent concentration for the hazardous ingredients "aluminum oxide", "molybdenum oxide", "phosphorus pentoxide" and "glycol derivative" in the controlled product, in an acceptable manner.

2. Disclose that the hazardous ingredient "cobalt oxide" has been classified as a suspected human carcinogen (A3) by the American Conference of Governmental Industrial Hygienists (ACGIH).

3. Disclose an ACGIH TLV-TWA Exposure Limit of 0.5 mg/m³ (respirable) for the hazardous ingredient "molybdenum oxide" and that the hazardous ingredient "molybdenum oxide" has been classified as a suspected human carcinogen (A3) by the American Conference of Governmental Industrial Hygienists (ACGIH).

4. Disclose an LD₅₀ (oral, rat) value for the confidential hazardous ingredient "glycol derivative", in an acceptable manner.

5. Disclose an LD₅₀ (oral, rat) value of 202 mg/kg and an LC₅₀ (rat, 4 hours) value of 0.06 mg/L for the hazardous ingredient "cobalt oxide".

6. Disclose that an ingredient in the controlled product is an eye irritant in laboratory animals.

7. Disclose that chronic inhalation of an ingredient in the controlled product has been shown to cause alveolar/bronchiolar adenoma or carcinoma in laboratory animals.

8. If the WHMIS classifications are stated on the MSDS, disclose that the controlled product is also in classes D2B and D1A.

Registry Number 8764

Date of notice confirming acceptance: April 23, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content, format and wording of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose the percent concentration for the hazardous ingredients "aluminum oxide", "phosphorus pentoxide", "glycol derivative" and "substituted lactam" in the controlled product, in an acceptable manner.

2. Disclose that the hazardous ingredient "cobalt oxide" has been classified as a suspected human carcinogen (A3) by the American Conference of Governmental Industrial Hygienists (ACGIH).

3. Disclose an ACGIH TLV-TWA Exposure Limit of 0.5 mg/m³ (respirable) for the hazardous ingredient "molybdenum oxide" and that the hazardous ingredient "molybdenum oxide" has been classified as a suspected human carcinogen (A3) by the American Conference of Governmental Industrial Hygienists (ACGIH).

4. Disclose an LD₅₀ (oral, rat) value of 202 mg/kg and an LC₅₀ (rat, 4 hours) value of 0.06 mg/L for the hazardous ingredient "cobalt oxide".

5. Disclose an LD₅₀ (oral, rat) value for the confidential hazardous ingredient "glycol derivative", in an acceptable manner.

6. Disclose that an ingredient in the controlled product is an eye irritant in rabbits.

Numéro d'enregistrement 8762

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 23 avril 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu, du format et du libellé de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer d'une manière acceptable la concentration en pourcentage des ingrédients dangereux « oxyde d'aluminium », « oxyde de molybdène », « pentoxyde de phosphore » et « dérivé de glycol » du produit contrôlé.

2. Divulguer que l'ingrédient dangereux « oxyde de cobalt » a été classé par l'American Conference of Governmental Industrial Hygienists (ACGIH) comme étant un cancérigène présumé chez l'humain (A3).

3. Divulguer une limite d'exposition ACGIH TLV-TWA de 0,5 mg/m³ (respirable) pour l'ingrédient dangereux « oxyde de molybdène » et que l'ingrédient dangereux « oxyde de molybdène » a été classé par l'American Conference of Governmental Industrial Hygienists (ACGIH) comme étant un cancérigène présumé chez l'humain (A3).

4. Divulguer d'une manière acceptable une DL₅₀ (voie orale, rat) pour l'ingrédient dangereux confidentiel « dérivé de glycol ».

5. Divulguer une DL₅₀ (voie orale, rat) de 202 mg/kg et une CL₅₀ (rat, 4 heures) de 0,06 mg/L pour l'ingrédient dangereux « oxyde de cobalt ».

6. Divulguer qu'un ingrédient du produit contrôlé est un irritant oculaire chez des animaux de laboratoire.

7. Divulguer qu'il a été établi que l'inhalation chronique d'un ingrédient du produit contrôlé provoque des adénomes alvéolaires/bronchiolaires ou des carcinomes chez des animaux de laboratoire.

8. Si les classifications du SIMDUT sont précisées sur la FS, divulguer que le produit contrôlé appartient aussi aux classes D2B et D1A.

Numéro d'enregistrement 8764

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 23 avril 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu, du format et du libellé de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer d'une manière acceptable la concentration en pourcentage des ingrédients dangereux « oxyde d'aluminium », « pentoxyde de phosphore », « dérivé de glycol » et « lactame substituée » du produit contrôlé.

2. Divulguer que l'ingrédient dangereux « oxyde de cobalt » a été classé par l'American Conference of Governmental Industrial Hygienists (ACGIH) comme étant un cancérigène présumé chez l'humain (A3).

3. Divulguer une limite d'exposition ACGIH TLV-TWA de 0,5 mg/m³ (respirable) pour l'ingrédient dangereux « oxyde de molybdène » et que l'ingrédient dangereux « oxyde de molybdène » a été classé par l'American Conference of Governmental Industrial Hygienists (ACGIH) comme étant un cancérigène présumé chez l'humain (A3).

4. Divulguer une DL₅₀ (voie orale, rat) de 202 mg/kg et une CL₅₀ (rat, 4 heures) de 0,06 mg/L pour l'ingrédient dangereux « oxyde de cobalt ».

5. Divulguer d'une manière acceptable une DL₅₀ (voie orale, rat) pour l'ingrédient dangereux confidentiel « dérivé de glycol ».

6. Divulguer qu'un ingrédient du produit contrôlé est un irritant oculaire chez les lapins.

7. Disclose that chronic inhalation of an ingredient in the controlled product has been shown to cause alveolar/bronchiolar adenoma or carcinoma in laboratory animals.

8. Disclose that acute ingestion of an ingredient in the controlled product has been shown to cause central nervous system (CNS) effects in laboratory animals.

9. If the WHMIS classifications are stated on the MSDS, disclose that the controlled product is also in classes D2B and D1A.

Registry Number 8766

Date of notice confirming acceptance: February 19, 2014

The claimant had been advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose ingestion as a route of entry.
2. In relation to the first aid information shown on the MSDS for ingestion, disclose a statement to the effect that trained personnel should immediately administer artificial respiration or cardiopulmonary resuscitation if breathing has stopped or the heart has stopped and should vomiting occur naturally, have casualty lean forward in order to reduce the risk of aspiration.

3. Add hydrogen chloride to the list of hazardous combustion products.

4. Disclose an LD₅₀ (oral, rat) value of 763 mg/kg for the hazardous ingredient "2,2',2''-(hexahydro-1,3,5-triazine-1,3,5-triyl)triethanol".

5. Disclose that an ingredient in the controlled product has been shown to cause mutagenic effects in bacteria, *in vitro*.

Registry Number 8767

Date of notice confirming acceptance: February 19, 2014

The claimant had been advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose ingestion as a route of entry.
2. In relation to the first aid information shown on the MSDS for ingestion, disclose a statement to the effect that trained personnel should immediately administer artificial respiration or cardiopulmonary resuscitation if breathing has stopped or the heart has stopped.

3. Add hydrogen chloride to the list of hazardous combustion products.

4. Disclose an LD₅₀ (oral, rat) value of 763 mg/kg for the hazardous ingredient "2,2',2''-(hexahydro-1,3,5-triazine-1,3,5-triyl)triethanol".

5. Disclose that an ingredient in the controlled product has been shown to cause mutagenic effects in bacteria, *in vitro*.

Registry Number 8777

Date of notice confirming acceptance: February 19, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose an AIHA WEEL-TWA Exposure Limit of 1 ppm, with a skin notation, for the hazardous ingredient "triethylenetetramine".

7. Divulguer qu'il a été établi que l'inhalation chronique d'un ingrédient du produit contrôlé provoque des adénomes alvéolaires/bronchiolaires ou des carcinomes chez des animaux de laboratoire.

8. Divulguer qu'il a été établi que l'exposition aiguë par ingestion d'un ingrédient du produit contrôlé provoque des effets touchant le système nerveux central (SNC) chez des animaux de laboratoire.

9. Si les classifications du SIMDUT sont précisées sur la FS, divulguer que le produit contrôlé appartient aussi aux classes D2B et D1A.

Numéro d'enregistrement 8766

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 19 février 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Ajouter l'ingestion comme voie d'exposition.
2. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour l'ingestion, divulguer un énoncé précisant que le personnel qualifié devrait immédiatement pratiquer la respiration artificielle ou la réanimation cardiorespiratoire si la personne a cessé de respirer ou si son cœur ne bat plus et en cas de vomissement spontané, il faudrait faire pencher en avant la personne exposée pour réduire les risques d'aspiration des vomissements.

3. Ajouter le chlorure d'hydrogène à la liste des produits de combustion dangereux.

4. Divulguer une DL₅₀ (voie orale, rat) de 763 mg/kg pour l'ingrédient dangereux « 2,2',2''-(hexahydro-1,3,5-triazine-1,3,5-triyle) triéthanol ».

5. Divulguer qu'il a été établi qu'un ingrédient du produit contrôlé provoque des effets mutagènes dans les bactéries, *in vitro*.

Numéro d'enregistrement 8767

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 19 février 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Ajouter l'ingestion comme voie d'exposition.
2. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour l'ingestion, divulguer un énoncé précisant que le personnel qualifié devrait immédiatement pratiquer la respiration artificielle ou la réanimation cardiorespiratoire si la personne a cessé de respirer ou si son cœur ne bat plus.

3. Ajouter le chlorure d'hydrogène à la liste des produits de combustion dangereux.

4. Divulguer une DL₅₀ (voie orale, rat) de 763 mg/kg pour l'ingrédient dangereux « 2,2',2''-(hexahydro-1,3,5-triazine-1,3,5-triyle) triéthanol ».

5. Divulguer qu'il a été établi qu'un ingrédient du produit contrôlé provoque des effets mutagènes dans les bactéries, *in vitro*.

Numéro d'enregistrement 8777

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 19 février 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer la limite d'exposition AIHA WEEL-TWA de 1 ppm, en incluant la mention « peau », pour l'ingrédient dangereux « triéthylènetétramine ».

Registry Number 8794

Date of notice confirming acceptance: February 19, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the wording of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose ingestion as a route of entry.
2. Add hydrogen chloride to the list of hazardous combustion products.
3. Disclose an LD₅₀ (oral, rat) value of 1 220 mg/kg for the hazardous ingredient "ammonium chloride".
4. Disclose that an ingredient in the controlled product has been shown to cause mutagenic effects in mouse lymphoma assay.

Registry Number 8795

Date of notice confirming acceptance: March 31, 2014

The claimant had been advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose an LD₅₀ (dermal, rabbit) value of 13.30 mL/kg for the hazardous ingredient "polyol".
2. In relation to the first aid information shown on the MSDS for ingestion, remove the statement to give three to four glasses of milk or water to drink.
3. Disclose an ACGIH TLV-TWA Exposure Limit of 10 ppm for the hazardous ingredient "diethylene glycol monobutyl ether".
4. Disclose that hazardous ingredients in the controlled product have been shown to cause teratogenic effects in laboratory animals.

Registry Number 8804

Date of notice confirming acceptance: April 3, 2014

The claimant had been advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose the LD₅₀ (oral, rat) values for all hazardous ingredients in the controlled product, in an acceptable manner.

Registry Number 8818

Date of notice confirming acceptance: April 22, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content and wording of the MSDS.

Registry Number 8824

Date of notice confirming acceptance: March 11, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the wording of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose that acute dermal exposure to ingredients in the controlled product has been shown to cause central nervous system (CNS) effects in laboratory animals.
2. In relation to the first aid information shown on the MSDS for skin contact, disclose an approximate flush time of 20 minutes or until the chemical is removed.
3. Add oxides of carbon to the list of hazardous combustion products.

Numéro d'enregistrement 8794

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 19 février 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du libellé de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Ajouter l'ingestion comme voie d'exposition.
2. Ajouter le chlorure d'hydrogène à la liste des produits de combustion dangereux.
3. Divulguer une DL₅₀ (voie orale, rat) de 1 220 mg/kg pour l'ingrédient dangereux « chlorure d'ammonium ».
4. Divulguer qu'il a été établi qu'un ingrédient du produit contrôlé provoque des effets mutagènes lors des tests de lymphome de souris.

Numéro d'enregistrement 8795

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 31 mars 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer une DL₅₀ (voie cutanée, lapin) de 13,30 mL/kg pour l'ingrédient dangereux « polyol ».
2. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour l'ingestion, supprimer l'énoncé précisant qu'il faut faire boire trois à quatre verres de lait ou d'eau.
3. Divulguer une limite d'exposition ACGIH TLV-TWA de 10 ppm pour l'ingrédient dangereux « éther de diéthylèneglycol et de monobutyle ».
4. Divulguer qu'il a été établi que des ingrédients dangereux du produit contrôlé provoquent des effets tératogènes chez des animaux de laboratoire.

Numéro d'enregistrement 8804

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 3 avril 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer d'une manière acceptable les valeurs DL₅₀ (voie orale, rat) pour tous les ingrédients dangereux du produit contrôlé.

Numéro d'enregistrement 8818

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 22 avril 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu et du libellé de la FS.

Numéro d'enregistrement 8824

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 11 mars 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du libellé de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer qu'il a été établi que l'exposition cutanée aiguë à des ingrédients du produit contrôlé provoque des effets touchant le système nerveux central (SNC) chez des animaux de laboratoire.
2. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour le contact cutané, divulguer qu'il faut laver la peau environ 20 minutes ou jusqu'à ce qu'il ne reste plus de produit chimique.
3. Ajouter les oxydes de carbone à la liste des produits de combustion dangereux.

4. Disclose an LD₅₀ (oral, female rat) value of 720 mg/kg and an LD₅₀ (dermal, rabbit) value of 2 330 mg/kg for the hazardous ingredient "1-hexanol".

5. Disclose an LD₅₀ (oral, female rat) value of 7 050 mg/kg for the hazardous ingredient "solvent, naphtha, petroleum, heavy arom".

Registry Number 8826

Date of notice confirming acceptance: March 3, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose that acute inhalation of an ingredient in the controlled product has been shown to cause central nervous system (CNS) effects, lung effects and respiratory effects in laboratory animals.

2. Disclose that acute ingestion of an ingredient in the controlled product has been shown to cause central nervous system (CNS) effects in laboratory animals.

3. Disclose that oral and inhalation exposure to an ingredient in the controlled product has been shown to cause teratogenic/embryotoxic effects in the presence of maternal toxicity in laboratory animals.

4. In relation to the first aid information shown on the MSDS for ingestion, disclose a statement to the effect that trained personnel should immediately administer artificial respiration or cardiopulmonary resuscitation if breathing has stopped or the heart has stopped.

5. Disclose a statement to the effect that metal containers should be grounded during the transfer of large quantities of the controlled product; that the product should be stored away from ignition sources and heat; and that if ventilation is inadequate, vapours can spread from open containers of the product and may flash back, causing a fire if they contact an ignition source.

6. Disclose a statement to the effect that the product should be stored in a cool location away from any ignition sources.

7. Disclose an ACGIH TLV–TWA Exposure Limit of 10 ppm for the confidential hazardous ingredient "organic acid".

8. Add oxides of sulphur to the list of hazardous combustion products.

9. Disclose a lower LD₅₀ (dermal, rabbit) value of 6.28 g/kg for the hazardous ingredient "2-propanol".

10. Disclose an LD₅₀ (oral, rat) value of >500 mg/kg and an LC₅₀ (vapeur, mouse, 4 hours) value of >2 500 ppm for the confidential hazardous ingredient "organic acid".

Registry Number 8827

Date of notice confirming acceptance: March 3, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose that inhalation of an ingredient in the controlled product has been shown to cause central nervous system (CNS) and lung effects in laboratory animals.

2. Disclose that ingestion of an ingredient in the controlled product has been shown to cause central nervous system (CNS) effects in humans.

4. Divulguer une DL₅₀ (voie orale, rat femelle) de 720 mg/kg et une DL₅₀ (voie cutanée, lapin) de 2 330 mg/kg pour l'ingrédient dangereux « 1-hexanol ».

5. Divulguer une DL₅₀ (voie orale, rat femelle) de 7 050 mg/kg pour l'ingrédient dangereux « solvant, naphtha, pétrole, aromatique lourd ».

Numéro d'enregistrement 8826

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 3 mars 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer qu'il a été établi que l'inhalation aiguë d'un ingrédient du produit contrôlé provoque des effets touchant le système nerveux central (SNC), des effets pulmonaires et des effets respiratoires chez des animaux de laboratoire.

2. Divulguer qu'il a été établi que l'ingestion aiguë d'un ingrédient du produit contrôlé provoque des effets touchant le système nerveux central (SNC) chez des animaux de laboratoire.

3. Divulguer qu'il a été établi que l'exposition par voie orale et par l'inhalation d'un ingrédient du produit contrôlé provoque des effets tératogènes/embryotoxiques en présence d'une toxicité maternelle chez des animaux de laboratoire.

4. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour l'ingestion, divulguer un énoncé précisant que le personnel qualifié devrait immédiatement pratiquer la respiration artificielle ou la réanimation cardiorespiratoire si la personne a cessé de respirer ou si son cœur ne bat plus.

5. Divulguer un énoncé précisant que les contenants métalliques doivent être mis à la terre lors du transfert de grandes quantités du produit contrôlé, que le produit doit être stocké à l'écart des sources d'inflammation et de chaleur et que si la ventilation est insuffisante, des vapeurs du produit peuvent se dégager d'un contenant ouvert, entrer en contact avec une source d'inflammation et, par un retour de flamme, causer un incendie.

6. Divulguer un énoncé précisant que le produit doit être stocké dans un endroit bien frais à l'écart des sources d'inflammation.

7. Divulguer une limite d'exposition ACGIH TLV–TWA de 10 ppm pour l'ingrédient dangereux confidentiel « acide organique ».

8. Ajouter les oxydes de soufre à la liste des produits de combustion dangereux.

9. Divulguer une DL₅₀ inférieure (voie cutanée, lapin) de 6,28 g/kg pour l'ingrédient dangereux « 2-propanol ».

10. Divulguer une DL₅₀ (voie orale, rat) de > 500 mg/kg et une CL₅₀ (vapeur, souris, 4 heures) de > 2 500 ppm pour l'ingrédient dangereux confidentiel « acide organique ».

Numéro d'enregistrement 8827

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 3 mars 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer qu'il a été établi que l'inhalation d'un ingrédient du produit contrôlé provoque des effets touchant le système nerveux central (SNC) et des effets pulmonaires chez des animaux de laboratoire.

2. Divulguer qu'il a été établi que l'ingestion d'un ingrédient du produit contrôlé provoque des effets touchant le système nerveux central (SNC) chez des humains.

3. Disclose that oral and inhalation exposure to an ingredient in the controlled product has been shown to cause teratogenic/embryotoxic effects in the presence of maternal toxicity in laboratory animals.

4. In relation to the first aid information shown on the MSDS for ingestion, disclose a statement to the effect that trained personnel should immediately administer artificial respiration or cardiopulmonary resuscitation if breathing has stopped or the heart has stopped.

5. Disclose a statement to the effect that metal containers should be grounded during the transfer of large quantities of the controlled product.

6. Disclose a statement to the effect that the product should be stored in a cool location away from any ignition sources.

7. Add oxides of nitrogen to the list of hazardous combustion products.

8. Disclose a lower LD₅₀ (dermal, rabbit) value of 6.28 g/kg for the hazardous ingredient "2-propanol".

Registry Number 8828

Date of notice confirming acceptance: March 3, 2014

The claimant had been advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose that the confidential hazardous ingredients "modified tall oil fatty acid 1" and "modified tall oil fatty acid 2" in the controlled product have been shown to cause skin sensitization in laboratory animals.

2. In relation to the first aid information shown on the MSDS for ingestion, remove the statement to give two to three glasses of water to drink.

3. Disclose an ACGIH TLV-TWA Exposure Limit of 10 ppm (inhalable fraction and vapour) for the hazardous ingredient "diethylene glycol monobutyl ether".

Registry Number 8829

Date of notice confirming acceptance: April 24, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content and wording of the MSDS.

Registry Number 8830

Date of notice confirming acceptance: April 24, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the wording of the MSDS.

Registry Numbers 8833 and 8834

Date of notice confirming acceptance: April 22, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content and wording of the MSDS.

Registry Number 8835

Date of notice confirming acceptance: March 5, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content and format of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose an LD₅₀ (oral, rat) value for the confidential hazardous ingredient "glycol ether", in an acceptable manner.

2. Disclose an ACGIH TVL-TWA Exposure Limit with a skin notation for the confidential hazardous ingredient "alcohol A".

3. Divulguer qu'il a été établi que l'exposition par voie orale et par l'inhalation d'un ingrédient du produit contrôlé provoque des effets tératogènes/embryotoxiques en présence d'une toxicité maternelle chez des animaux de laboratoire.

4. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour l'ingestion, divulguer un énoncé précisant que le personnel qualifié devrait immédiatement pratiquer la respiration artificielle ou la réanimation cardiorespiratoire si la personne a cessé de respirer ou si son cœur ne bat plus.

5. Divulguer un énoncé précisant que les contenants métalliques doivent être mis à la terre lors du transfert de grandes quantités du produit contrôlé.

6. Divulguer un énoncé précisant que le produit doit être stocké dans un endroit bien frais à l'écart des sources d'inflammation.

7. Ajouter les oxydes d'azote à la liste des produits de combustion dangereux.

8. Divulguer une DL₅₀ inférieure (voie cutanée, lapin) de 6,28 g/kg pour l'ingrédient dangereux « 2-propanol ».

Numéro d'enregistrement 8828

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 3 mars 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer qu'il a été établi que les ingrédients dangereux confidentiels du produit contrôlé « modified tall oil fatty acid 1 » et « modified tall oil fatty acid 2 » provoquent une sensibilisation cutanée chez les animaux de laboratoire.

2. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour l'ingestion, supprimer l'énoncé précisant qu'il faut faire boire deux à trois verres d'eau.

3. Divulguer une limite d'exposition ACGIH TLV-TWA de 10 ppm (fraction inhalable et vapeur) pour l'ingrédient dangereux « éther de diéthylèneglycol et de monobutyle ».

Numéro d'enregistrement 8829

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 24 avril 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu et du libellé de la FS.

Numéro d'enregistrement 8830

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 24 avril 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du libellé de la FS.

Numéros d'enregistrement 8833 et 8834

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 22 avril 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu et du libellé de la FS.

Numéro d'enregistrement 8835

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 5 mars 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu et du format de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer d'une manière acceptable une valeur DL₅₀ (voie orale, rat) pour l'ingrédient dangereux confidentiel « glycol ether ».

2. Divulguer la limite d'exposition ACGIH TVL-TWA en incluant la mention « peau » pour l'ingrédient dangereux confidentiel « alcool A ».

Registry Number 8843

Date of notice confirming acceptance: April 24, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the wording of the MSDS.

Registry Number 8852

Date of notice confirming acceptance: February 26, 2014

The claimant had been advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Add oxides of carbon to the list of hazardous decomposition products.

Registry Number 8875

Date of notice confirming acceptance: April 4, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the wording of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose that inhalation of an ingredient in the controlled product has been shown to cause teratogenic/embryotoxic effects in the presence of maternal toxicity in laboratory animals.

2. In relation to the first aid information shown on the MSDS for ingestion, disclose a statement to the effect that trained personnel should immediately administer artificial respiration or cardiopulmonary resuscitation if breathing has stopped or the heart has stopped.

3. Disclose a statement to the effect that metal containers should be grounded during the transfer of large quantities of the controlled product and that the product should be stored in a well-ventilated, cool, and dry location away from any ignition sources.

4. Disclose an ACGIH TVL–TWA Exposure Limit of 100 ppm for the confidential hazardous ingredient “alkanol”.

5. Add oxides of nitrogen to the list of hazardous combustion products.

6. Disclose an LD₅₀ (oral, rat) value of >500 mg/kg and an LD₅₀ (dermal, rabbit) value of >1 000 mg/kg for the confidential hazardous ingredient “alkanol”.

Registry Number 8909

Date of notice confirming acceptance: April 30, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. In relation to the first aid information shown on the MSDS for ingestion, remove the statement to give 200–300 mL of water to drink.

In the case of the following claims, either the claimant did not supply the screening officer with a signed undertaking or the screening officer was not satisfied that the claimant had taken the measures set out in the undertaking in the manner and within the period specified in it. Pursuant to subsection 17(1) of the *Hazardous Materials Information Review Act*, the screening officer ordered the claimant to comply with the requirements of the relevant legislation within 30 days from the expiry of the appeal period, except that the information in respect of which the claim for exemption was made does not have to be disclosed, and to provide a copy of the amended MSDS to the screening officer within 30 days of expiry of the appeal period.

Numéro d'enregistrement 8843

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 24 avril 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du libellé de la FS.

Numéro d'enregistrement 8852

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 26 février 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Ajouter les oxydes de carbone à la liste des produits de décomposition dangereux.

Numéro d'enregistrement 8875

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 4 avril 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du libellé de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer qu'il a été établi que l'inhalation d'un ingrédient du produit contrôlé provoque des effets tératogènes/embryotoxiques en présence d'une toxicité maternelle chez des animaux de laboratoire.

2. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour l'ingestion, divulguer un énoncé précisant que le personnel qualifié devrait immédiatement pratiquer la respiration artificielle ou la réanimation cardiorespiratoire si la personne a cessé de respirer ou si son cœur ne bat plus.

3. Divulguer un énoncé précisant que les contenants métalliques doivent être mis à la terre lors du transfert de grandes quantités du produit contrôlé et que le produit doit être stocké dans un endroit bien aéré, frais et sec à l'écart des sources d'ignition.

4. Divulguer la limite d'exposition ACGIH TVL–TWA de 100 ppm pour l'ingrédient dangereux confidentiel « alkanol ».

5. Ajouter les oxydes d'azote à la liste des produits de combustion dangereux.

6. Divulguer une DL₅₀ (voie orale, rat) de > 500 mg/kg et une DL₅₀ (voie cutanée, lapin) de > 1 000 mg/kg pour l'ingrédient dangereux confidentiel « alkanol ».

Numéro d'enregistrement 8909

Date de l'avis confirmant l'exécution : le 30 avril 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour l'ingestion, supprimer l'énoncé précisant qu'il faut faire boire 200-300 mL d'eau.

Dans le cas des demandes suivantes, soit que le demandeur n'a pas envoyé d'engagement signé à l'agent de contrôle, soit que l'agent de contrôle n'a pas été convaincu que le demandeur avait respecté l'engagement selon les modalités de forme et de temps qui y étaient précisées. En vertu du paragraphe 17(1) de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, l'agent de contrôle a ordonné au demandeur de se conformer aux dispositions de la législation pertinente dans les 30 jours suivant la fin de la période d'appel — les renseignements visés par la demande de dérogation n'ayant toutefois pas à être divulgués — et de lui fournir une copie de la FS modifiée dans les 30 jours suivant la fin de la période d'appel.

CLAIMS FOR WHICH THE SCREENING OFFICER
ORDERED THE CLAIMANT TO COMPLY WITH THE
APPLICABLE DISCLOSURE REQUIREMENTS

Pursuant to paragraph 18(1)(a) of the *Hazardous Materials Information Review Act*, the Chief Screening Officer of the Workplace Hazardous Materials Directorate hereby gives notice of information that the screening officer ordered to be disclosed on an MSDS or a label reviewed by the screening officer.

Registry Number 8464

Date of order: March 10, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose the presence of two additional hazardous ingredients in the controlled product together with their chemical identities, percent concentration and CAS registry numbers, in an acceptable manner.
2. Add oxides of nitrogen to the list of hazardous decomposition products.
3. Disclose an LD₅₀ (oral, rat) value and an LD₅₀ (dermal, rabbit) value for an additional hazardous ingredient in the controlled product, in an acceptable manner.

Registry Number 8508

Date of order: May 2, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the format and wording of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. In relation to the first aid information shown on the MSDS for eye contact, disclose a statement such as the following: avoid direct contact; wear chemical protective gloves, if necessary; if contact lenses are present, do not delay irrigation or attempt to remove the lenses; if sterile 1% "calcium gluconate" solution is available, limit water flushing to 5 minutes, then use the 1% "calcium gluconate" solution to repeatedly rinse the eye(s); do not use "benzalkonium chloride" solution for eye contact.
2. In relation to the first aid information shown on the MSDS for skin contact, disclose a statement such as the following: avoid direct contact; wear chemical protective clothing, if necessary; limit flushing with water to 5 minutes if a sterile 0.13% "benzalkonium chloride" solution or a sterile 2.5% "calcium gluconate" solution is available. If these treatments are not available, continue flushing until medical attention is available; immediately after thorough washing, either apply soaks of iced 0.13% "benzalkonium chloride" solution (changing every 2–4 minutes) or 2.5% "calcium gluconate" solution gel every 15 minutes and massage continuously until pain subsides and/or redness disappears or until medical attention becomes available.
3. In relation to the first aid information shown on the MSDS for inhalation, disclose a statement to the effect that trained personnel should administer a nebulized solution of 2.5% "calcium gluconate" with oxygen.

DEMANDES POUR LESQUELLES L'AGENT DE CONTRÔLE
A ORDONNÉ AU DEMANDEUR DE SE CONFORMER AUX
EXIGENCES DE DIVULGATION APPLICABLES

En vertu de l'alinéa 18(1)(a) de la *Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses*, l'agente de contrôle en chef de la Direction des matières dangereuses utilisées au travail donne, par les présentes, avis de renseignements que l'agent de contrôle a ordonné de divulguer sur la FS ou l'étiquette qui lui a été soumise.

Numéro d'enregistrement 8464

Date de l'ordre : le 10 mars 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer d'une manière acceptable la présence de deux autres ingrédients dangereux du produit contrôlé ainsi que leurs identités chimiques, leur concentration en pourcentage et leur numéro d'enregistrement CAS.
2. Ajouter les oxydes d'azote à la liste des produits de décomposition dangereux.
3. Divulguer d'une manière acceptable une DL₅₀ (voie orale, rat) et une DL₅₀ (voie cutanée, lapin) pour un autre ingrédient dangereux du produit contrôlé.

Numéro d'enregistrement 8508

Date de l'ordre : le 2 mai 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du format et du libellé de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour le contact oculaire, divulguer un énoncé précisant qu'il faut : éviter le contact direct; porter des gants de protection contre les agents chimiques, si nécessaire; si des lentilles de contact sont portées, ne pas retarder l'irrigation ou tenter de retirer les lentilles; si une solution stérile de 1 % de « gluconate de calcium » est disponible, limiter la durée du rinçage à 5 minutes, puis rincer les yeux à plusieurs reprises avec la solution de 1 % de « gluconate de calcium ». En cas de contact oculaire, ne pas utiliser la solution de « chlorure de benzalkonium ».
2. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour le contact cutané, divulguer un énoncé précisant qu'il faut : éviter le contact direct; porter des vêtements de protection contre les agents chimiques, si nécessaire; si une solution stérile de 0,13 % de « chlorure de benzalkonium » ou une solution stérile de 2,5 % de « gluconate de calcium » est disponible, limiter le rinçage à l'eau à 5 minutes. Si ces traitements ne sont pas disponibles, continuer le rinçage à l'eau jusqu'à ce que des soins médicaux soient disponibles; immédiatement après le lavage complet, appliquer soit une compresse froide (glacée) de solution stérile de 0.13 % de « chlorure de benzalkonium » — à changer toutes les 2 à 4 minutes — soit une solution de 2,5 % de gel de « gluconate de calcium » toutes les 15 minutes, et masser continuellement jusqu'à ce que la douleur s'apaise et/ou jusqu'à ce que la rougeur disparaisse ou jusqu'à ce que des soins médicaux soient disponibles.
3. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour l'inhalation, divulguer un énoncé précisant que le personnel qualifié devrait administrer une solution nébulisée de « gluconate de calcium » à 2,5 % avec de l'oxygène.

4. In relation to the first aid information shown on the MSDS for ingestion, disclose a statement to the effect that medical attention must be obtained immediately.

5. Disclose an ACGIH TLV–TWA Exposure Limit with a skin notation for a hazardous ingredient in the controlled product, in an acceptable manner.

6. Disclose the LD₅₀/LC₅₀ values for the confidential hazardous ingredient “mineral acid # 2”, in an acceptable manner.

Registry Number 8610

Date of order: April 4, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose that an ingredient in the controlled product has been shown to cause neurological effects in humans and central nervous system (CNS) effects in laboratory animals.

2. Disclose that the hazardous ingredient “proprietary fatty acids” in the controlled product has been shown to cause skin sensitization in laboratory animals.

3. Disclose ingestion as a route of entry.

4. In relation to the first aid information shown on the MSDS for ingestion, disclose a statement to the effect that trained personnel should immediately administer artificial respiration or cardiopulmonary resuscitation if breathing has stopped or the heart has stopped.

5. Disclose an AIHA WEEL–TWA Exposure Limit of 10 mg/m³ for the confidential hazardous ingredient “glycol”.

6. If the WHMIS classifications are stated on the MSDS, disclose that the controlled product is also in class D2B.

Registry Number 8611

Date of order: April 4, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content and wording of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose that an ingredient in the controlled product has been shown to cause neurological effects in humans and central nervous system (CNS) effects in laboratory animals.

2. Disclose ingestion as a route of entry.

3. In relation to the first aid information shown on the MSDS for ingestion, disclose a statement to the effect that trained personnel should immediately administer artificial respiration or cardiopulmonary resuscitation if breathing has stopped or the heart has stopped.

4. Disclose an LD₅₀ (oral, rat) value for the confidential hazardous ingredient “proprietary alkoxyated fatty polyamines”, in an acceptable manner.

5. If the WHMIS classifications are stated on the MSDS, disclose that the controlled product is also in class D1B.

Registry Number 8666

Date of order: April 24, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the wording of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

4. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour l’ingestion, divulguer un énoncé précisant qu’il faut consulter immédiatement un médecin.

5. Divulguer de manière acceptable une limite d’exposition ACGIH TLV–TWA avec une note relative à la peau pour un ingrédient dangereux du produit contrôlé.

6. Divulguer de manière acceptable les DL₅₀/CL₅₀ pour l’ingrédient dangereux confidentiel « acide minéral n° 2 ».

Numéro d’enregistrement 8610

Date de l’ordre : le 4 avril 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer qu’il a été établi qu’un ingrédient du produit contrôlé provoque des effets neurologiques chez des humains et des effets touchant le système nerveux central (SNC) chez des animaux de laboratoire.

2. Divulguer qu’il a été établi que l’ingrédient dangereux du produit contrôlé « acides gras propriétaires » provoque une sensibilisation cutanée chez les animaux de laboratoire.

3. Ajouter l’ingestion comme voie d’exposition.

4. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour l’ingestion, divulguer un énoncé précisant que le personnel qualifié devrait immédiatement pratiquer la respiration artificielle ou la réanimation cardiorespiratoire si la personne a cessé de respirer ou si son cœur ne bat plus.

5. Divulguer une limite d’exposition AIHA WEEL–TWA de 10 mg/m³ pour l’ingrédient dangereux confidentiel « glycole ».

6. Si les classifications du SIMDUT sont précisées sur la FS, divulguer que le produit contrôlé appartient aussi à la classe D2B.

Numéro d’enregistrement 8611

Date de l’ordre : le 4 avril 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu et du libellé de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer qu’il a été établi qu’un ingrédient du produit contrôlé provoque des effets neurologiques chez des humains et des effets touchant le système nerveux central (SNC) chez des animaux de laboratoire.

2. Ajouter l’ingestion comme voie d’exposition.

3. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour l’ingestion, divulguer un énoncé précisant que le personnel qualifié devrait immédiatement pratiquer la respiration artificielle ou la réanimation cardiorespiratoire si la personne a cessé de respirer ou si son cœur ne bat plus.

4. Divulguer d’une manière acceptable une valeur DL₅₀ (voie orale, rat) pour l’ingrédient dangereux confidentiel « polyamines grasses alcoxylées propriétaires ».

5. Si les classifications du SIMDUT sont précisées sur la FS, divulguer que le produit contrôlé appartient aussi à la classe D1B.

Numéro d’enregistrement 8666

Date de l’ordre : le 24 avril 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du libellé de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Add oxides of nitrogen and hydrogen chloride to the list of hazardous combustion products.

Registry Number 8681

Date of order: April 16, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content of the MSDS and label. The claimant had been further advised to amend the MSDS and label as indicated below.

1. If the WHMIS classifications are stated on the MSDS, disclose that the controlled product is also in classes D1A, D2B and E.

2. If the WHMIS pictograms are shown on the MSDS and label, disclose the WHMIS E pictogram.

3. In relation to the first aid information shown on the MSDS and label for skin contact, disclose an approximate flush time of 30 minutes.

4. In relation to the first aid information shown on the MSDS and label for ingestion, disclose advice such as the following: should vomiting occur naturally, have the casualty lie on their side, in the recovery position, in order to reduce the risk of aspiration.

5. In relation to the first aid information shown on the MSDS and label for ingestion, disclose a statement to the effect that trained personnel should immediately administer artificial respiration or cardiopulmonary resuscitation if breathing has stopped or the heart has stopped.

6. Disclose the AIHA WEEL-TWA Exposure Limit value of 0.2 ppm with a skin notation for the confidential hazardous ingredient "organic sulphur compound".

7. Add hydrogen chloride to the list of hazardous decomposition products.

8. Disclose an LD₅₀ (oral, mouse) value of 110 mg/kg for the hazardous ingredient "cupric chloride dihydrate".

9. Disclose that chronic oral exposure to an ingredient in the controlled product has been shown to cause liver and spleen effects in laboratory animals.

10. The claimant had also been advised to amend the label to recommend personal protective equipment for safe handling of the product.

Registry Number 8698

Date of order: March 24, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content and wording of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose the percent concentration for the confidential hazardous ingredients "fatty polyamines", "glycol ether 2", "glycol ether 3", and "glycol 2" in the controlled product, in an acceptable manner.

2. In relation to the first aid information shown on the MSDS for ingestion, disclose advice such as the following: should vomiting occur naturally, have the casualty lie on their side, in the recovery position, in order to reduce the risk of aspiration.

1. Ajouter les oxydes d'azote et le chlorure d'hydrogène à la liste des produits de combustion dangereux.

Numéro d'enregistrement 8681

Date de l'ordre : le 16 avril 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu de la FS et l'étiquette. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS et l'étiquette de la façon suivante.

1. Si les classifications du SIMDUT sont précisées sur la FS, divulguer que le produit contrôlé appartient aussi aux classes D1A, D2B et E.

2. Si les pictogrammes du SIMDUT sont précisés sur la FS et l'étiquette, divulguer le pictogramme E du SIMDUT.

3. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS et l'étiquette pour le contact cutané, divulguer qu'il faut laver la peau environ 30 minutes.

4. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS et l'étiquette pour l'ingestion, ajouter qu'en cas de vomissement spontané, il faut mettre la personne exposée sur le côté, en position de récupération, pour réduire les risques d'aspiration des vomissures.

5. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS et l'étiquette pour l'ingestion, divulguer un énoncé précisant que le personnel qualifié devrait immédiatement pratiquer la respiration artificielle ou la réanimation cardiorespiratoire si la personne a cessé de respirer ou si son cœur ne bat plus.

6. Divulguer la limite d'exposition AIHA WEEL-TWA de 0,2 ppm en incluant la mention « peau » pour l'ingrédient dangereux confidentiel « organic sulphur compound ».

7. Ajouter le chlorure d'hydrogène à la liste des produits de décomposition dangereux.

8. Divulguer une DL₅₀ (voie orale, souris) de 110 mg/kg pour l'ingrédient dangereux confidentiel « chlorure dihydraté cuivrique ».

9. Divulguer qu'il a été établi que l'exposition chronique par voie orale à un ingrédient du produit contrôlé provoque des effets touchant le foie et la rate chez des animaux de laboratoire.

10. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier l'étiquette en ajoutant la recommandation d'utiliser l'équipement de protection individuelle pour la manipulation du produit.

Numéro d'enregistrement 8698

Date de l'ordre : le 24 mars 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu et du libellé de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer d'une manière acceptable la concentration en pourcentage des ingrédients dangereux confidentiels « polyamines grasses », « éther glycol 2 », « éther glycol 3 » et « glycol 2 » du produit contrôlé.

2. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour l'ingestion, ajouter qu'en cas de vomissement spontané, il faut mettre la personne exposée sur le côté, en position de récupération, pour réduire les risques d'aspiration des vomissures.

Registry Numbers 8699 and 8700

Date of order: March 14, 2014

The claimant had been advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose that an ingredient in the controlled product has been shown to cause eye corrosion.
2. Disclose an LD₅₀ (oral, rat) value for the confidential hazardous ingredient "fatty amines", in an acceptable manner.

Registry Number 8701

Date of order: April 4, 2014

The claimant had been advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose ingestion as a route of entry.
2. In relation to the first aid information shown on the MSDS for ingestion, disclose advice such as the following: should vomiting occur naturally, have casualty lean forward in order to reduce the risk of aspiration.
3. Disclose an ACGIH TVL–STEL Exposure Limit of 1 000 ppm for the hazardous ingredient "ethanol".
4. Disclose that the hazardous ingredient "ethanol" has been classified as a suspected human carcinogen (A3) by the American Conference of Governmental Industrial Hygienists (ACGIH).

Registry Number 8706

Date of order: March 24, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose the percent concentration for the confidential hazardous ingredient "proprietary fatty amines" in the controlled product, in an acceptable manner.

Registry Number 8708

Date of order: March 14, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose that an ingredient in the controlled product has been shown to cause eye corrosion.
2. Disclose an LC₅₀ (aerosol, male rat, 4 hours) value for the confidential hazardous ingredient "proprietary acid", in an acceptable manner.

Registry Number 8710

Date of order: March 10, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose skin contact as a route of entry.
2. In relation to the first aid information shown on the MSDS for skin contact, disclose an approximate flush time of 15–20 minutes or until the chemical is removed and a statement to the effect that contaminated clothing, shoes and leather goods should be removed.

Numéros d'enregistrement 8699 and 8700

Date de l'ordre : le 14 mars 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer qu'il a été établi qu'un ingrédient du produit contrôlé peut être corrosif pour les yeux.
2. Divulguer d'une manière acceptable une valeur DL₅₀ (voie orale, rat) pour l'ingrédient dangereux confidentiel « amines grasses ».

Numéro d'enregistrement 8701

Date de l'ordre : le 4 avril 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Ajouter l'ingestion comme voie d'exposition.
2. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour l'ingestion, ajouter qu'en cas de vomissement spontané, il faut faire pencher en avant la personne exposée pour réduire les risques d'aspiration des vomissures.
3. Divulguer une limite d'exposition ACGIH TVL–STEL de 1 000 ppm pour l'ingrédient dangereux « ethanol ».
4. Divulguer que l'ingrédient dangereux « ethanol » a été classé par l'American Conference of Governmental Industrial Hygienists (ACGIH) comme étant un cancérigène présumé chez l'humain (A3).

Numéro d'enregistrement 8706

Date de l'ordre : le 24 mars 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer d'une manière acceptable la concentration en pourcentage de l'ingrédient dangereux confidentiel « amines grasses propriétaires » du produit contrôlé.

Numéro d'enregistrement 8708

Date de l'ordre : le 14 mars 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer qu'il a été établi qu'un ingrédient du produit contrôlé peut être corrosif pour les yeux.
2. Divulguer d'une manière acceptable une valeur CL₅₀ (aérosol, rat mâle, 4 heures) pour l'ingrédient dangereux confidentiel « acide propriétaire ».

Numéro d'enregistrement 8710

Date de l'ordre : le 10 mars 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Ajouter le contact cutané comme voie d'exposition.
2. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour le contact cutané, divulguer qu'il faut laver la peau environ 15 à 20 minutes ou jusqu'à ce qu'il ne reste plus de produit chimique et divulguer un énoncé précisant qu'il faut retirer ses vêtements, chaussures et articles en cuir contaminés.

3. Disclose that an ingredient in the controlled product is a skin irritant.

Registry Number 8711

Date of order: March 14, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose that an ingredient in the controlled product has been shown to cause eye corrosion.
2. Disclose skin contact as a route of entry.
3. Disclose an LD₅₀ (oral, rat) value for the confidential hazardous ingredient "fatty amines", in an acceptable manner.

Registry Number 8712

Date of order: March 14, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose that an ingredient in the controlled product has been shown to cause eye corrosion.
2. Disclose an LD₅₀ (oral, rat) value for the confidential hazardous ingredient "fatty amines", in an acceptable manner.

Registry Number 8713

Date of order: April 4, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content and wording of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose an LD₅₀ (oral, rat) value for an additional hazardous ingredient in the controlled product, in an acceptable manner.
2. Disclose an LD₅₀ (dermal, rabbit) value of 8.0 mL/kg for the ingredient "isopropanol".

Registry Number 8714

Date of order: April 16, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content and wording of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose the percent concentration of the confidential hazardous ingredient "proprietary fatty amines" in the controlled product, in an acceptable manner.
2. In relation to the first aid information shown on the MSDS for ingestion, disclose advice such as the following: should vomiting occur naturally, have the casualty lie on their side, in the recovery position, in order to reduce the risk of aspiration.

Registry Number 8718

Date of order: February 25, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content of the MSDS.

3. Divulguer qu'un ingrédient du produit contrôlé est un irritant cutané.

Numéro d'enregistrement 8711

Date de l'ordre : le 14 mars 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer qu'il a été établi qu'un ingrédient du produit contrôlé peut être corrosif pour les yeux.
2. Ajouter le contact cutané comme voie d'exposition.
3. Divulguer d'une manière acceptable une valeur DL₅₀ (voie orale, rat) pour l'ingrédient dangereux confidentiel « amines grasses ».

Numéro d'enregistrement 8712

Date de l'ordre : le 14 mars 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer qu'il a été établi qu'un ingrédient du produit contrôlé peut être corrosif pour les yeux.
2. Divulguer d'une manière acceptable une valeur DL₅₀ (voie orale, rat) pour l'ingrédient dangereux confidentiel « amines grasses ».

Numéro d'enregistrement 8713

Date de l'ordre : le 4 avril 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu et du libellé de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer d'une manière acceptable une DL₅₀ (voie orale, rat) pour un autre ingrédient dangereux du produit contrôlé.
2. Divulguer une DL₅₀ (voie cutanée, lapin) de 8,0 mL/kg pour l'ingrédient « isopropanol ».

Numéro d'enregistrement 8714

Date de l'ordre : le 16 avril 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu et du libellé de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer d'une manière acceptable la concentration en pourcentage de l'ingrédient dangereux confidentiel « amines grasses propriétaires » du produit contrôlé.
2. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour l'ingestion, ajouter qu'en cas de vomissement spontané, il faut mettre la personne exposée sur le côté, en position de récupération, pour réduire les risques d'aspiration des vomissures.

Numéro d'enregistrement 8718

Date de l'ordre : le 25 février 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu de la FS.

Registry Numbers 8719 and 8720

Date of order: February 25, 2014

The claimant had been advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose an LC₅₀ (aerosol, rat, 4 hours) value of 6 800 mg/m³ for the hazardous ingredient “carbon black”.
2. Disclose that the hazardous ingredient “carbon black” has been classified as a suspected human carcinogen (A3) by the American Conference of Governmental Industrial Hygienists (ACGIH) and classified as a Group 2B carcinogen by the International Agency for Research on Cancer (IARC).

Registry Number 8722

Date of order: February 25, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose that the hazardous ingredient “carbon black” has been classified as a suspected human carcinogen (A3) by the American Conference of Governmental Industrial Hygienists (ACGIH) and classified as a Group 2B carcinogen by the International Agency for Research on Cancer (IARC).
2. Disclose an ACGIH TLV–TWA Exposure Limit of 3 mg/m³ for the hazardous ingredient “carbon black”.

Registry Number 8752

Date of order: March 17, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content and wording of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose an LD₅₀ (oral, female rat) value of 7 050 mg/kg for the hazardous ingredient “heavy aromatic naphtha”.

Registry Number 8773

Date of order: March 17, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose an LD₅₀ (oral, female rat) value of 7 050 mg/kg for the hazardous ingredient “heavy aromatic naphtha”.

Registry Number 8786

Date of order: April 8, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. In relation to the first aid information shown on the MSDS for ingestion, remove the statement to give water to drink.

The product for the following claim was discontinued after the issuance of the statement of decisions but prior to the issuance of either a signed undertaking or signed orders. The screening officer has identified the following instances of non-compliance with the requirements of the relevant legislation.

Numéros d'enregistrement 8719 et 8720

Date de l'ordre : le 25 février 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer une CL₅₀ (aérosol, rat, 4 heures) de 6 800 mg/m³ pour l'ingrédient dangereux « noir de carbone ».
2. Divulguer que l'ingrédient dangereux « noir de carbone » a été classé par l'American Conference of Governmental Industrial Hygienists (ACGIH) comme étant un cancérigène présumé chez l'humain (A3) et classé dans le groupe 2B du Centre international de recherche sur le cancer (CIRC).

Numéro d'enregistrement 8722

Date de l'ordre : le 25 février 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer que l'ingrédient dangereux « noir de carbone » a été classé par l'American Conference of Governmental Industrial Hygienists (ACGIH) comme étant un cancérigène présumé chez l'humain (A3) et classé dans le groupe 2B du Centre international de recherche sur le cancer (CIRC).
2. Divulguer une limite d'exposition ACGIH TLV–TWA de 3 mg/m³ pour l'ingrédient dangereux « noir de carbone ».

Numéro d'enregistrement 8752

Date de l'ordre : le 17 mars 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu et du libellé de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer une DL₅₀ (voie orale, rat femelle) de 7 050 mg/kg pour l'ingrédient dangereux « solvant naphtha (fraction lourde) ».

Numéro d'enregistrement 8773

Date de l'ordre : le 17 mars 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer une DL₅₀ (voie orale, rat femelle) de 7 050 mg/kg pour l'ingrédient dangereux « solvant naphtha (fraction lourde) ».

Numéro d'enregistrement 8786

Date de l'ordre : le 8 avril 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour l'ingestion, supprimer l'énoncé précisant qu'il faut faire boire de l'eau.

Le produit associé à la demande suivante a été abandonné après que les décisions ont été rendues mais avant qu'un engagement soit signé ou que des ordres soient signés. L'agent de contrôle a relevé les cas suivants de non-conformité avec les exigences de la législation applicable.

Registry Number 8763

Date of statement of decision: March 11, 2014

The screening officer determined that certain aspects of the content and format of the MSDS were required to be amended. The screening officer also determined that amendments to the MSDS were required as indicated below.

1. Disclose the percent concentrations of the hazardous ingredients "aluminum oxide", "molybdenum oxide", "phosphorus pentoxide", "nickel oxide", "glycol derivative" and "substituted lactam" in the controlled product, in an acceptable manner.

2. In relation to the first aid information shown on the MSDS for eye contact, disclose an approximate flush time of 20 minutes.

3. Disclose an ACGIH TLV-TWA Exposure Limit of 0.5 mg/m³ (respirable) for the hazardous ingredient "molybdenum oxide".

4. Disclose the AIHA WEEL-TWA (8 hours) Exposure Limit value of 10 ppm with a skin notation for the confidential hazardous ingredient "substituted lactam".

5. Disclose an LD₅₀ (oral, rat) value for the confidential hazardous ingredient "glycol derivative", in an acceptable manner.

6. Disclose that an ingredient in the controlled product is an eye irritant in rabbits.

7. Disclose that acute ingestion of an ingredient in the controlled product has been shown to cause blurred vision and central nervous system (CNS) effects in humans.

8. Disclose that chronic inhalation of an ingredient in the controlled product has been shown to cause alveolar/bronchiolar adenoma or carcinoma in laboratory animals.

9. Disclose that chronic inhalation of an ingredient in the controlled product has been shown to cause atrophy and necrosis of the thymus, spleen and lymph nodes, and bone marrow hypoplasia in laboratory animals.

10. If the WHMIS classifications are stated on the MSDS, disclose that the controlled product is also in class D2B.

For the following claim the screening officer issued the decision that the claim for exemption was invalid. The screening officer has identified the following instances of non-compliance with the requirements of the relevant legislation.

Registry Number 8737

Date of order: March 28, 2014

The claimant had been advised to amend certain aspects of the content of the MSDS. The claimant had been further advised to amend the MSDS as indicated below.

1. Disclose the presence of four additional hazardous ingredients in the controlled product together with their chemical identities and percent concentration, in an acceptable manner.

[31-1-o]

Numéro d'enregistrement 8763

Date de la lettre des décisions : le 11 mars 2014

L'agent de contrôle a déterminé que certains aspects du contenu et du format de la FS devaient être modifiés. L'agent de contrôle a aussi déterminé que des modifications devaient être apportées à la FS de la façon suivante.

1. Divulguer d'une manière acceptable la concentration en pourcentage des ingrédients dangereux « oxyde d'aluminium », « oxyde de molybdène », « pentoxyde de phosphore », « oxyde de nickel », « dérivé de glycol » et « lactame substituée » du produit contrôlé.

2. En ce qui concerne les renseignements relatifs aux premiers soins indiqués sur la FS pour le contact oculaire, divulguer qu'il faut laver les yeux environ 20 minutes.

3. Divulguer une limite d'exposition ACGIH TLV-TWA de 0,5 mg/m³ (respirable) pour l'ingrédient dangereux confidentiel « oxyde de molybdène ».

4. Divulguer la limite d'exposition AIHA WEEL-TWA (8 heures) de 10 ppm en incluant la mention « peau » pour l'ingrédient dangereux confidentiel « lactame substituée ».

5. Divulguer d'une manière acceptable une valeur DL₅₀ (voie orale, rat) pour l'ingrédient dangereux confidentiel « dérivé de glycol ».

6. Divulguer qu'un ingrédient du produit contrôlé est un irritant oculaire chez les lapins.

7. Divulguer qu'il a été établi que l'exposition aiguë par ingestion à un ingrédient du produit contrôlé provoque des troubles de la vision et des effets touchant le système nerveux central (SNC) chez des humains.

8. Divulguer qu'il a été établi que l'inhalation chronique d'un ingrédient du produit contrôlé provoque des adénomes alvéolaires/bronchiolaires ou des carcinomes chez les animaux de laboratoire.

9. Divulguer qu'il a été établi que l'inhalation chronique d'un ingrédient du produit contrôlé provoque une atrophie et une nécrose du thymus, de la rate et des ganglions lymphatiques, et une hypoplasie de la moelle osseuse chez les animaux de laboratoire.

10. Si les classifications du SIMDUT sont précisées sur la FS, divulguer que le produit contrôlé appartient aussi à la classe D2B.

Pour la demande suivante, l'agent de contrôle a rendu la décision que la demande de dérogation était invalide. L'agent de contrôle a relevé les cas suivants de non-conformité avec les exigences de la législation applicable.

Numéro d'enregistrement 8737

Date de l'ordre : le 28 mars 2014

Le demandeur avait reçu avis de modifier certains aspects du contenu de la FS. Le demandeur avait aussi reçu avis de modifier la FS de la façon suivante.

1. Divulguer d'une manière acceptable la présence de quatre autres ingrédients dangereux du produit contrôlé ainsi que leurs identités chimiques et leur concentration en pourcentage.

[31-1-o]

DEPARTMENT OF INDUSTRY

RADIOCOMMUNICATION ACT

Notice No. SLPB-004-14 — Consultation on the Technical, Policy and Licensing Framework for Advanced Wireless Services in the Bands 1755-1780 MHz and 2155-2180 MHz (AWS-3)

The intent of this notice is to announce a public consultation through Industry Canada's document entitled *Consultation on the Technical, Policy and Licensing Framework for Advanced Wireless Services in the Bands 1755-1780 MHz and 2155-2180 MHz (AWS-3)*. This document sets out the Department's proposals with respect to the technical, policy and licensing framework for Advanced Wireless Services (AWS) in the bands 1755-1780 MHz and 2155-2180 MHz. Comments are being sought on all aspects related to the licensing of this spectrum.

Changes to the 2500 MHz deadline for applications

Industry Canada has made changes to the Table of Key Dates related to the *Licensing Framework for Broadband Radio Service (BRS) — 2500 MHz Band* in order to align the application dates for both the 2500 MHz and the proposed AWS-3 auction processes.

Submitting comments

To ensure consideration, parties should submit their comments no later than September 4, 2014. Respondents are asked to provide their comments in electronic format (Microsoft Word or Adobe PDF) to the following email address: spectrum.auctions@ic.gc.ca. Soon after the close of the comment period, all comments will be posted on Industry Canada's Spectrum Management and Telecommunications Web site at www.ic.gc.ca/spectrum. All comments will be reviewed and considered by Industry Canada in order to arrive at its decisions regarding the above-mentioned proposals.

The Department will also provide interested parties with the opportunity to reply to comments from other parties. Reply comments will be accepted until October 2, 2014.

Written submissions should be addressed to the Senior Director, Spectrum Licensing and Auction Operations, Industry Canada, 235 Queen Street, Ottawa, Ontario K1A 0H5.

All submissions should cite the *Canada Gazette*, Part I, the publication date, the title and the notice reference number (SLPB-004-14).

Obtaining copies

Copies of this notice and of documents referred to herein are available electronically on Industry Canada's Spectrum Management and Telecommunications Web site at www.ic.gc.ca/spectrum.

Official versions of *Canada Gazette* notices can be viewed at www.gazette.gc.ca/rp-pt/p1/index-eng.html.

July 28, 2014

FIONA GILFILLAN
Director General
Spectrum Licensing Policy Branch

[31-1-o]

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE

LOI SUR LA RADIOCOMMUNICATION

Avis n° SLPB-004-14 — Consultation sur le cadre technique, politique et de délivrance de licences pour les services sans fil évolués des bandes 1 755-1 780 MHz et 2 155-2 180 MHz (SSFE-3)

Le présent avis vise l'annonce d'une consultation publique dans le cadre du document intitulé *Consultation sur le cadre technique, politique et de délivrance de licences pour les services sans fil évolués des bandes 1 755-1 780 MHz et 2 155-2 180 MHz (SSFE-3)*. Ce document présente les propositions d'Industrie Canada en ce qui concerne le cadre technique, politique et de délivrance de licences pour les services sans fil évolués (SSFE) des bandes 1 755-1 780 MHz et 2 155-2 180 MHz. Nous demandons des observations sur tous les aspects de la délivrance de licences pour ce spectre.

Changements à la date limite pour la réception des demandes de participation aux enchères de la bande de 2 500 MHz

Industrie Canada a apporté des changements au Tableau des dates importantes associé au *Cadre de délivrance de licences pour services radio à large bande (SRLB) — bande de 2 500 MHz* afin d'harmoniser les dates limites pour la réception des demandes de participation au processus de mise aux enchères de la bande de 2 500 MHz et du spectre des SSFE-3 proposé.

Présentation des commentaires

Les parties intéressées doivent présenter leurs commentaires au plus tard le 4 septembre 2014, pour qu'ils soient pris en considération. Les répondants sont priés d'envoyer leurs commentaires sous forme électronique (Microsoft Word ou Adobe PDF) à l'adresse de courriel suivante : encheres.spectre@ic.gc.ca. Peu après la clôture de la période de présentation de commentaires, tous les commentaires reçus seront affichés sur le site Web de Gestion du spectre et télécommunications d'Industrie Canada à l'adresse suivante : www.ic.gc.ca/spectre. Tous les commentaires seront examinés et pris en considération par le personnel d'Industrie Canada afin de prendre les décisions concernant les propositions mentionnées ci-dessus.

Le Ministère donnera également la possibilité aux intéressés de répondre aux commentaires présentés par d'autres parties. Ces réponses seront acceptées jusqu'au 2 octobre 2014.

Les présentations écrites doivent être adressées au Directeur principal, Licences du spectre et opérations des enchères, Industrie Canada, 235, rue Queen, Ottawa (Ontario) K1A 0H5.

Toutes les présentations doivent citer la Partie I de la *Gazette du Canada*, la date de publication, le titre et le numéro de référence de l'avis (SLPB-004-14).

Pour obtenir des copies

Le présent avis ainsi que les documents cités sont affichés sur le site Web de Gestion du spectre et télécommunications d'Industrie Canada à l'adresse suivante : www.ic.gc.ca/spectre.

On peut consulter la version officielle des avis de la *Gazette du Canada* à l'adresse suivante : www.gazette.gc.ca/rp-pt/p1/index-fra.html.

Le 28 juillet 2014

La directrice générale
Direction générale de la politique
de délivrance des licences du spectre
FIONA GILFILLAN

[31-1-o]

DEPARTMENT OF INDUSTRY**RADIOCOMMUNICATION ACT**

Notice No. SMSE-010-14 — Release of SRSP-517, Issue 1

Notice is hereby given by Industry Canada that the following document comes into force immediately:

- Standard Radio System Plan SRSP-517, Issue 1: *Technical Requirements for Broadband Radio Service (BRS) in the Band 2500-2690 MHz*, which sets out the minimum technical requirements for the efficient utilization of this band.

The above document was published to reflect recent changes in Industry Canada's policy on BRS.

General information

This document has been coordinated with industry through the Radio Advisory Board of Canada (RABC).

Submitting comments

Interested parties are requested to provide their comments within 120 days of the date of publication of this notice in electronic format (Microsoft Word or Adobe PDF) to the Manager, Mobile Spectrum Planning (srsp.pnrh@ic.gc.ca).

Written submissions should be addressed to the Director General, Engineering, Planning and Standards Branch, Industry Canada, 235 Queen Street, Ottawa, Ontario K1A 0H5.

All submissions received by the close of the comment period will be posted on Industry Canada's Spectrum Management and Telecommunications Web site at www.ic.gc.ca/spectrum.

Obtaining copies

Copies of this notice and of documents referred to herein are available electronically on Industry Canada's Spectrum Management and Telecommunications Web site at www.ic.gc.ca/spectrum.

Official versions of *Canada Gazette* notices can be viewed at www.gazette.gc.ca/rp-pr/p1/index-eng.html.

July 8, 2014

DANIEL DUGUAY
Acting Director General
Engineering, Planning and Standards Branch

[31-1-o]

NOTICE OF VACANCY**NATIONAL FILM BOARD**

Government Film Commissioner and Chairperson
(full-time position)

Salary range: From \$194,500 to \$228,800
Location: Montréal, Quebec

The National Film Board (NFB) is a cultural agency, governed by the *National Film Act*. As a national film institution and member of the Canadian Heritage portfolio, the NFB is responsible for initiating and promoting the production and distribution of films and

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE**LOI SUR LA RADIOCOMMUNICATION**

Avis n° SMSE-010-14 — Publication du PNRH-517, 1^{re} édition

Le présent avis d'Industrie Canada a pour but d'annoncer que le document suivant entre en vigueur dès maintenant :

- Le Plan normalisé de réseaux hertziens PNRH-517, 1^{re} édition, *Exigences techniques concernant le service radio à large bande (SRLB) fonctionnant dans la bande de 2 500-2 690 MHz*, qui expose les prescriptions techniques minimales visant à l'exploitation efficace de cette bande.

Le document susmentionné a été publié afin de refléter les récentes modifications apportées aux politiques d'Industrie Canada quant au service radio.

Renseignements généraux

Ce document a fait l'objet d'une coordination auprès de l'industrie par l'entremise du Comité consultatif canadien de la radio (CCCR).

Présentation des commentaires

Les intéressés sont invités à envoyer leurs commentaires sous forme électronique (Microsoft Word ou Adobe PDF), disposant pour ce faire d'un délai de 120 jours à compter de la date de publication du présent avis, au gestionnaire, Planification du spectre mobile (srsp.pnrh@ic.gc.ca).

Les commentaires sur papier doivent être adressés au Directeur général, Direction générale du génie, de la planification et des normes, Industrie Canada, 235, rue Queen, Ottawa (Ontario) K1A 0H5.

Toutes les observations reçues d'ici la clôture de la période de commentaires seront affichées sur le site Web de Gestion du spectre et télécommunications à l'adresse suivante : www.ic.gc.ca/spectre.

Pour obtenir des copies

Le présent avis ainsi que les documents cités sont affichés sur le site Web de Gestion du spectre et télécommunications d'Industrie Canada à l'adresse suivante : www.ic.gc.ca/spectre.

On peut consulter la version officielle des avis de la *Gazette du Canada* à l'adresse suivante : www.gazette.gc.ca/rp-pr/p1/index-fra.html.

Le 8 juillet 2014

Le directeur général par intérim
Direction générale du génie,
de la planification et des normes

DANIEL DUGUAY

[31-1-o]

AVIS DE POSTE VACANT**OFFICE NATIONAL DU FILM**

Commissaire du gouvernement à la cinématographie et
président(e) [poste à temps plein]

Échelle salariale : De 194 500 \$ à 228 800 \$
Lieu : Montréal (Québec)

L'Office national du film (ONF) est une agence culturelle, régie par la *Loi sur le cinéma*. En tant qu'institution cinématographique nationale faisant partie du portefeuille du Patrimoine canadien, il est chargé de faire et de promouvoir la production et la distribution

other audiovisual works intended for Canadian audiences and foreign markets, in order to increase viewers' knowledge and understanding of the social and cultural realities of Canada. The NFB is accountable for its activities to Parliament through the Minister of Canadian Heritage and Official Languages.

The NFB is recognized as one of the world's great creative laboratories. As Canada's public producer and distributor, it produces and distributes distinctive, relevant and innovative audiovisual productions.

Its works offer special insight into the diversity and vitality of our culture and are an essential part of our national cultural heritage. The NFB works in collaboration with emerging and established filmmakers, creators and co-producers in every region of Canada, with Aboriginal and culturally diverse communities, as well as with partners around the world. Its international successes have garnered Canadian filmmaking unrivalled attention worldwide, affirming the excellence of the NFB's offerings. Since its founding in 1939, the NFB has created over 13 000 productions and won over 5 000 awards, including 8 Webbys, 12 Oscars and more than 90 Genies. Its creators continue to break new ground in both the form and content of documentaries, animated films and multiplatform digital projects, as well as in digital and 3D animation.

As Chief Executive Officer of the NFB, the Government Film Commissioner and Chairperson provides leadership and guidance to the organization in the formulation of its strategic direction and ensures the institution carries out its mandate and objectives effectively.

The ideal candidate would have a degree from a recognized university in a relevant field of study or a combination of equivalent education, job-related training and/or experience. The candidate should have experience leading and developing complex organizations and high performance teams, as well as managing financial resources. Experience promoting an organization at the national level while working with a board of directors to develop strategies, plans and objectives is sought. Chief executive officer or senior executive experience, ideally in the cultural sector, such as the film, television, video and new media industries, is desired. The candidate should have experience building and maintaining productive and multipartite relationships with partner organizations and diverse stakeholders. Moreover, the candidate should have experience working within a dynamic and competitive business environment, with a record of developing innovative industry partnerships.

The ideal candidate would have knowledge and understanding of sound business management practices and principles, including within the fields of human resources and financial management, and good corporate governance skills. Knowledge of the mandate of the National Film Board and its main activities, productions, history and place in the Canadian and international film communities is desired. The candidate should have knowledge of the audiovisual industry as well as of the federal government's priorities in order to set the strategic goals of the NFB in the context of its mission as set out in the *National Film Act* and other governing legislation. Additionally, the candidate would have knowledge of the Canadian government and public policy.

de films et d'autres œuvres audiovisuelles destinés aux auditoires canadiens et étrangers, en vue de faire mieux connaître et comprendre à leurs spectateurs les réalités sociales et culturelles du Canada. Il rend compte de ses activités au Parlement par l'entremise de la ministre du Patrimoine canadien et des Langues officielles.

L'ONF est reconnu comme l'un des grands laboratoires de création du monde. À titre de producteur et distributeur public, il produit et distribue des œuvres audiovisuelles distinctives, pertinentes et innovatrices.

Ses œuvres offrent un accès privilégié à la diversité et à la vitalité de notre culture et constituent un élément indispensable du patrimoine culturel national. L'ONF collabore avec des cinéastes établis et de la relève, des créateurs et des coproducteurs de toutes les régions du Canada, avec des communautés multiculturelles et autochtones, et avec des partenaires du monde entier. Ses succès internationaux confèrent à la cinématographie canadienne un rayonnement inégalable à l'international et confirment l'excellence de ses créations. Depuis sa fondation en 1939, l'ONF a créé plus de 13 000 productions et remporté au-delà de 5 000 récompenses, dont 8 prix Webby, 12 Oscars et plus de 90 prix Génie. Ses créateurs et créatrices continuent à faire œuvre de pionniers en matière de contenu et de forme dans le domaine du documentaire, du film d'animation, du contenu numérique multiplateforme ainsi que de l'animation numérique et stéréoscopique.

À titre de premier dirigeant, le commissaire du gouvernement à la cinématographie et président de l'ONF dirige et conseille l'Office dans la formulation de son orientation stratégique et veille à ce qu'il remplisse son mandat et poursuive ses objectifs avec efficacité.

La personne idéale serait titulaire d'un diplôme d'une université reconnue dans un domaine d'études pertinent ou aurait une combinaison équivalente d'études, de formation liée au poste et/ou d'expérience. Elle devrait avoir l'expérience de la direction et du développement d'organisations complexes et d'équipes à haut rendement ainsi que de la gestion des finances. L'expérience de la mise en valeur d'une organisation à l'échelle nationale dans un contexte de collaboration avec un conseil d'administration à l'élaboration de stratégies, de plans et d'objectifs est recherchée. L'expérience à titre de chef de la direction ou de cadre supérieur d'une organisation, idéalement du secteur culturel, notamment des industries du film, de la télévision, de la vidéo ou des nouveaux médias, est également souhaitable. Le candidat devrait avoir l'expérience de l'établissement et du maintien de relations multipartites productives avec des organisations partenaires et des intervenants divers. Le candidat devrait avoir l'expérience du travail dans un milieu d'affaires dynamique et concurrentiel et des antécédents attestant la mise en place de partenariats industriels novateurs.

La personne idéale aurait une bonne connaissance et compréhension des principes et des pratiques d'une saine gestion, notamment en matière de finances et de ressources humaines, et elle posséderait des compétences en bonne gouvernance d'entreprise. Une connaissance du mandat, des principales activités et des productions de l'Office national du film (ONF), de même que de son histoire et de la place qu'il occupe au sein des collectivités cinématographiques canadienne et internationale, est souhaitable. Le candidat devrait connaître l'industrie audiovisuelle et les priorités du gouvernement fédéral afin d'être en mesure d'établir les objectifs stratégiques de l'ONF, compte tenu de la mission que confie à ce dernier la *Loi sur le cinéma* et les autres lois le régissant. De plus, il aurait une connaissance des rouages du gouvernement canadien et de l'environnement des politiques publiques.

The ideal candidate would have the ability to lead an organization and inspire high performance from board members and staff, and convert the vision into a strategic action plan. The ability to promote the NFB at the national level and develop effective working relationships with the NFB's partners, the Government and stakeholders in carrying out its mandate, while identifying and pursuing innovative initiatives for leveraging funding through the development and implementation of new business opportunities and partnerships, is sought. Moreover, the candidate should possess discretion and superior communication skills, both oral and written, and the ability to manage communications with a variety of stakeholders and the media, while also promoting and sustaining a positive work climate based on excellence, innovation, creativity and teamwork.

The ideal candidate would adhere to high ethical standards and possess superior interpersonal skills, integrity, sound judgment, tact and diplomacy.

Proficiency in both official languages would be preferred.

The selected candidate must not have any pecuniary interest, direct or indirect, individually or as a shareholder or partner or otherwise, in commercial film activity.

The successful candidate must reside in or be willing to relocate to the Montréal region or to a location within reasonable commuting distance, and be prepared to travel occasionally.

The Government is committed to ensuring that its appointments are representative of Canada's regions and official languages, as well as of women, Aboriginal peoples, disabled persons and visible minorities.

The selected candidate must comply with the *Ethical and Political Activity Guidelines for Public Office Holders*. The Guidelines are available on the Governor in Council Appointments Web site, under "Reference Material," at www.appointments-nominations.gc.ca/index.asp?lang=eng.

The selected candidate will be subject to the *Conflict of Interest Act*. Public office holders appointed on a full-time basis must submit to the Office of the Conflict of Interest and Ethics Commissioner, within 60 days of appointment, a confidential report in which they disclose all of their assets, liabilities and outside activities. For more information, please visit the Office of the Conflict of Interest and Ethics Commissioner's Web site at <http://ciec-ccie.gc.ca/Default.aspx?pid=1&lang=en>.

This notice has been placed in the *Canada Gazette* to assist the Governor in Council in identifying qualified candidates for this position. It is not, however, intended to be the sole means of recruitment.

Further details about the organization and its activities can be found on its Web site at www.nfb.ca.

For more information, please contact Michelle Richard at 613-742-3208 or Leslie Feldman at 613-742-3212, or either of them by email at lfeldman@boyden.com. To apply for this position, please visit the Boyden Web site at www.boyden.ca.

English and French notices of vacancies will be produced in an alternative format upon request. For further information, please contact GICA-NGEC@pco-bcp.gc.ca.

La personne idéale serait capable de prendre la direction d'une organisation, d'en inciter les administrateurs et le personnel à se dépasser et de traduire la vision organisationnelle en un plan d'action stratégique. La personne recherchée aurait la capacité de promouvoir l'ONF à l'échelle nationale et d'établir des relations de travail efficaces avec les partenaires de l'Office, ainsi que le gouvernement et les intervenants dans l'exercice du mandat de ce dernier, et saurait déceler les initiatives novatrices et en tirer parti pour optimiser le financement de l'Office par la création et la concrétisation d'occasions d'affaires et de partenariats. Cette personne devrait avoir de la discrétion et une excellente capacité de communication, à l'oral et à l'écrit, en plus d'être habile à gérer les communications avec les différents intervenants et avec les médias. Elle devrait être capable de favoriser et de cultiver une ambiance de travail positive axée sur l'excellence, l'innovation, la créativité et le travail d'équipe.

La personne idéale adhérerait à des normes d'éthique élevées et aurait beaucoup d'entregent. Elle ferait également preuve d'intégrité, d'un bon jugement, de tact et de diplomatie.

La maîtrise des deux langues officielles serait préférable.

La personne sélectionnée ne peut détenir, directement ou indirectement, à titre personnel ou, entre autres, en qualité d'actionnaire ou d'associé, aucun intérêt pécuniaire dans une activité cinématographique commerciale.

Elle devra demeurer ou être disposée à s'établir dans la région de Montréal ou dans une localité située à une distance raisonnable du lieu de travail. Elle devra également être disposée à voyager à l'occasion.

Le gouvernement est déterminé à faire en sorte que ses nominations soient représentatives des régions du Canada et de ses langues officielles, ainsi que des femmes, des Autochtones, des personnes handicapées et des minorités visibles.

La personne sélectionnée doit se conformer aux *Lignes directrices en matière d'éthique et d'activités politiques à l'intention des titulaires de charge publique*. Vous pouvez consulter ces lignes directrices sur le site Web des Nominations par le gouverneur en conseil, sous « Documents de référence », à l'adresse suivante : www.appointments-nominations.gc.ca/index.asp?lang=fra.

La personne sélectionnée sera assujettie à la *Loi sur les conflits d'intérêts*. Les titulaires de charge publique nommés à temps plein doivent soumettre au Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique, dans les 60 jours qui suivent la date de leur nomination, un rapport confidentiel dans lequel ils déclarent leurs biens et exiguïtés ainsi que leurs activités extérieures. Pour plus d'information, veuillez consulter le site Web du Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique à l'adresse suivante : <http://ciec-ccie.gc.ca/Default.aspx?pid=1&lang=fr>.

Cette annonce paraît dans la *Gazette du Canada* afin de permettre au gouverneur en conseil de trouver des personnes qualifiées pour ce poste. Cependant, le recrutement ne se limite pas à cette seule façon de procéder.

Vous pourrez trouver d'autres renseignements sur l'organisme et ses activités sur son site Web à l'adresse suivante : www.onf.ca.

Pour plus d'information, veuillez communiquer par téléphone avec Michelle Richard, au 613-742-3208, ou Leslie Feldman, au 613-742-3212, ou par courriel avec l'une ou l'autre, à l'adresse lfeldman@boyden.com. Pour poser votre candidature à ce poste, veuillez vous rendre sur le site Web de Boyden, à l'adresse www.boyden.ca/canada/fr/index.html.

Les avis de postes vacants sont disponibles sur demande, dans les deux langues officielles et en média substitut. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez envoyer votre demande à GICA-NGEC@pco-bcp.gc.ca.

NOTICE OF VACANCY**SOCIAL SCIENCES AND HUMANITIES RESEARCH COUNCIL***President (full-time position)*

Salary range: From \$223,800 to \$263,200

Location: Ottawa, Ontario

The Social Sciences and Humanities Research Council (SSHRC) is a federal research granting agency established by an Act of Parliament in 1977. The President of SSHRC is accountable for the implementation and administration of the federal *Social Sciences and Humanities Research Council Act*. This Act mandates SSHRC to promote and assist research and scholarship in the social sciences and humanities, and to advise the Minister of Industry on such matters relating to research that the Minister may refer to SSHRC for its consideration.

By investing in the development and promotion of the best Canadian research, SSHRC builds knowledge about people, past and present, with a view toward creating a better future. By investing in research grants, scholarships, fellowships and research training, SSHRC develops new and talented leaders; enables the highest levels of research excellence in Canada; and facilitates knowledge sharing and collaboration across research disciplines, post-secondary institutions and all sectors of society.

The President reports to Parliament through the Minister of Industry. SSHRC is a member of the Industry Portfolio. SSHRC's President is supported by a governing council appointed by the Governor in Council. The governing council works with the President to ensure that SSHRC's priorities and programs support the highest quality of research, training and knowledge mobilization, and to enable a strong, vibrant research community in the social sciences and humanities, to the benefit of Canada and the world.

The ideal candidate would possess a doctoral degree from a recognized university in a relevant field of study or an acceptable combination of equivalent education, job-related training and/or experience.

The ideal candidate would have significant experience in research management within academia, the private and/or public sector as well as possess executive management experience, ideally within a large complex organization, in the development and implementation of strategic initiatives and the management of financial and human resources. Experience dealing with senior representatives of academia, the private sector and government, including building and maintaining collaborative partnerships, is desired. Related professional experience gained within a university in Canada would be considered an asset.

The ideal candidate would be knowledgeable about SSHRC's mandate, role and responsibilities, as well as its legislative framework, including the *Social Sciences and Humanities Research Council Act* and the *Financial Administration Act*. Knowledge of the Government of Canada's structure and operations, and its relationship with SSHRC, is desirable as is the knowledge of the principles of sound management and corporate governance, as well as risk management principles and practices. The ideal candidate would be knowledgeable about Canada's academic community, including challenges and opportunities related to generating knowledge, to developing talented leaders, and to facilitating knowledge sharing

AVIS DE POSTE VACANT**CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES***Président(e) [poste à temps plein]*

Échelle salariale : De 223 800 \$ à 263 200 \$

Lieu : Ottawa (Ontario)

Le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) est un organisme fédéral de subvention de la recherche qui a été établi par une loi du Parlement en 1977. Son président ou sa présidente est responsable de la mise en œuvre et de l'administration de la *Loi sur le Conseil de recherches en sciences humaines*. Cette loi confie au CRSH le mandat de promouvoir et de soutenir la recherche et l'érudition dans le domaine des sciences humaines ainsi que de conseiller le ministre de l'Industrie à l'égard des questions touchant la recherche sur lesquelles ce dernier peut lui demander de se pencher.

En investissant dans l'avancement et la promotion des meilleures recherches se faisant au Canada, le CRSH accroît le savoir sur l'évolution passée et actuelle du genre humain, en vue de préparer un avenir meilleur. Par les subventions de recherche et les bourses qu'il accorde, et la formation en recherche qu'il finance, il aide à former de nouveaux dirigeants de talent, contribue à porter la recherche au Canada au summum de l'excellence et facilite le partage des connaissances et la collaboration parmi les disciplines de recherche, les établissements postsecondaires et tous les secteurs de la société.

Le président du CRSH rend compte des activités de ce dernier au Parlement par l'entremise du ministre de l'Industrie, car le Conseil fait partie du portefeuille de l'Industrie. Il est secondé par un conseil d'administration qui est nommé par le gouverneur en conseil et qui travaille avec lui à faire en sorte que les priorités et les programmes du Conseil favorisent des recherches, une formation et la mobilisation d'un savoir de la plus haute qualité de même qu'à constituer et maintenir une collectivité de recherche vigoureuse et dynamique dans le domaine des sciences humaines pour le bienfait du Canada et du monde entier.

La personne idéale serait titulaire d'un doctorat d'une université reconnue dans un domaine d'études pertinent ou une combinaison acceptable d'études équivalentes, de formation professionnelle et/ou d'expérience.

La personne idéale aurait une expérience considérable de la gestion de la recherche au sein des universités, du secteur privé et/ou du secteur public. Elle aurait de l'expérience à titre de cadre supérieur responsable de l'élaboration et de la mise en œuvre d'initiatives stratégiques ainsi que de la gestion des finances et des ressources humaines, idéalement au sein d'une grande organisation complexe. L'expérience des rapports avec de hauts représentants d'universités, du secteur privé et de gouvernements, notamment pour établir et cultiver des partenariats axés sur la collaboration, est souhaitée. Une expérience professionnelle connexe acquise au sein d'une université canadienne serait considérée comme un atout.

La personne idéale connaîtrait le mandat, le rôle et les responsabilités du CRSH ainsi que le cadre législatif s'y appliquant, notamment la *Loi sur le Conseil de recherches en sciences humaines* et la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Il est également souhaitable qu'elle soit au courant de la structure et du fonctionnement du gouvernement du Canada et de ses rapports avec le CRSH, et qu'elle connaisse les principes d'une saine gestion et gouvernance d'entreprise ainsi que les principes et pratiques de gestion du risque. La personne idéale connaîtrait bien le milieu universitaire au Canada, y compris les défis et les possibilités que présentent la production du savoir, la formation de dirigeants de talent de même

and collaboration across research disciplines, post-secondary institutions and all sectors of society. Knowledge of the current challenges and opportunities related to social sciences and humanities research in understanding, for example, social, cultural, technological, environmental and economic issues is desired. He or she would also be familiar with key SSHRC partners and leaders, as well as emerging and global trends.

The ideal candidate would have the ability to provide the corporate vision and leadership needed to pursue SSHRC's mandate, realize its strategic direction, and identify, analyze, and define long-range priorities and strategies, as well as the ability to mobilize SSHRC staff, stakeholders and partners to work toward a shared vision and common goals. The ideal candidate would also have the ability to integrate varied and complex requirements and expectations originating from external stakeholders, partners, and the Government of Canada. He or she would be able to develop effective working relationships with the Minister and his office, the Minister of State and his office, the Deputy Minister and SSHRC's partners and stakeholders. Excellent communication skills, both written and oral, are also required.

To achieve SSHRC's objectives and carry out its mandate, the President would be a strategic and innovative leader who possesses sound judgment, impartiality and is a person of high integrity. He or she would possess superior interpersonal skills, and holds stature and credibility in the social sciences and humanities community.

Proficiency in both official languages would be preferred.

The Social Sciences and Humanities Research Council (SSHRC) is located in Ottawa; therefore, the successful candidate must reside in, or be willing to relocate to, the National Capital Region or to a location within reasonable commuting distance. The successful candidate must also be willing to travel extensively within Canada and internationally, as required.

The Government is committed to ensuring that its appointments are representative of Canada's regions and official languages, as well as of women, Aboriginal peoples, disabled persons and visible minorities.

The selected candidate must comply with the *Ethical and Political Activity Guidelines for Public Office Holders*. The Guidelines are available on the Governor in Council Appointments Web site, under "Reference Material," at www.appointments-nominations.gc.ca/index.asp?lang=eng.

The selected candidate will be subject to the *Conflict of Interest Act*. Public office holders appointed on a full-time basis must submit to the Office of the Conflict of Interest and Ethics Commissioner, within 60 days of appointment, a confidential report in which they disclose all of their assets, liabilities and outside activities. For more information, please visit the Office of the Conflict of Interest and Ethics Commissioner's Web site at <http://ciec-ccie.gc.ca/Default.aspx?pid=1&lang=en>.

This notice has been placed in the *Canada Gazette* to assist the Governor in Council in identifying qualified candidates for this position. It is not, however, intended to be the sole means of recruitment.

Further details about SSHRC and its activities can be found on its Web site at www.sshrc-crsh.gc.ca.

que la facilitation du partage des connaissances et celle de la collaboration parmi les disciplines de recherche, les établissements postsecondaires et tous les secteurs de la société. Une connaissance des défis et possibilités que présente actuellement la recherche en sciences humaines visant à permettre de mieux comprendre, par exemple, les enjeux d'ordre social, culturel, technologique, environnemental et économique est souhaitée. Cette personne connaîtrait les partenaires et dirigeants clés du CRSH ainsi que les tendances mondiales et émergentes.

La personne idéale aurait la capacité d'assurer la vision organisationnelle et le leadership nécessaires à l'exercice du mandat et à la mise en œuvre de l'orientation stratégique du CRSH ainsi que de définir, d'analyser et de préciser ses priorités et ses stratégies à long terme, ainsi que la capacité de mobiliser le personnel du CRSH, ses partenaires et les intervenants en vue de la réalisation d'une vision et d'objectifs communs. La personne idéale aurait également la capacité d'intégrer les exigences et attentes variées et complexes d'intervenants externes, de partenaires et du gouvernement du Canada. Elle serait capable d'établir des relations de travail efficaces avec le ministre et son cabinet, le ministre d'État et son cabinet, le sous-ministre, et les partenaires et les intervenants du CRSH. Une excellente capacité de communication, à l'oral et à l'écrit, est également requise.

Pour atteindre ses objectifs et s'acquitter de son mandat, le CRSH a besoin, à la présidence, d'un leader innovateur et stratégique faisant preuve d'un bon jugement, d'impartialité et d'une intégrité irréprochable. Cette personne posséderait des compétences supérieures en relations interpersonnelles et être quelqu'un d'envergure, ayant de la crédibilité au sein de la collectivité des sciences humaines.

La maîtrise des deux langues officielles serait préférable.

Le Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) étant situé à Ottawa, la personne sélectionnée doit demeurer ou être disposée à déménager dans la région de la capitale nationale ou à proximité du lieu de travail. Elle devra également être disposée à voyager fréquemment au Canada et à l'étranger, selon les besoins.

Le gouvernement est déterminé à faire en sorte que ses nominations soient représentatives des régions du Canada et de ses langues officielles ainsi que des femmes, des Autochtones, des personnes handicapées et des minorités visibles.

La personne sélectionnée doit se conformer aux *Lignes directrices en matière d'éthique et d'activités politiques à l'intention des titulaires de charge publique*. Vous pouvez consulter ces lignes directrices sur le site Web des Nominations par le gouverneur en conseil, sous « Documents de référence », à l'adresse suivante : www.appointments-nominations.gc.ca/index.asp?lang=fra.

La personne sélectionnée sera assujettie à la *Loi sur les conflits d'intérêts*. Les titulaires de charge publique nommés à temps plein doivent soumettre au Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique, dans les 60 jours qui suivent la date de leur nomination, un rapport confidentiel dans lequel ils déclarent leurs biens et exigences ainsi que leurs activités extérieures. Pour plus d'information, veuillez consulter le site Web du Commissariat aux conflits d'intérêts et à l'éthique à l'adresse suivante : <http://ciec-ccie.gc.ca/Default.aspx?pid=1&lang=fr>.

Cette annonce paraît dans la *Gazette du Canada* afin de permettre au gouverneur en conseil de trouver des personnes qualifiées pour ce poste. Cependant, le recrutement ne se limite pas à cette seule façon de procéder.

Vous trouverez d'autres renseignements sur le CRSH et ses activités sur son site Web à l'adresse suivante : www.sshrc-crsh.gc.ca.

For more information, please contact Michelle Richard at 613-742-3208 or Richard Rankin at 613-742-3207, or either of them by email at rrankin@boyden.com. To apply for this position, please visit the Boyden Web site at www.boyden.ca.

English and French notices of vacancies will be produced in an alternative format upon request. For further information, please contact GICA-NGEC@pco-bcp.gc.ca.

Pour plus d'information, veuillez communiquer par téléphone avec Michelle Richard, au 613-742-3208, ou Richard Rankin, au 613-742-3207, ou par courriel avec l'un ou l'autre, à l'adresse rrankin@boyden.com. Pour poser votre candidature à ce poste, veuillez vous rendre sur le site Web de Boyden à l'adresse suivante : www.boyden.ca/canada/fr/index.html.

Les avis de postes vacants sont disponibles en média substitut sur demande, dans les deux langues officielles. Pour obtenir de plus amples renseignements, veuillez envoyer votre demande à GICA-NGEC@pco-bcp.gc.ca.

[31-1-o]

[31-1-o]

PARLIAMENT

HOUSE OF COMMONS

Second Session, Forty-First Parliament

PRIVATE BILLS

Standing Order 130 respecting notices of intended applications for private bills was published in the *Canada Gazette*, Part I, on October 19, 2013.

For further information, contact the Private Members' Business Office, House of Commons, Centre Block, Room 134-C, Ottawa, Ontario K1A 0A6, 613-992-6443.

AUDREY O'BRIEN
Clerk of the House of Commons

CHIEF ELECTORAL OFFICER

CANADA ELECTIONS ACT

Deregistration of registered electoral district associations

On application by the electoral district association, in accordance with subsection 403.2(1) of the *Canada Elections Act*, the following associations are deregistered, effective August 31, 2014.

Halton Conservative Association
Nepean—Carleton Conservative Association

July 24, 2014

STÉPHANE PERRAULT
*Deputy Chief Electoral Officer
Regulatory Affairs*

[31-1-o]

PARLEMENT

CHAMBRE DES COMMUNES

Deuxième session, quarante et unième législature

PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ

L'article 130 du Règlement relatif aux avis de demande de projets de loi d'intérêt privé a été publié dans la Partie I de la *Gazette du Canada* du 19 octobre 2013.

Pour de plus amples renseignements, prière de communiquer avec le Bureau des affaires émanant des députés, Chambre des communes, Édifice du Centre, pièce 134-C, Ottawa (Ontario) K1A 0A6, 613-992-6443.

La greffière de la Chambre des communes
AUDREY O'BRIEN

DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

LOI ÉLECTORALE DU CANADA

Radiation d'associations de circonscription enregistrées

Sur demande de l'association de circonscription, conformément au paragraphe 403.2(1) de la *Loi électorale du Canada*, les associations suivantes sont radiées. La radiation prend effet le 31 août 2014.

Halton Conservative Association
Nepean—Carleton Conservative Association

Le 24 juillet 2014

*Le sous-directeur général des élections
Affaires réglementaires*
STÉPHANE PERRAULT

[31-1-o]

COMMISSIONS**CANADA BORDER SERVICES AGENCY****SPECIAL IMPORT MEASURES ACT***Certain oil country tubular goods — Decisions*

On July 21, 2014, pursuant to subsection 31(1) of the *Special Import Measures Act*, the President of the Canada Border Services Agency (CBSA) initiated investigations into the alleged injurious dumping of certain oil country tubular goods originating in or exported from Chinese Taipei, India, Indonesia, the Philippines, the Republic of Korea, Thailand, Turkey, Ukraine and Vietnam, and the alleged injurious subsidizing of certain oil country tubular goods originating in or exported from India, Indonesia, the Philippines, the Republic of Korea, Thailand, Turkey, Ukraine and Vietnam.

As of January 1, 2012, the goods in question are usually classified under the following Harmonized System numbers:

7304.29.00.11	7304.29.00.41	7304.29.00.71	7306.29.00.31	7306.30.00.29
7304.29.00.19	7304.29.00.49	7304.29.00.79	7306.29.00.39	7306.30.00.39
7304.29.00.21	7304.29.00.51	7306.29.00.11	7306.29.00.41	7306.50.00.90
7304.29.00.29	7304.29.00.59	7306.29.00.19	7306.29.00.49	7306.90.00.10
7304.29.00.31	7304.29.00.61	7306.29.00.21	7304.39.00.10	7306.90.00.20
7304.29.00.39	7304.29.00.69	7306.29.00.29	7304.59.00.10	

The Canadian International Trade Tribunal (Tribunal) will conduct a preliminary inquiry into the question of injury to the Canadian industry. The Tribunal will make a decision within 60 days of the date of initiation. If the Tribunal concludes that the evidence does not disclose a reasonable indication of injury, the investigations will be terminated.

Information

The *Statement of Reasons* regarding these decisions will be issued within 15 days following the decisions and will be available on the CBSA's Web site at www.cbsa.gc.ca/sima or by contacting either Mr. Andrew Manera at 613-946-2052 or Mr. Pat Mulligan at 613-952-6720, or by fax at 613-948-4844.

Representations

Interested persons are invited to file written submissions presenting facts, arguments and evidence relevant to the alleged dumping or subsidizing. Written submissions should be forwarded to the Canada Border Services Agency, Trade and Anti-dumping Programs Directorate, SIMA Registry and Disclosure Unit, 100 Metcalfe Street, 11th floor, Ottawa, Ontario K1A 0L8. To be given consideration in these investigations, this information should be received by August 27, 2014.

Any information submitted by interested persons concerning these investigations will be considered public information unless clearly marked confidential. When a submission is marked confidential, a non-confidential edited version of the submission also must be provided.

Ottawa, July 21, 2014

BRENT MCROBERTS
Director General
Trade and Anti-dumping Programs Directorate

[31-1-o]

COMMISSIONS**AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA****LOI SUR LES MESURES SPÉCIALES D'IMPORTATION***Certaines fournitures tubulaires pour puits de pétrole — Décisions*

Le 21 juillet 2014, conformément au paragraphe 31(1) de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, le président de l'Agence des services frontaliers du Canada (ASFC) a ouvert des enquêtes sur le présumé dumping dommageable de certaines fournitures tubulaires pour puits de pétrole originaires ou exportées du Taipei chinois, d'Inde, d'Indonésie, des Philippines, de la République de Corée, de la Thaïlande, de la Turquie, d'Ukraine et du Vietnam, et le présumé subventionnement dommageable de certaines fournitures tubulaires pour puits de pétrole originaires ou exportées d'Inde, d'Indonésie, des Philippines, de la République de Corée, de la Thaïlande, de la Turquie, d'Ukraine et du Vietnam.

Depuis le 1^{er} janvier 2012, les marchandises en cause sont habituellement classées sous les numéros de classement du Système harmonisé suivants :

Le Tribunal canadien du commerce extérieur (Tribunal) mènera une enquête préliminaire sur la question de dommage causé à l'industrie canadienne. Il rendra une décision à cet égard dans les 60 jours suivant l'ouverture des enquêtes. Si le Tribunal conclut que les éléments de preuve n'indiquent pas, de façon raisonnable, qu'un dommage a été causé, les enquêtes prendront fin.

Renseignements

L'*Énoncé des motifs* portant sur ces décisions sera émis dans les 15 jours suivant les décisions et il sera affiché sur le site Web de l'ASFC à l'adresse suivante : www.asfc.gc.ca/lmsi. On peut aussi en obtenir une copie en communiquant avec Vera Hutzuliak par téléphone au 613-954-0689, ou par télécopieur au 613-948-4844.

Observations

Les personnes intéressées sont invitées à soumettre par écrit tous les faits, arguments et éléments de preuve qu'elles jugent pertinents en ce qui concerne le présumé dumping ou subventionnement. Les exposés écrits doivent être envoyés à l'Agence des services frontaliers du Canada, Direction des programmes commerciaux et anti-dumping, Centre de dépôt et de communication des documents de la LMSI, 100, rue Metcalfe, 11^e étage, Ottawa (Ontario) K1A 0L8. Nous devons recevoir ces renseignements d'ici le 27 août 2014 pour qu'ils soient pris en considération dans le cadre de ces enquêtes.

Tous les renseignements présentés par les personnes intéressées dans le cadre de ces enquêtes seront considérés comme publics à moins qu'il ne soit clairement indiqué qu'ils sont confidentiels. Si l'exposé d'une personne intéressée contient des renseignements confidentiels, une version non confidentielle doit aussi être présentée.

Ottawa, le 21 juillet 2014

Le directeur général
Direction des programmes commerciaux et antidumping
BRENT MCROBERTS

[31-1-o]

CANADIAN INTERNATIONAL TRADE TRIBUNAL**COMMENCEMENT OF PRELIMINARY INJURY INQUIRY***Oil country tubular goods*

The Canadian International Trade Tribunal (the Tribunal) hereby gives notice that, pursuant to subsection 34(2) of the *Special Import Measures Act* (SIMA), it has initiated a preliminary injury inquiry (Preliminary Injury Inquiry No. PI-2014-002) to determine whether the evidence discloses a reasonable indication that the alleged injurious dumping of oil country tubular goods, which are casing, tubing and green tubes made of carbon or alloy steel, welded or seamless, heat-treated or not heat-treated, regardless of end finish, having an outside diameter from 2 3/8 inches to 13 3/8 inches (60.3 mm to 339.7 mm), meeting or supplied to meet American Petroleum Institute (API) specification 5CT or equivalent and/or enhanced proprietary standards, in all grades, excluding drill pipe, pup joints, couplings, coupling stock and stainless steel casing, tubing or green tubes containing 10.5% or more by weight of chromium, originating in or exported from Chinese Taipei, the Republic of India, the Republic of Indonesia, the Republic of the Philippines, the Republic of Korea, the Kingdom of Thailand, the Republic of Turkey, Ukraine and the Socialist Republic of Vietnam, and the alleged injurious subsidizing of the above-mentioned goods originating in or exported from the Republic of India, the Republic of Indonesia, the Republic of the Philippines, the Republic of Korea, the Kingdom of Thailand, the Republic of Turkey, Ukraine and the Socialist Republic of Vietnam (the subject goods), have caused injury or retardation or are threatening to cause injury to the domestic industry, as these words are defined in SIMA.

The Tribunal's preliminary injury inquiry will be conducted by way of written submissions. Each person or government wishing to participate in the preliminary injury inquiry must file a notice of participation with the Secretary on or before August 5, 2014. Each counsel who intends to represent a party in the preliminary injury inquiry must file a notice of representation, as well as a declaration and undertaking, with the Secretary on or before August 5, 2014.

On August 8, 2014, the Tribunal will issue a List of Participants. Counsel and parties are required to serve their respective submissions on each other on the dates outlined below. Public submissions are to be served on counsel and those parties who are not represented by counsel. Confidential submissions are to be served only on counsel who have access to the confidential record and who have filed an undertaking with the Tribunal. This information will be included in the List of Participants. Ten copies of all submissions must be served on the Tribunal.

Submissions by parties opposed to the complaint must be filed not later than noon, on August 21, 2014. The complainants may make submissions in response to the submissions of parties opposed to the complaint not later than noon, on August 29, 2014. At that time, other parties in support of the complaint may also make submissions to the Tribunal.

In accordance with section 46 of the *Canadian International Trade Tribunal Act*, a person who provides information to the Tribunal and who wishes some or all of the information to be kept confidential must, among other things, submit a non-confidential edited version or summary of the information designated as

TRIBUNAL CANADIEN DU COMMERCE EXTÉRIEUR**OUVERTURE D'ENQUÊTE PRÉLIMINAIRE DE DOMMAGE***Fournitures tubulaires pour puits de pétrole*

Le Tribunal canadien du commerce extérieur (le Tribunal) donne avis par la présente que, aux termes du paragraphe 34(2) de la *Loi sur les mesures spéciales d'importation* (LMSI), il a ouvert une enquête préliminaire de dommage (enquête préliminaire de dommage n° PI-2014-002) en vue de déterminer si les éléments de preuve indiquent, de façon raisonnable, que le présumé dumping dommageable des fournitures tubulaires pour puits de pétrole, qui sont des caissons, des tubages et des tubes verts faits d'acier au carbone ou allié, soudées ou sans soudure, traitées thermiquement ou non, peu importe la finition des extrémités, d'un diamètre extérieur de 2 3/8 à 13 3/8 po (de 60,3 à 339,7 mm), conformes ou appelées à se conformer à la norme 5CT de l'American Petroleum Institute (API) ou à une norme équivalente ou une norme exclusive améliorée, de toutes les nuances, à l'exception des tuyaux de forage, des tubes courts, des manchons, des tubes sources pour manchons et les caissons en acier inoxydable, des tubages ou des tubes verts contenant 10,5 % ou plus d'équivalents en poids de chrome, originaires ou exportées du Taipei chinois, de la République de l'Inde, de la République d'Indonésie, de la République des Philippines, de la République de Corée, du Royaume de Thaïlande, de la République de Turquie, d'Ukraine et de la République socialiste du Vietnam, et le présumé subventionnement dommageable des marchandises susmentionnées originaires ou exportées de la République de l'Inde, de la République d'Indonésie, de la République des Philippines, de la République de Corée, du Royaume de Thaïlande, de la République de Turquie, d'Ukraine et de la République socialiste du Vietnam (les marchandises en question), ont causé un dommage ou un retard ou menacent de causer un dommage à la branche de production nationale, selon la définition de ces mots dans la LMSI.

Aux fins de son enquête préliminaire de dommage, le Tribunal procédera sous forme d'exposés écrits. Chaque personne ou gouvernement qui souhaite participer à l'enquête préliminaire de dommage doit déposer auprès du secrétaire un avis de participation au plus tard le 5 août 2014. Chaque conseiller qui désire représenter une partie à l'enquête préliminaire de dommage doit déposer auprès du secrétaire un avis de représentation ainsi qu'un acte de déclaration et d'engagement au plus tard le 5 août 2014.

Le 8 août 2014, le Tribunal distribuera la liste des participants. Les conseillers et les parties doivent faire parvenir leurs exposés respectifs aux autres conseillers et parties aux dates mentionnées ci-dessous. Les exposés publics doivent être remis aux conseillers et aux parties qui ne sont pas représentées. Les exposés confidentiels ne doivent être remis qu'aux conseillers qui ont accès au dossier confidentiel et qui ont déposé auprès du Tribunal un acte d'engagement en matière de confidentialité. Ces renseignements figureront sur la liste des participants. Dix copies de tous les exposés doivent être déposées auprès du Tribunal.

Les exposés des parties qui s'opposent à la plainte doivent être déposés au plus tard le 21 août 2014, à midi. Les parties plaignantes peuvent présenter des observations en réponse aux exposés des parties qui s'opposent à la plainte au plus tard le 29 août 2014, à midi. Au même moment, les parties qui appuient la plainte peuvent aussi présenter des exposés au Tribunal.

Aux termes de l'article 46 de la *Loi sur le Tribunal canadien du commerce extérieur*, une personne qui fournit des renseignements au Tribunal et qui désire qu'ils soient gardés confidentiels en tout ou en partie doit fournir, entre autres, une version ne comportant pas les renseignements désignés comme confidentiels ou un

confidential, or a statement indicating why such a summary cannot be made.

Written submissions, correspondence and requests for information regarding this notice should be addressed to the Secretary, Canadian International Trade Tribunal, 333 Laurier Avenue West, 15th Floor, Ottawa, Ontario K1A 0G7, 613-993-3595 (telephone), 613-990-2439 (fax), secretary-secretaire@citt-tcce.gc.ca (email).

Further details regarding this preliminary injury inquiry, including the schedule of key events, are contained in the documents entitled "Additional Information" and "Preliminary Injury Inquiry Schedule" appended to the notice of commencement of preliminary injury inquiry available on the Tribunal's Web site at www.citt-tcce.gc.ca/en/dumping-and-subsidizing/preliminary-injury-inquiries-subsection-342/notices-and-schedules.

Ottawa, July 22, 2014

GILLIAN BURNETT
Secretary

[31-1-o]

CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

The Commission posts on its Web site the decisions, notices of consultation and regulatory policies that it publishes, as well as information bulletins and orders. On April 1, 2011, the *Canadian Radio-television and Telecommunications Commission Rules of Practice and Procedure* came into force. As indicated in Part 1 of these Rules, some broadcasting applications are posted directly on the Commission's Web site, www.crtc.gc.ca, under "Part 1 Applications."

To be up to date on all ongoing proceedings, it is important to regularly consult "Today's Releases" on the Commission's Web site, which includes daily updates to notices of consultation that have been published and ongoing proceedings, as well as a link to Part 1 applications.

The following documents are abridged versions of the Commission's original documents. The original documents contain a more detailed outline of the applications, including the locations and addresses where the complete files for the proceeding may be examined. These documents are posted on the Commission's Web site and may also be examined at the Commission's offices and public examination rooms. Furthermore, all documents relating to a proceeding, including the notices and applications, are posted on the Commission's Web site under "Public Proceedings."

CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION

PART 1 APPLICATIONS

The following applications were posted on the Commission's Web site between 18 July 2014 and 24 July 2014:

Bayshore Broadcasting Corporation
Wasaga Beach, Ontario
2014-0640-6
Technical amendment for CHGB-FM
Deadline for submission of interventions, comments and/or answers: 20 August 2014

résumé ne comportant pas de tels renseignements, ou un énoncé indiquant pourquoi il est impossible de faire le résumé en question.

Les exposés écrits, la correspondance et les demandes de renseignements au sujet du présent avis doivent être envoyés au Secrétaire, Tribunal canadien du commerce extérieur, 333, avenue Laurier Ouest, 15^e étage, Ottawa (Ontario) K1A 0G7, 613-993-3595 (téléphone), 613-990-2439 (télécopieur), secretaire-secretary@tcce-citt.gc.ca (courriel).

Des renseignements additionnels concernant la présente enquête préliminaire de dommage, y compris le calendrier des étapes importantes, se trouvent dans les documents intitulés « Renseignements additionnels » et « Calendrier de l'enquête préliminaire de dommage » annexés à l'avis d'ouverture d'enquête préliminaire de dommage disponible sur le site Web du Tribunal à l'adresse www.tcce-citt.gc.ca/fr/dumping-et-subsidionnement/enquetes-preliminaires-de-dommage-paragraphe-342/avis-et-calendriers.

Ottawa, le 22 juillet 2014

Le secrétaire
GILLIAN BURNETT

[31-1-o]

CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Le Conseil affiche sur son site Web les décisions, les avis de consultation et les politiques réglementaires qu'il publie ainsi que les bulletins d'information et les ordonnances. Le 1^{er} avril 2011, les *Règles de pratique et de procédure du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes* sont entrées en vigueur. Tel qu'il est prévu dans la partie 1 de ces règles, le Conseil affiche directement sur son site Web, www.crtc.gc.ca, certaines demandes de radiodiffusion sous la rubrique « Demandes de la Partie 1 ».

Pour être à jour sur toutes les instances en cours, il est important de consulter régulièrement la rubrique « Nouvelles du jour » du site Web du Conseil, qui comporte une mise à jour quotidienne des avis de consultation publiés et des instances en cours, ainsi qu'un lien aux demandes de la partie 1.

Les documents qui suivent sont des versions abrégées des documents originaux du Conseil. Les documents originaux contiennent une description plus détaillée de chacune des demandes, y compris les lieux et les adresses où l'on peut consulter les dossiers complets de l'instance. Ces documents sont affichés sur le site Web du Conseil et peuvent également être consultés aux bureaux et aux salles d'examen public du Conseil. Par ailleurs, tous les documents qui se rapportent à une instance, y compris les avis et les demandes, sont affichés sur le site Web du Conseil sous « Instances publiques ».

CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES

DEMANDES DE LA PARTIE 1

Les demandes suivantes ont été affichées sur le site Web du Conseil entre le 18 juillet 2014 et le 24 juillet 2014 :

Bayshore Broadcasting Corporation
Wasaga Beach (Ontario)
2014-0640-6
Modification technique pour CHGB-FM
Date limite pour le dépôt des interventions, des observations ou des réponses : le 20 août 2014

MZ Media Inc.
Toronto, Ontario
2014-0647-1
Addition of a transmitter for CFZM-FM
Deadline for submission of interventions, comments and/or answers: 21 August 2014

Shaw Television Limited Partnership
Squamish, British Columbia
2014-0668-7
Addition of a digital transmitter for CHAN-TV-3
Deadline for submission of interventions, comments and/or answers: 21 August 2014

Shaw Television Limited Partnership
Whistler, British Columbia
2014-0674-4
Addition of a transmitter for CHAN-TV-7
Deadline for submission of interventions, comments and/or answers: 21 August 2014

Shaw Television Limited Partnership
Williams Lake, British Columbia
2014-0675-2
Addition of a transmitter for CITM-TV-1
Deadline for submission of interventions, comments and/or answers: 21 August 2014

Canadian Broadcasting Corporation
Sherbrooke, Quebec
2014-0685-1
Technical amendment for CBFX-FM-2
Deadline for submission of interventions, comments and/or answers: 21 August 2014

Canadian Broadcasting Corporation
Sherbrooke, Quebec
2014-0686-9
Technical amendment for CBF-FM-10
Deadline for submission of interventions, comments and/or answers: 21 August 2014

Vidéotron G.P.
Montréal, Quebec
2014-0688-5
Licence amendment for Canal Indigo
Deadline for submission of interventions, comments and/or answers: 21 August 2014

Shaw Television Limited Partnership
100 Mile House, British Columbia
2014-0689-3
Addition of a transmitter for CITM-TV
Deadline for submission of interventions, comments and/or answers: 21 August 2014

MZ Media Inc.
Toronto (Ontario)
2014-0647-1
Ajout d'un émetteur pour CFZM-FM
Date limite pour le dépôt des interventions, des observations ou des réponses : le 21 août 2014

Shaw Television Limited Partnership
Squamish (Colombie-Britannique)
2014-0668-7
Ajout d'un émetteur numérique pour CHAN-TV-3
Date limite pour le dépôt des interventions, des observations ou des réponses : le 21 août 2014

Shaw Television Limited Partnership
Whistler (Colombie-Britannique)
2014-0674-4
Ajout d'un émetteur pour CHAN-TV-7
Date limite pour le dépôt des interventions, des observations ou des réponses : le 21 août 2014

Shaw Television Limited Partnership
Williams Lake (Colombie-Britannique)
2014-0675-2
Ajout d'un émetteur pour CITM-TV-1
Date limite pour le dépôt des interventions, des observations ou des réponses : le 21 août 2014

Société Radio-Canada
Sherbrooke (Québec)
2014-0685-1
Modification technique pour CBFX-FM-2
Date limite pour le dépôt des interventions, des observations ou des réponses : le 21 août 2014

Société Radio-Canada
Sherbrooke (Québec)
2014-0686-9
Modification technique pour CBF-FM-10
Date limite pour le dépôt des interventions, des observations ou des réponses : le 21 août 2014

Vidéotron s.e.n.c.
Montréal (Québec)
2014-0688-5
Modification de la licence de Canal Indigo
Date limite pour le dépôt des interventions, des observations ou des réponses : le 21 août 2014

Shaw Television Limited Partnership
100 Mile House (Colombie-Britannique)
2014-0689-3
Ajout d'un émetteur pour CITM-TV
Date limite pour le dépôt des interventions, des observations ou des réponses : le 21 août 2014

[31-1-o]

[31-1-o]

**CANADIAN RADIO-TELEVISION AND
TELECOMMUNICATIONS COMMISSION**

ADMINISTRATIVE DECISIONS

24 July 2014

0859291 B.C. Ltd.
Port Albani and Campbell River, British Columbia
Approved — Deletion of transmitters.

**CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES
TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES**

DÉCISIONS ADMINISTRATIVES

Le 24 juillet 2014

0859291 B.C. Ltd.
Port Albani et Campbell River (Colombie-Britannique)
Approuvé — Suppression d'émetteurs.

24 July 2014

Bell Media Inc.
Warton, Ontario

Approved — Deletion of the transmitter CKCO-TV-2 Warton.

21 July 2014

Smithers Community Radio Society
Smithers, British Columbia

Approved — Relocation of transmitter and amendment to technical parameters.

[31-1-o]

Le 24 juillet 2014

Bell Média inc.
Warton (Ontario)

Approuvé — Suppression de l'émetteur CKCO-TV-2 Warton.

Le 21 juillet 2014

Smithers Community Radio Society
Smithers (Colombie-Britannique)

Approuvé — Déplacement de l'émetteur et modification des paramètres techniques.

[31-1-o]

**CANADIAN RADIO-TELEVISION AND
TELECOMMUNICATIONS COMMISSION**

NOTICE OF CONSULTATION

2014-383

23 July 2014

*Notice of hearing*25 September 2014
Gatineau, Quebec
Deadline for submission of interventions, comments and/or
answers: 22 August 2014The Commission will hold a hearing on 25 September 2014,
at 9:00 a.m., at the Commission Headquarters, 1 Promenade du
Portage, Gatineau, Quebec.

1. 2251723 Ontario Inc.
Across Canada
Application for a broadcasting licence to operate a national
video-on-demand service.
2. FAQ.TV Corp.
Across Canada
Application for a broadcasting licence to operate a national,
English-language specialty Category B service to be known as
FAQ.TV.
3. 2251723 Ontario Inc.
Fredericton, Moncton and Saint John, and their surrounding
areas, New Brunswick; Halifax and its surrounding areas,
Nova Scotia; and St. John's and its surrounding areas,
Newfoundland and Labrador
Application for a regional broadcasting licence to operate
terrestrial broadcasting distribution undertakings to serve the
above-noted locations.
4. Radio Acadie Itée
Caraquet, New Brunswick
Application to convert the French-language commercial radio
station CJVA Caraquet from the AM to the FM band.
5. 2251723 Ontario Inc.
Gatineau, Montréal, Québec, Sherbrooke and Trois-Rivières,
and their surrounding areas, Quebec
Application for a regional broadcasting licence to operate
terrestrial broadcasting distribution undertakings to serve the
above-noted locations.

**CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES
TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES**

AVIS DE CONSULTATION

2014-383

Le 23 juillet 2014

*Avis d'audience*Le 25 septembre 2014
Gatineau (Québec)
Date limite pour le dépôt des interventions, des observations ou
des réponses : le 22 août 2014Le Conseil tiendra une audience le 25 septembre 2014, à 9 h,
à l'administration centrale, 1, promenade du Portage, Gatineau
(Québec).

1. 2251723 Ontario Inc.
L'ensemble du Canada
Demande en vue d'obtenir une licence de radiodiffusion afin
d'exploiter un service national de vidéo sur demande.
2. FAQ.TV Corp.
L'ensemble du Canada
Demande en vue d'obtenir une licence de radiodiffusion afin
d'exploiter un service national de catégorie B spécialisé de
langue anglaise devant s'appeler FAQ.TV.
3. 2251723 Ontario Inc.
Fredericton, Moncton et Saint John et leurs régions
avoisinantes (Nouveau-Brunswick), Halifax et ses régions
avoisinantes (Nouvelle-Écosse) et St. John's et ses régions
avoisinantes (Terre-Neuve-et-Labrador)
Demande en vue d'obtenir une licence de radiodiffusion régio-
nale afin d'exploiter des entreprises de distribution de radiodif-
fusion terrestres pour desservir les localités susmentionnées.
4. Radio Acadie Itée
Caraquet (Nouveau-Brunswick)
Demande en vue de convertir la station de radio commerciale
de langue française CJVA Caraquet de la bande AM à la bande
FM.
5. 2251723 Ontario Inc.
Gatineau, Montréal, Québec, Sherbrooke et Trois-Rivières et
leurs régions avoisinantes (Québec)
Demande en vue d'obtenir une licence de radiodiffusion régio-
nale afin d'exploiter des entreprises de distribution de radiodif-
fusion terrestres pour desservir les localités susmentionnées.

- | | |
|--|---|
| <p>6. Radio Ryerson Inc.
Toronto, Ontario</p> <p>Application for a broadcasting licence to operate a low-power, English-language community-based campus AM radio station in Toronto.</p> | <p>6. Radio Ryerson Inc.
Toronto (Ontario)</p> <p>Demande en vue d'obtenir une licence de radiodiffusion afin d'exploiter une station de radio AM de campus axée sur la communauté de langue anglaise de faible puissance à Toronto.</p> |
| <p>7. Dufferin Communications Inc.
Village of Brechin and Township of Ramara, Ontario</p> <p>Application for a broadcasting licence to operate an English-language commercial FM radio station in the village of Brechin and the Township of Ramara.</p> | <p>7. Dufferin Communications Inc.
Village de Brechin et le canton de Ramara (Ontario)</p> <p>Demande en vue d'obtenir une licence de radiodiffusion afin d'exploiter une station de radio FM commerciale de langue anglaise dans le village de Brechin et le canton de Ramara.</p> |
| <p>8. Neeti P. Ray, on behalf of a corporation to be incorporated
Brampton, Ontario</p> <p>Application for a broadcasting licence to operate an English-language commercial AM radio station in Brampton.</p> | <p>8. Neeti P. Ray, au nom d'une société devant être constituée
Brampton (Ontario)</p> <p>Demande en vue d'obtenir une licence de radiodiffusion afin d'exploiter une station de radio AM commerciale de langue anglaise à Brampton.</p> |
| <p>9. 768812 Ontario Inc.
Whitchurch-Stouffville, Ontario</p> <p>Application for a regional broadcasting licence to operate a terrestrial broadcasting distribution undertaking to serve the above-noted location.</p> | <p>9. 768812 Ontario Inc.
Whitchurch-Stouffville (Ontario)</p> <p>Demande en vue d'obtenir une licence de radiodiffusion régionale afin d'exploiter une entreprise de distribution de radiodiffusion terrestre pour desservir la localité susmentionnée.</p> |
| <p>10. Clear Sky Radio Inc.
Strathmore, Alberta</p> <p>Application for a broadcasting licence to operate an English-language commercial FM radio station in Strathmore.</p> | <p>10. Clear Sky Radio Inc.
Strathmore (Alberta)</p> <p>Demande en vue d'obtenir une licence de radiodiffusion afin d'exploiter une station de radio FM commerciale de langue anglaise à Strathmore.</p> |
| <p>11. AEBC Internet Corp.
Calgary, Edmonton, Lethbridge, Red Deer, Medicine Hat, St. Albert, Fort McMurray, Airdrie, Spruce Grove, Fort Saskatchewan, Grande Prairie, Stony Plain, Leduc, Sylvan Lake, Chestermere, Strathmore and Beaumont, and their surrounding areas, Alberta</p> <p>Application for a regional broadcasting licence to operate terrestrial broadcasting distribution undertakings to serve the above-noted locations.</p> | <p>11. AEBC Internet Corp.
Calgary, Edmonton, Lethbridge, Red Deer, Medicine Hat, St. Albert, Fort McMurray, Airdrie, Spruce Grove, Fort Saskatchewan, Grande Prairie, Stony Plain, Leduc, Sylvan Lake, Chestermere, Strathmore et Beaumont et leurs régions avoisinantes (Alberta)</p> <p>Demande en vue d'obtenir une licence de radiodiffusion régionale afin d'exploiter des entreprises de distribution de radiodiffusion terrestres pour desservir les localités susmentionnées.</p> |
| <p>12. 2251723 Ontario Inc.
Airdrie, Calgary, Edmonton, Fort McMurray, Leduc, Lethbridge, Red Deer and Spruce Grove, and their surrounding areas, Alberta; Moose Jaw, North Battleford, Prince Albert, Regina, Saskatoon and Yorkton, and their surrounding areas, Saskatchewan; and Winnipeg and its surrounding areas, Manitoba</p> <p>Application for a regional broadcasting licence to operate terrestrial broadcasting distribution undertakings to serve the above-noted locations.</p> | <p>12. 2251723 Ontario Inc.
Airdrie, Calgary, Edmonton, Fort McMurray, Leduc, Lethbridge, Red Deer et Spruce Grove et leurs régions avoisinantes (Alberta), Moose Jaw, North Battleford, Prince Albert, Regina, Saskatoon et Yorkton et leurs régions avoisinantes (Saskatchewan) et Winnipeg et ses régions avoisinantes (Manitoba)</p> <p>Demande en vue d'obtenir une licence de radiodiffusion régionale afin d'exploiter des entreprises de distribution de radiodiffusion terrestres pour desservir les localités susmentionnées.</p> |
| <p>13. Gill Broadcasting Ltd.
Winnipeg, Manitoba</p> <p>Application for a broadcasting licence to operate an ethnic commercial FM radio station in Winnipeg.</p> | <p>13. Gill Broadcasting Ltd.
Winnipeg (Manitoba)</p> <p>Demande en vue d'obtenir une licence de radiodiffusion afin d'exploiter une station de radio FM commerciale à caractère ethnique à Winnipeg.</p> |
| <p>14. UMFM Campus Radio Inc.
Winnipeg, Manitoba</p> <p>Applications for authority to acquire, from the University of Manitoba Students' Union, the assets of the English-language community-based campus FM radio station CJUM-FM Winnipeg.</p> | <p>14. UMFM Campus Radio Inc.
Winnipeg (Manitoba)</p> <p>Demandes en vue d'obtenir l'autorisation d'acquérir, de la University of Manitoba Students' Union, l'actif de la station de radio FM de campus de langue anglaise axée sur la communauté CJUM-FM Winnipeg.</p> |

15. 2251723 Ontario Inc.
Abbotsford, Greater Vancouver, Kamloops, Kelowna,
Nanaimo and Victoria, and their surrounding areas,
British Columbia
Application for a regional broadcasting licence to operate
terrestrial broadcasting distribution undertakings to serve the
above-noted locations.
16. AEBC Internet Corp.
Greater Victoria, Okanagan Valley, Kamloops, Nanaimo,
Prince George, Courtenay, Duncan, Whistler and Powel
River, and their surrounding areas, British Columbia
Application for a regional broadcasting licence to operate
terrestrial broadcasting distribution undertakings to serve the
above-noted locations.
17. Columbia Electoral Area A Television Rebroadcasting
Society
Moberly, British Columbia
Application for a broadcasting licence to operate a radiocom-
munication distribution undertaking in Moberly.

[31-1-o]

15. 2251723 Ontario Inc.
Abbotsford, Vancouver métropolitain, Kamloops, Kelowna,
Nanaimo et Victoria et leurs régions avoisinantes
(Colombie-Britannique)
Demande en vue d'obtenir une licence de radiodiffusion régio-
nale afin d'exploiter des entreprises de distribution de radiodif-
fusion terrestres pour desservir les localités susmentionnées.
16. AEBC Internet Corp.
Victoria métropolitain, Okanagan Valley, Kamloops,
Nanaimo, Prince George, Courtenay, Duncan, Whistler et
Powel River et leurs régions avoisinantes
(Colombie-Britannique)
Demande en vue d'obtenir une licence de radiodiffusion régio-
nale afin d'exploiter des entreprises de distribution de radiodif-
fusion terrestres pour desservir les localités susmentionnées.
17. Columbia Electoral Area A Television Rebroadcasting
Society
Moberly (Colombie-Britannique)
Demande en vue d'exploiter une entreprise de distribution de
radiocommunication à Moberly.

[31-1-o]

CANADIAN RADIO-TELEVISION AND TELECOMMUNICATIONS COMMISSION

DECISIONS

- 2014-381 22 July 2014
Fabmar Communications Ltd.
Chilliwack, British Columbia
Approved — Application to renew the broadcasting licence for
the English-language commercial radio station CHWK-FM
Chilliwack.
Denied — Request to decrease from 40% to 35% the minimum
level of Canadian popular music selections it must broadcast in
each broadcast week, as well as between 6 a.m. and 6 p.m. from
Monday to Friday.
- 2014-382 22 July 2014
Fiston Kalambay, on behalf of a not-for-profit corporation to be
incorporated
Ottawa, Ontario
Approved — Application for a broadcasting licence to operate a
low-power French-language specialty commercial FM radio sta-
tion in Ottawa.
- 2014-385 23 July 2014
Niagara Tourist Media Group Inc.
Niagara-on-the-Lake, Ontario
Approved — Application to renew the broadcasting licence for
the English-language tourist radio station CHQI-FM Niagara-
on-the-Lake.
- 2014-388 24 July 2014
DHX Media Ltd., on behalf of 8504601 Canada Inc.
Across Canada
Approved — Application for authority to effect a change to the
ownership and effective control of 8504601 Canada Inc. through
the transfer of all of its shares to DHX.

[31-1-o]

CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES

DÉCISIONS

- 2014-381 Le 22 juillet 2014
Fabmar Communications Ltd.
Chilliwack (Colombie-Britannique)
Approuvé — Demande en vue de renouveler la licence de radio-
diffusion de la station de radio commerciale de langue anglaise
CHWK-FM Chilliwack.
Refusé — Demande du titulaire en vue de diminuer de 40 à 35 %
le seuil minimum pour les pièces musicales populaires canadiennes
qu'il doit diffuser au cours de chaque semaine de radiodiffusion,
ainsi qu'entre 6 h et 18 h du lundi au vendredi.
- 2014-382 Le 22 juillet 2014
Fiston Kalambay, au nom d'une société à but non lucratif
devant être constituée
Ottawa (Ontario)
Approuvé — Demande en vue d'obtenir une licence de radiodif-
fusion afin d'exploiter une station de radio FM commerciale spécia-
lisée de faible puissance de langue française à Ottawa.
- 2014-385 Le 23 juillet 2014
Niagara Tourist Media Group Inc.
Niagara-on-the-Lake (Ontario)
Approuvé — Demande en vue de renouveler la licence de radiodif-
fusion de la station de radio de renseignements touristiques de
langue anglaise CHQI-FM Niagara-on-the-Lake.
- 2014-388 Le 24 juillet 2014
DHX Media Ltd., au nom de 8504601 Canada Inc.
L'ensemble du Canada
Approuvé — Demande en vue d'obtenir l'autorisation de modifier
la propriété et le contrôle effectif de 8504601 Canada Inc. par l'en-
tremise du transfert de toutes ses actions en faveur de DHX.

[31-1-o]

NATIONAL ENERGY BOARD**APPLICATION TO EXPORT ELECTRICITY TO THE UNITED STATES***Rainbow Energy Marketing Corporation*

By an application dated July 25, 2014, Rainbow Energy Marketing Corporation (the "Applicant") has applied to the National Energy Board (the "Board"), under Division II of Part VI of the *National Energy Board Act* (the "Act"), for authorization to export up to 4 380 000 MWh of firm energy and up to 4 380 000 MWh of interruptible energy annually for a period of 10 years.

The Board wishes to obtain the views of interested parties on this application before issuing a permit or recommending to the Governor in Council that a public hearing be held. The directions on procedure that follow explain in detail the procedure that will be used.

1. The Applicant shall deposit and keep on file, for public inspection during normal business hours, copies of the application at its offices located at Rainbow Energy Marketing Corporation, 919 South Seventh Street, Suite 405, Bismarck, North Dakota 58504 USA, contact person: Joseph Wolfe, 701-222-2290 (telephone), 701-255-7952 (fax), j.wolfe@rainbowenergy.com (email), and provide a copy of the application to any person who requests one. A copy of the application is also available for viewing during normal business hours in the Board's library, at 517 Tenth Avenue SW, Calgary, Alberta T2R 0A8, or online at www.neb-one.gc.ca.

2. Submissions that any party wishes to present shall be filed with the Secretary, National Energy Board, 517 Tenth Avenue SW, Calgary, Alberta T2R 0A8, 403-292-5503 (fax), and served on the Applicant by September 1, 2014.

3. Pursuant to subsection 119.06(2) of the Act, the Board is interested in the views of submitters with respect to

- (a) the effect of the exportation of the electricity on provinces other than that from which the electricity is to be exported; and
- (b) whether the Applicant has
 - (i) informed those who have declared an interest in buying electricity for consumption in Canada of the quantities and classes of service available for sale, and
 - (ii) given an opportunity to purchase electricity on terms and conditions as favourable as the terms and conditions specified in the application to those who, within a reasonable time of being so informed, demonstrate an intention to buy electricity for consumption in Canada.

4. Any answer to submissions that the Applicant wishes to present in response to items 2 and 3 of this notice of application and directions on procedure shall be filed with the Secretary of the Board and served on the party that filed the submission by September 16, 2014.

5. For further information on the procedures governing the Board's examination, contact the Secretary of the Board at 403-292-4800 (telephone) or 403-292-5503 (fax).

SHERI YOUNG
Secretary

[31-1-o]

OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE**DEMANDE VISANT L'EXPORTATION D'ÉLECTRICITÉ AUX ÉTATS-UNIS***Rainbow Energy Marketing Corporation*

Rainbow Energy Marketing Corporation (le « demandeur ») a déposé auprès de l'Office national de l'énergie (l'« Office »), aux termes de la section II de la partie VI de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* (la « Loi »), une demande datée du 25 juillet 2014 en vue d'obtenir l'autorisation d'exporter jusqu'à un total de 4 380 000 MWh par année d'énergie garantie et jusqu'à un total de 4 380 000 MWh par année d'énergie interruptible pendant une période de 10 ans.

L'Office souhaite obtenir les commentaires des parties intéressées sur cette demande avant de délivrer un permis ou de recommander au gouverneur en conseil la tenue d'une audience publique. Les instructions relatives à la procédure énoncées ci-après exposent en détail la démarche qui sera suivie.

1. Le demandeur doit déposer et conserver en dossier des copies de la demande, aux fins d'examen public pendant les heures normales d'ouverture, à ses bureaux situés à l'adresse suivante : Rainbow Energy Marketing Corporation, 919 South Seventh Street, Suite 405, Bismarck, North Dakota 58504 USA, personne-ressource : Joseph Wolfe, 701-222-2290 (téléphone), 701-255-7952 (télécopieur), j.wolfe@rainbowenergy.com (courriel), et en fournir une copie à quiconque en fait la demande. Il est également possible de consulter une copie de la demande, pendant les heures normales d'ouverture, à la bibliothèque de l'Office, située au 517 Tenth Avenue SW, Calgary (Alberta) T2R 0A8, ou en ligne à l'adresse www.neb-one.gc.ca.

2. Les parties qui désirent déposer un mémoire doivent le faire auprès de la Secrétaire, Office national de l'énergie, 517 Tenth Avenue SW, Calgary (Alberta) T2R 0A8, 403-292-5503 (télécopieur), et le signifier au demandeur, au plus tard le 1^{er} septembre 2014.

3. Conformément au paragraphe 119.06(2) de la Loi, l'Office s'intéressera aux points de vue des déposants sur les questions suivantes :

- a) les conséquences de l'exportation sur les provinces autres que la province exportatrice;
- b) si le demandeur :
 - (i) a informé quiconque s'est montré intéressé par l'achat d'électricité pour consommation au Canada des quantités et des catégories de services offerts,
 - (ii) a donné la possibilité d'acheter de l'électricité à des conditions aussi favorables que celles indiquées dans la demande à ceux qui ont, dans un délai raisonnable suivant la communication de ce fait, manifesté l'intention d'acheter de l'électricité pour consommation au Canada.

4. Si le demandeur souhaite répondre aux mémoires visés aux points 2 et 3 du présent avis de la demande et des présentes instructions relatives à la procédure, il doit déposer sa réponse auprès de la secrétaire de l'Office et en signifier une copie à la partie qui a déposé le mémoire, au plus tard le 16 septembre 2014.

5. Pour obtenir de plus amples renseignements sur les méthodes régissant l'examen mené par l'Office, veuillez communiquer avec la secrétaire de l'Office, par téléphone au 403-292-4800 ou par télécopieur au 403-292-5503.

La secrétaire
SHERI YOUNG

[31-1-o]

PARKS CANADA AGENCY**SPECIES AT RISK ACT**

Description of critical habitat of American Marten in Gros Morne National Park of Canada and Terra Nova National Park of Canada

The American Marten (*Martes americana atrata*), Newfoundland population, is a species listed on Schedule 1 to the *Species at Risk Act* as threatened. The American Marten is a member of the weasel family that is slightly smaller than a house cat and lives in forested habitats. The Recovery Strategy for the American Marten (*Martes americana atrata*), Newfoundland population, in Canada (www.sararegistry.gc.ca/species/speciesDetails_e.cfm?sid=134) identifies critical habitat for the species in a number of areas, including two federally protected areas.

Notice is hereby given that, pursuant to subsection 58(2) of the *Species at Risk Act*, subsection 58(1) of that Act applies, 90 days after the date of publication of this notice, to the critical habitat of the American Marten, Newfoundland population — identified in the recovery strategy for that species that is included in the Species at Risk Public Registry — that is located within the following federally protected areas: Gros Morne National Park of Canada and Terra Nova National Park of Canada, whose boundaries are described in Schedule 1 to the *Canada National Parks Act*.

August 2, 2014

GEOFF HANCOCK
*Field Unit Superintendent
Newfoundland West and Labrador Field Unit*

BILL BRAKE
*Field Unit Superintendent
Newfoundland East Field Unit*

[31-1-o]

PUBLIC SERVICE COMMISSION**PUBLIC SERVICE EMPLOYMENT ACT**

Permission granted (Clarke, Patrick)

The Public Service Commission of Canada, pursuant to section 116 of the *Public Service Employment Act*, hereby gives notice that it has granted permission, pursuant to subsection 115(2) of the said Act, to Patrick Clarke, Information Technology Services Specialist (CS-2), Office of the Chief Information Officer, Parks Canada Agency, Cornwall, Ontario, to be a candidate, before and during the election period, for the positions of Councillor and Acting Mayor for the City of Cornwall, Ontario, in a municipal election to be held on October 27, 2014.

July 18, 2014

KATHY NAKAMURA
*Director General
Political Activities and
Non-Partisanship Directorate*

[31-1-o]

AGENCE PARCS CANADA**LOI SUR LES ESPÈCES EN PÉRIL**

Description de l'habitat essentiel de la martre d'Amérique dans le parc national du Gros-Morne du Canada et le parc national Terra-Nova du Canada

La martre d'Amérique (*Martes americana atrata*), population de Terre-Neuve, est une espèce inscrite à l'annexe 1 de la *Loi sur les espèces en péril* en tant qu'espèce menacée. La martre d'Amérique est un animal légèrement plus petit que le chat domestique qui fait partie de la famille des mustélidés et vit dans des habitats forestiers. Le Programme de rétablissement de la martre d'Amérique (*Martes americana atrata*), population de Terre-Neuve, au Canada (www.registrelep.gc.ca/species/speciesDetails_f.cfm?sid=134) décrit l'habitat essentiel de l'espèce dans un certain nombre de régions, notamment dans deux aires protégées par le gouvernement fédéral.

Avis est donné par la présente, en vertu du paragraphe 58(2) de la *Loi sur les espèces en péril*, qu'à la fin de la période de 90 jours suivant la publication du présent avis, le paragraphe 58(1) de la Loi s'appliquera à l'habitat essentiel de la martre d'Amérique, population de Terre-Neuve, décrit dans le programme de rétablissement de cette espèce — lequel est inscrit au Registre public des espèces en péril — et situé dans les aires protégées fédérales suivantes : parc national du Gros-Morne du Canada et parc national Terra-Nova du Canada, dont les limites sont décrites à l'annexe 1 de la *Loi sur les parcs nationaux du Canada*.

Le 2 août 2014

*Le directeur d'unité de gestion
Unité de gestion de l'Ouest de Terre-Neuve et du Labrador*
GEOFF HANCOCK

*Le directeur d'unité de gestion
Unité de gestion de l'Est de Terre-Neuve*
BILL BRAKE

[31-1-o]

COMMISSION DE LA FONCTION PUBLIQUE**LOI SUR L'EMPLOI DANS LA FONCTION PUBLIQUE**

Permission accordée (Clarke, Patrick)

La Commission de la fonction publique du Canada, en vertu de l'article 116 de la *Loi sur l'emploi dans la fonction publique*, donne avis par la présente qu'elle a accordé à Patrick Clarke, spécialiste, Services de la technologie de l'information (CS-2), Bureau du dirigeant principal de l'information, Agence Parcs Canada, Cornwall (Ontario), la permission, aux termes du paragraphe 115(2) de ladite loi, de se porter candidat, avant et pendant la période électorale, aux postes de conseiller et de maire suppléant de la Ville de Cornwall (Ontario), à l'élection municipale prévue pour le 27 octobre 2014.

Le 18 juillet 2014

*La directrice générale
Direction des activités politiques
et de l'impartialité politique*
KATHY NAKAMURA

[31-1-o]

MISCELLANEOUS NOTICES**CANADIAN HEALING TOUCH FOUNDATION****RELOCATION OF HEAD OFFICE**

Notice is hereby given that the Canadian Healing Touch Foundation has changed the location of its head office to 1 Russell Street, P.O. Box 226, city of Morewood, county of Dundas, township of North Dundas, province of Ontario.

July 14, 2014

SUSAN ATKINSON
Chair

[31-1-o]

CT FINANCIAL ASSURANCE COMPANY**TD LIFE INSURANCE COMPANY****LETTERS PATENT OF AMALGAMATION**

Notice is hereby given, in accordance with subsections 245(1) and 249(2) of the *Insurance Companies Act* (Canada), that CT Financial Assurance Company and TD Life Insurance Company (collectively the "Applicants") intend to make a joint application to the Minister of Finance, on or after August 25, 2014, for letters patent of amalgamation continuing the Applicants as one company under the name "TD Life Insurance Company" in English and "TD, Compagnie d'assurance-vie" in French.

The head office of the amalgamated company will be located in Toronto, Ontario.

July 23, 2014

Corporate Secretary's Office
CT FINANCIAL ASSURANCE COMPANY
TD LIFE INSURANCE COMPANY

[31-4-o]

HOMEOWNER PROTECTION CENTRE / LE CENTRE DE PROTECTION DES PROPRIÉTAIRES**SURRENDER OF CHARTER**

Notice is hereby given that the HOMEOWNER PROTECTION CENTRE / LE CENTRE DE PROTECTION DES PROPRIÉTAIRES intends to apply to the Minister of Industry for leave to surrender its charter pursuant to subsection 32(1) of the *Canada Corporations Act*.

July 23, 2014

MICHAEL LIO
Executive Director

[31-1-o]

SCOR UK COMPANY LIMITED**APPLICATION TO ESTABLISH A CANADIAN BRANCH**

Notice is hereby given that SCOR UK Company Limited, an entity incorporated and formed under the laws of England, intends

AVIS DIVERS**FONDATION CANADIENNE HEALING TOUCH****CHANGEMENT DE LIEU DU SIÈGE SOCIAL**

Avis est par les présentes donné que la Fondation canadienne Healing Touch a changé le lieu de son siège social, qui est maintenant situé au 1, rue Russell, case postale 226, ville de Morewood, dans le comté de Dundas, canton de North Dundas, province d'Ontario.

Le 14 juillet 2014

La présidente
SUSAN ATKINSON

[31-1-o]

L'ASSURANCE FINANCIÈRE CT**TD, COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE****LETTRES PATENTES DE FUSION**

Avis est par les présentes donné que, conformément aux paragraphes 245(1) et 249(2) de la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada), l'Assurance Financière CT et TD, Compagnie d'assurance-vie (collectivement désignées les « requérantes ») entendent faire une demande conjointe au ministre des Finances, le 25 août 2014 ou après cette date, pour obtenir des lettres patentes de fusion leur permettant de poursuivre leurs activités en tant que compagnie unique sous le nom français de « TD, Compagnie d'assurance-vie » et le nom anglais de « TD Life Insurance Company ».

Le siège social de la compagnie fusionnée sera situé à Toronto, Ontario.

Le 23 juillet 2014

Le bureau du secrétariat corporatif
L'ASSURANCE FINANCIÈRE CT
TD, COMPAGNIE D'ASSURANCE-VIE

[31-4-o]

HOMEOWNER PROTECTION CENTRE / LE CENTRE DE PROTECTION DES PROPRIÉTAIRES**ABANDON DE CHARTE**

Avis est par les présentes donné que HOMEOWNER PROTECTION CENTRE / LE CENTRE DE PROTECTION DES PROPRIÉTAIRES demandera au ministre de l'Industrie la permission d'abandonner sa charte en vertu du paragraphe 32(1) de la *Loi sur les corporations canadiennes*.

Le 23 juillet 2014

Le directeur exécutif
MICHAEL LIO

[31-1-o]

SCOR UK COMPANY LIMITED**DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UNE SUCCURSALE CANADIENNE**

Avis est donné par les présentes que SCOR UK Company Limited, une société constituée et organisée en vertu des lois de

to file with the Superintendent of Financial Institutions, on or after August 18, 2014, an application under section 574 of the *Insurance Companies Act* (Canada) for an order approving the insuring in Canada of risks, under the English name SCOR Insurance - Canadian Branch and the French name SCOR Assurances - Succursale canadienne, within the following classes of insurance: property, boiler and machinery, liability, and marine. The head office of SCOR UK Company Limited is located in London, and its Canadian chief agency will be located in Toronto, Ontario.

l'Angleterre, a l'intention de déposer auprès du surintendant des institutions financières, le 18 août 2014 ou après cette date, une demande en vertu de l'article 574 de la *Loi sur les sociétés d'assurances* (Canada) pour un agrément l'autorisant à garantir au Canada, sous la dénomination sociale française SCOR Assurances - Succursale canadienne et sous la dénomination sociale anglaise SCOR Insurance - Canadian Branch, des risques relatifs aux catégories d'assurances suivantes : assurance de biens, chaudières et panes de machines, responsabilité, et maritime. Le bureau principal de SCOR UK Company Limited est situé à Londres, et son agence principale au Canada sera située à Toronto, en Ontario.

July 26, 2014

SCOR UK COMPANY LIMITED
By its solicitors
FASKEN MARTINEAU DUMOULIN LLP

[30-4-o]

Le 26 juillet 2014

SCOR UK COMPANY LIMITED
Agissant par l'entremise de ses procureurs
FASKEN MARTINEAU DUMOULIN S.E.N.C.R.L., S.R.L.

[30-4-o]

2010 TRANSPLANT CONGRESS ORGANIZING CORPORATION

SURRENDER OF CHARTER

Notice is hereby given that 2010 Transplant Congress Organizing Corporation intends to apply to the Minister of Industry for leave to surrender its charter pursuant to subsection 32(1) of the *Canada Corporations Act*.

August 2, 2014

PAUL KEOWN
President

[31-1-o]

2010 TRANSPLANT CONGRESS ORGANIZING CORPORATION

ABANDON DE CHARTE

Avis est par les présentes donné que 2010 Transplant Congress Organizing Corporation demandera au ministre de l'Industrie la permission d'abandonner sa charte en vertu du paragraphe 32(1) de la *Loi sur les corporations canadiennes*.

Le 2 août 2014

Le président
PAUL KEOWN

[31-1-o]

INDEX

Vol. 148, No. 31 — August 2, 2014

(An asterisk indicates a notice previously published.)

COMMISSIONS**Canada Border Services Agency**

Special Import Measures Act

Certain oil country tubular goods — Decisions..... 2019

Canadian International Trade Tribunal

Commencement of preliminary injury inquiry

Oil country tubular goods 2020

Canadian Radio-television and Telecommunications**Commission**

Administrative decisions.....2022

Decisions

2014-381, 2014-382, 2014-385 and 2014-388 2025

Notice of consultation

2014-383 2023

* Notice to interested parties..... 2021

Part 1 applications.....2021

National Energy Board

Application to export electricity to the United States

Rainbow Energy Marketing Corporation..... 2026

Parks Canada Agency

Species at Risk Act

Description of critical habitat of American Marten in

Gros Morne National Park of Canada and Terra Nova

National Park of Canada 2027

Public Service Commission

Public Service Employment Act

Permission granted (Clarke, Patrick) 2027

GOVERNMENT NOTICES**Environment, Dept. of the**

Canadian Environmental Protection Act, 1999

Waiver of information requirements for living organisms (subsection 106(9) of the Canadian Environmental Protection Act, 1999)..... 1963

Waiver of information requirements for substances (subsection 81(9) of the Canadian Environmental Protection Act, 1999) 1964

Fisheries Act

Notice respecting the Agreement between the Government of New Brunswick and the Government of Canada regarding the administration of the Wastewater Systems Effluent Regulations in New Brunswick..... 1966

GOVERNMENT NOTICES — Continued**Health, Dept. of**

Hazardous Materials Information Review Act

Decisions, undertakings and orders on claims for exemption..... 1980

Industry, Dept. of

Radiocommunication Act

Notice No. SLPB-004-14 — Consultation on the Technical, Policy and Licensing Framework for Advanced Wireless Services in the Bands 1755-1780 MHz and 2155-2180 MHz (AWS-3) 2011

Notice No. SMSE-010-14 — Release of SRSP-517, Issue 1 2012

Notice of Vacancies

National Film Board2012

Social Sciences and Humanities Research Council.....2015

MISCELLANEOUS NOTICES

Canadian Healing Touch Foundation

Relocation of head office 2028

CT Financial Assurance Company and TD Life

Insurance Company

Letters patent of amalgamation..... 2028

HOMEOWNER PROTECTION CENTRE

Surrender of charter 2028

SCOR UK Company Limited

Application to establish a Canadian branch..... 2028

2010 Transplant Congress Organizing Corporation

Surrender of charter 2029

PARLIAMENT**Chief Electoral Officer**

Canada Elections Act

Deregistration of registered electoral district associations 2018

House of Commons

* Filing applications for private bills (Second Session, Forty-First Parliament)..... 2018

INDEX

Vol. 148, n° 31 — Le 2 août 2014

(L'astérisque indique un avis déjà publié.)

AVIS DIVERS

Assurance Financière CT (L') et TD, Compagnie d'assurance-vie	
Lettres patentes de fusion.....	2028
CENTRE DE PROTECTION DES PROPRIÉTAIRES (LE)	
Abandon de charte	2028
Fondation canadienne Healing Touch	
Changement de lieu du siège social	2028
SCOR UK Company Limited	
Demande d'établissement d'une succursale canadienne	2028
2010 Transplant Congress Organizing Corporation	
Abandon de charte	2029

AVIS DU GOUVERNEMENT**Avis de postes vacants**

Conseil de recherches en sciences humaines	2015
Office national du film	2012

Environnement, min. de l'

Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)	
Exemption à l'obligation de fournir des renseignements concernant les organismes vivants [paragraphe 106(9) de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)]	1963
Exemption à l'obligation de fournir des renseignements concernant les substances [paragraphe 81(9) de la Loi canadienne sur la protection de l'environnement (1999)].....	1964
Loi sur les pêches	
Avis relatif à l'accord entre le gouvernement du Nouveau-Brunswick et le gouvernement du Canada sur l'administration du Règlement sur les effluents des systèmes d'assainissement des eaux usées au Nouveau-Brunswick	1966

Industrie, min. de l'

Loi sur la radiocommunication	
Avis n° SLPB-004-14 — Consultation sur le cadre technique, politique et de délivrance de licences pour les services sans fil évolués des bandes 1 755-1 780 MHz et 2 155-2 180 MHz (SSFE-3)	2011
Avis n° SMSE-010-14 — Publication du PNRH-517, 1 ^{re} édition	2012

AVIS DU GOUVERNEMENT (suite)**Santé, min. de la**

Loi sur le contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	
Décisions, engagements et ordres rendus relativement aux demandes de dérogation	1980

COMMISSIONS**Agence des services frontaliers du Canada**

Loi sur les mesures spéciales d'importation	
Certaines fournitures tubulaires pour puits de pétrole — Décisions.....	2019

Agence Parcs Canada

Loi sur les espèces en péril	
Description de l'habitat essentiel de la martre d'Amérique dans le parc national du Gros-Morne du Canada et le parc national Terra-Nova du Canada.....	2027

Commission de la fonction publique

Loi sur l'emploi dans la fonction publique	
Permission accordée (Clarke, Patrick).....	2027

**Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications
canadiennes**

* Avis aux intéressés	2021
Avis de consultation 2014-383	2023

Décisions

2014-381, 2014-382, 2014-385 et 2014-388	2025
Décisions administratives	2022
Demandes de la partie 1	2021

Office national de l'énergie

Demande visant l'exportation d'électricité aux États-Unis Rainbow Energy Marketing Corporation.....	2026
--	------

Tribunal canadien du commerce extérieur

Ouverture d'enquête préliminaire de dommage Fournitures tubulaires pour puits de pétrole	2020
---	------

PARLEMENT**Chambre des communes**

* Demandes introductives de projets de lois privés (Deuxième session, quarante et unième législature).....	2018
---	------

Directeur général des élections

Loi électorale du Canada	
Radiation d'associations de circonscription enregistrées....	2018